

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

Les
Nouvelles Déclarations des Droits

*Allemagne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie,
Pologne, Lithuanie, Esthonie, Dantzig, Espagne.*

Par

Sweden Fang

Diplômé de la Faculté de Droit de Shanghai
et de l'École des Sciences Politiques de Paris.

*Thèse présentée à la Faculté des Lettres de Paris
pour le Doctorat de l'Université*

PARIS
JACQUES HAUMONT
48, rue Boissonade

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547906_0002

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

Les
Nouvelles Déclarations des Droits

*Allemagne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie,
Pologne, Lithuanie, Esthonie, Dantzig, Espagne.*

Par

Sweden Fang

Diplômé de la Faculté de Droit de Shanghai
et de l'École des Sciences Politiques de Paris.

*Thèse présentée à la Faculté des Lettres de Paris
pour le Doctorat de l'Université*

PARIS :

JACQUES HAUMONT

48, rue Boissonade

1939



INTRODUCTION

Les conditions de l'Europe nouvelle puisent leur origine dans la guerre mondiale dont une des conséquences fut soit de créer de nouveaux Etats, soit de bouleverser les institutions d'anciennes nations, pour inaugurer, sur des bases renouvelées, l'évolution démocratique des peuples.

En Allemagne, la Révolution éclata dans les derniers jours de la guerre et prit un caractère, à la fois politique et social.

Dans l'ancienne Autriche, on vit surgir des problèmes complexes, touchant aux questions des nationalités et à la liberté des peuples. Les Tchèques et les Slovaques s'unissent pour former la Tchécoslovaquie. De leur côté, les Croates et les Slovènes en union avec les Serbes, forment la Yougoslavie. La Pologne, ressuscitée dans ses anciennes frontières, reprend les territoires jadis annexés par la Russie, la Prusse et l'Autriche. Dans les pays baltes, une lutte s'organise entre les nationaux décidés à dominer le pays.

Ainsi, la lutte politique dans les pays d'Europe centrale et orientale se poursuit, non seulement entre les nouveaux et les anciens régimes, mais aussi, et de façon acharnée, entre les partisans de la démocratie et ceux du bolchevisme.

C'est dans cette effervescence politique nationale et sociale que sont élaborées les nouvelles déclarations des droits de l'homme. De toute évidence, l'institution démocratique, en voie d'évolution, doit donner à la définition des libertés individuelles, de nouvelles solutions permettant, d'une façon plus ou moins accentuée, une transformation de la déclaration classique des droits de l'homme.

L'inspiration libérale individualiste, source philosophique de la déclaration classique des droits de l'homme, après la

6 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

guerre mondiale, est considérée comme n'étant plus suffisante pour asseoir les bases de la déclaration. Un trait caractéristique des temps nouveaux, c'est le désir d'améliorer les conditions d'existence de la classe ouvrière, influencés par l'idée de solidarité sociale, suivant laquelle la collectivité a des dettes envers les déshérités. Les législations, dès avant la guerre, déjà, avaient commencé à intervenir dans les rapports économiques pour relever le taux des salaires, réglementer les heures de travail, résoudre les conflits d'intérêts qui surgissaient entre les différents groupes sociaux. Au surplus, la dernière guerre avait entraîné tant de ruines et de souffrances, qu'au moment de rédiger une déclaration des droits, aucun parti politique ne pouvait négliger l'éventuel redressement politique, économique et social.

Ainsi, les tendances générales des nouvelles déclarations des droits ont contribué à bannir définitivement le vieux préjugé des individualistes, écartant toute intervention de l'Etat dans les rapports économiques entre les individus, pour nous apprendre que la richesse et le travail ne sont pas seulement des facteurs économiques destinés à des fins égoïstes, mais qu'ils sont avant tout des biens sociaux au service des intérêts de la collectivité. D'autre part, elles se sont adaptées à l'évolution sociale contemporaine, en admettant que l'Etat ne peut plus se borner à reconnaître l'indépendance juridique de l'individu, puisqu'il doit créer un minimum d'obligations vis-à-vis de l'Etat et limiter certains droits fondamentaux au nom de la collectivité.

Parmi les nouvelles Déclarations des droits, il est incontestable que la Déclaration allemande de Weimar est la plus intéressante, et servira de prototype à la plupart des nouvelles déclarations.

Celles de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Pologne et de la ville libre de Dantzig, nous révélèrent d'autre part, soit par leur caractère national et international, soit par leur tradition historique, des traits des plus typiques à observer.

Des nouveaux Etats baltes, seule la Lettonie n'a pas inséré de déclaration de droits dans sa Constitution de 1922; elle s'est contentée de proclamer à l'article 82 que « tous les citoyens

sont égaux devant la loi et la justice¹ ». La Lithuanie et l'Esthonie au contraire, nous donnent, chacune, une déclaration très intéressante. Nous ne saurions omettre enfin celle concernant la République espagnole de 1931, qui, pour ne pas tirer ses origines de la guerre 1914-1918, reflète cependant les mêmes mobiles.

Les Nouvelles Déclarations d'après-guerre sont-elles une transformation des Déclarations classiques? Nous apportent-elles des innovations s'adaptant aux nécessités de la vie sociale contemporaine? Par quoi se caractérise chacune de ces Nouvelles Déclarations? Quels traits communs les rapprochent? Quelles différences les séparent?

Tel est l'objet de la présente étude.

1. D'ailleurs, la liberté de la presse, de la parole, d'associations et de réunions, de conscience, de même que l'inviolabilité des personnes et du domicile sont successivement proclamées par les lois de 1920 à 1925.

PRELIMINAIRES

APERÇU SOMMAIRE SUR LES ANCIENNES DECLARATIONS DES DROITS

Les nouvelles Déclarations forment l'objet de notre étude. Auparavant, il semble nécessaire d'examiner, même sommairement, les anciennes déclarations des droits, d'établir leurs points de comparaison, et de discerner les idées nouvelles issues des nouvelles constitutions d'après-guerre.

Il existe une riche littérature relativement aux sources de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, mais d'où il apparaît que ses véritables origines sont fort difficiles à déterminer. Il en sera toujours discuté. Pour nous, délaissant cette question, nous nous bornerons à la constatation directe du contenu des anciennes déclarations des Droits.

I. — Chartes anglaises

C'est en Angleterre que, dans l'ordre chronologique, sont apparus les premiers documents législatifs pouvant être considérés comme une codification des droits individuels. Tels : la Grande Charte de 1215, la Pétition des droits de 1627, le Bill des Droits de 1688 avec son complément, l'acte d'Etablissement de 1701.

La *Grande Charte* est de tous le plus vénérable. Les Anglais, encore aujourd'hui, aiment à s'y reporter, voulant y voir le fondement des libertés britanniques. Cependant, si l'on pénètre son texte, il est permis de constater qu'il s'agit plus simplement d'un effort victorieux de quelques grands féodaux pour défendre et rétablir leurs propres privilèges¹.

1. Gidel, *Cours de droit constitutionnel comparé*, p. 96.

Bien que M. W. Stubbs prétende dans son *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre* que la Grande Charte est un acte collectif de la nation², les juristes modernes s'accordent pour reconnaître qu'elle a été manifestement conçue dans l'intérêt égoïste des féodaux menacés par le roi³.

La Pétition des Droits de 1627 est le deuxième acte anglais. Elle débute par une énumération de certains abus commis par le roi et constitue une sorte de déclaration parlementaire des libertés de la nation⁴.

Après avoir rappelé les principes de la Grande Charte, elle demande des garanties. Finalement et puisque, sous le couvert d'emprunt forcé ou l'appellation de « dons gratuits », la loi fondamentale avait été violée par plusieurs princes, un article fut inséré portant que nul ne serait contraint d'acquitter aucun impôt, aucun droit gratuit, aucune taxe, sans acte du Parlement.

Le roi reçut la « pétition », donna son assentiment, puis s'empressa d'oublier sa promesse.

Au point de vue du droit britannique, le *Bill des Droits de 1688* est, parmi les chartes anglaises, un acte des plus intéressant. Il contient treize articles, apportant presque tous des limitations à la prérogative royale. Au roi est refusé le droit de suspendre les lois et de dispenser de leur exécution (art. 1 et 2); d'instituer des tribunaux d'exception (art. 3); d'infliger des amendes excessives (art. 10); de restreindre le droit de pétition des sujets (art. 5) ainsi que celui de la liberté de la parole dans le Parlement (art. 9); d'intervenir dans les élections parlementaires (art. 8). L'interdiction de lever des impôts sans le concours du Parlement est renouvelée (art. 47); et il s'y ajoute la défense d'entretenir une armée permanente sans ce même concours (art. 6).

Le Bill des Droits de 1688 ne parle ni de la liberté religieuse, ni de la liberté de la presse. En ce qui concerne la garantie des libertés publiques, il se borne à demander que le Parlement soit fréquemment réuni⁵.

2. Stubbs, *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, t. I, p. 639.

3. Voir les intéressantes notes de Petit-Dutaillés dans les livres de Stubbs, *op. cit.*, p. 886-895.

4. Gidel, *op. cit.*, p. 97.

5. Boutmy, *Etudes du droit constitutionnel*, pp. 48, 49, et Aulard et Mirkine-Guetzévitch, *Déclaration des Droits de l'Homme*, pp. 74-76.

Le Bill des Droits de 1688 a été complété par l'*Acte d'Etablissement de 1701* qui règle les questions de la succession au trône. C'est le dernier des textes considérés comme fondement des libertés anglaises. Il comprend huit articles dont la plus grande partie est consacrée spécialement au statut du souverain (art. 1 à 4). Les deux dernières clauses sont les plus intéressantes au point de vue des libertés publiques : elles interdisent d'arrêter par le pardon royal le cours d'une accusation portée par la Chambre des Communes et proclament l'important principe de l'immovibilité des juges⁶.

Tel est le contenu des chartes anglaises. Il apparaît clairement qu'elles ne sont nullement inspirées par la croyance à l'existence de *droits naturels* et *imprescriptibles* de l'homme venant limiter les pouvoirs de l'Etat, mais qu'elles ont seulement pour but de limiter les pouvoirs royaux, de protéger l'individu contre l'arbitraire de la couronne et de reconnaître *l'omnipotence du Parlement*.

Ces actes, pourrait-on dire, en somme, sont des pactes entre deux forces qui se sont trouvées en conflit : d'une part, la royauté ; de l'autre, les barons (pour la Grande Charte) et le Parlement (pour les autres actes). En réalité, ils ne présentent aucun caractère philosophique, offrent un apport extrêmement maigre en ce qui concerne les libertés, et ne sont pas davantage des déclarations des droits solennelles. On doit reconnaître toutefois qu'ils sont du plus haut intérêt pour permettre de suivre le développement historique des droits individuels.

II. — Les déclarations américaines

C'est une opinion généralement courante chez ceux qui remontent au-delà de la Révolution française que la République Américaine fut la première à mettre en œuvre le système de la déclaration des droits. Celle-ci, toutefois, ne correspond en aucune façon à la première déclaration proclamée par les colonies anglaises insurgées en 1774 et qui n'était qu'une des protestations utilitaires des colonies anglaises contre des actes que les colons anglais d'Amérique considéraient comme commis illégalement à leur égard.

6. Boutmy, *op. cit.*, pp. 50-53.

12 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

Ce n'est pas, non plus, dans la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis du 4 juillet 1776 que l'on peut trouver un prototype de la Déclaration des Droits, malgré une affirmation des droits de l'homme sous une forme d'ailleurs très vague et générale.

Cette déclaration, en effet, ne comporte qu'une seule proposition énumérant certains droits, où sont exprimés le principe de la souveraineté nationale et celui de changer la forme du gouvernement, mais il est difficile d'y voir ou d'en faire découler tout un système de déclaration des droits⁷.

Ainsi, pour découvrir la première déclaration des droits proprement dite en Amérique, il faut chercher dans les déclarations particulières des colonies anglaises révoltées.

L'Etat de Virginie fut le premier à adopter une Constitution, œuvre de la Convention qui siégea entre le 6 mai et le 29 juin 1776 à Williamsbourg. Cette Constitution s'ouvrait par un préambule solennel reproduisant la Déclaration des Droits adoptée le 12 juin par la Convention. Cette déclaration s'affirma comme un véritable modèle pour toutes les autres, voire même pour celle du Congrès des Etats-Unis, adoptée, en effet, trois semaines après celle de Virginie. C'est la première fois que se rencontre, en 16 articles, un texte suffisamment développé et donnant un exposé complet susceptible d'être considéré comme une réelle Déclaration des Droits de l'Homme.

Les autres Etats qui s'octroyèrent une Constitution rédigèrent leur Déclaration des Droits postérieurement à celle de Virginie. Ces Déclarations furent toutes formulées, les unes et les autres, avant 1789. Ce sont, dans l'ordre chronologique, les Déclarations de Pensylvanie, du 28 septembre 1776; du Maryland, le 11 novembre 1776; de la Caroline du Nord, le 18 décembre 1776; de Vermont, le 8 juillet 1777; des Massachusetts, le 2 mars 1780; de New Hampshire, le 31 octobre 1783⁸.

Dans son ouvrage : *Les Origines de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789*, M. Marcoggi a insisté sur le caractère traditionaliste de ces Déclarations américaines, venu d'Angleterre. Les chartes anglaises, en effet, le « Bill of Rights »

7. Jellinek, *op. cit.*, pp. 15-17.

8. La qualité d'Etat a été contestée à l'Etat de Vermont jusqu'en 1790; il n'a été reconnu comme membre indépendant des Etats-Unis que le 18 février 1791. (Voir Jellinek, *op. cit.*, pp. 23 et 24).

de 1688 principalement, paraissent, de façon incontestable, avoir inspiré la « Déclaration of Rights » de Virginie de 1776.

Des analogies de texte s'y retrouvent. Par exemple, à propos de la suspension ou de l'exécution des lois, un texte dit : « sans le consentement du Parlement est illégale » (art. 1 du Bill des Droits de 1688) et l'autre : « sans le consentement du représentant du peuple, constituerait une violation de ses droits et ne doit pas être reconnu » (art. 7 de la Déclaration de la Virginie). Cependant les Déclarations américaines contiennent des règles qui dépassent le pouvoir législatif ordinaire. Elles entendent, non seulement poser certains principes d'organisation publique, mais, avant tout, établir la démarcation entre l'Etat et l'individu. D'après les Déclarations, l'individu ne devrait pas à l'Etat, mais à sa qualité d'homme, les droits qu'il possède, droits naturels, de ce fait, rendus inaliénables et inviolables⁹.

A pénétrer de plus près les textes des Déclarations américaines, on peut établir de la façon suivante les points qui leur demeurent propres et étaient ignorés des chartes anglaises :

1. Tous les hommes sont, de par essence, également libres et indépendants et possèdent certains droits naturels et imprescriptibles; le but de l'intervention de l'Etat est d'assurer et de procurer aux individus qui le composent le pouvoir de jouir avec tranquillité et sécurité de leurs droits naturels et des bienfaits de la vie. (Virginie, 1 et 2; Massachusetts, préambule; Maryland, 4; Pensylvanie, 1, 2 et 3.)

2. Tout *pouvoir* réside dans le *peuple* et, partant, en découle; les *autorités publiques*, ses mandataires, sont, en tout temps, responsables devant lui. (Virginie, 2.)

3. Le corps politique est formé par une association volontaires d'individus, c'est-à-dire par un contrat social, en vertu duquel le peuple tout entier doit être gouverné et soumis à certaines lois en vue du bien commun. (Massachusetts, préambule et art. 10.)

4. Le gouvernement est institué pour le bien commun, et non pour le profit et l'intérêt privé d'un homme, d'une famille, d'une classe; aussi toutes les élections doivent être libres et égales. (Massachusetts, 7; Maryland, 7; Virginie, 6; Pensylvanie, 5.)

9. Gidel, *op. cit.*, pp. 88 et suiv.

14 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

5. La sûreté de la personne et l'inviolabilité du domicile sont proclamées. (Massachusetts, 14, 15 et 26; Virginie, 9 et 10; Maryland, 14, 15; Pensylvanie, 14.)

6. La liberté de la presse (Virginie, 12; Pensylvanie, 12) ainsi que la liberté de conscience et religieuse sont reconnues. (New Hampshire, 4 et 5; Virginie, 16; Pensylvanie, 7.)

7. Le droit de propriété est garanti. (Virginie, 11; Massachusetts, 29; Pensylvanie, 10 et 11; Vermont, 2.)

8. Les impôts ou les charges publiques étant reconnus indispensables, doivent être constatés et consentis librement par le peuple ou par ses représentants. (Massachusetts, 10 et 23; Maryland, 15.)

9. En garantie de l'exercice des droits naturels est institué le principe de la séparation des pouvoirs. (Massachusetts, 30; Virginie, 5; New Hampshire, 37¹⁰.)

Après cet exposé, nous ne saurions nous arrêter à la thèse de Jellinek alléguant que la Déclaration française de 1789 n'est qu'une pure et simple copie des Déclarations américaines. Vivement combattue, il nous semble que les récentes études l'ont définitivement écartée. Nous voulons seulement retenir que les Déclarations américaines sont les premiers textes complets se rapportant à un système de déclaration des droits de l'homme.

III. — Les déclarations françaises

Dès que l'on étudie la déclaration des droits, on s'empresse en général d'évoquer la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » de 1789, l'un des éléments les plus importants de la Révolution française. Il serait opportun cependant de se référer aussi à la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » votée par la Convention nationale le 23 juin 1793, et surtout à la « Déclaration des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen » du 5 Fructidor, an III.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ne fut pas un texte venu d'un seul jet et de rédaction facile. Son élaboration, au contraire, fut lente et donna lieu à de nombreux projets (Lafayette, Monier, Target, Siéyès, etc.)

10. Pour les textes, voir Jellinek, *op. cit.*, pp. 29 et suiv., et Aulard et Mirkine-Guetzévitch, *op. cit.*, pp. 225, 236, 247, 250, 252 et 258.

présentés d'abord lors de la convocation des Etats généraux, en divers cahiers, puis dans l'Assemblée même, voire en dehors d'elle. La discussion dura du 17 au 27 août 1789¹¹.

Tout comme les Déclarations américaines, cette Déclaration des Droits proclame un droit individuel, complètement opposé au droit féodal, et fondé sur la *liberté* et l'*égalité*, droit naturel, antérieur par conséquent à l'Etat, et que l'Etat a pour mission de faire respecter. Bien qu'elle ne s'écarte pas du fondement de la doctrine individualiste qui maintient les *droits naturels de l'homme*, elle est, de par ses définitions, plus explicite, plus précise et plus philosophique que les Déclarations américaines.

Les hommes, dit-elle, naissent et demeurent égaux et libres en droit (art. 1) et le but de toute association politique consiste, précisément, dans la conservation des *droits naturels* et *imprescriptibles* qui sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression (art. 2). Ce sont ces droits que la Déclaration entend définir pour les mettre hors de toute atteinte, et le législateur lui-même ne pourra y toucher, car la loi n'a le droit d'interdire que les actes nuisibles à la société (art. 5); l'exercice des droits naturels de chaque homme ne doit avoir d'autres formes que celles qui assurent aux membres de la société la jouissance de ces mêmes droits (art. 4).

C'est ainsi que, développant ces principes, la Déclaration proclame que : nul ne peut être accusé, arrêté ni détenu, hors les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites (art. 7); nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses (art. 10), et que tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement (art. 11). Ce sont là les conséquences de la liberté individuelle. Le droit de propriété est *inviolable et sacré* et nul n'en peut être privé, sauf lorsque la nécessité légalement constatée l'exige, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité (art. 17). Pour l'entretien de la force publique, une contribution commune est indispensable (art. 12), mais les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes, ou par leurs représentants, sa nécessité (art. 14). Tels sont les droits que la Constitution de 1789 devra s'efforcer de garantir

11. A. Aulard, *L'Evolution de la Déclaration des Droits de l'Homme* dans le livre d'or des Droits de l'homme, 1927, pp. 25-39.

aux citoyens. Pour en empêcher la violation, il est nécessaire, y est-il exprimé, de distinguer dans le gouvernement les trois pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire (art. 16), comme d'établir une force publique qui veillera à l'avantage de tous et non à l'utilité particulière de ceux auxquels elle sera confiée (art. 12). Le principe de la souveraineté nationale est, en effet, proclamé par l'article 2 : nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'émane expressément de la nation, et la loi ne doit être que l'expression de la volonté générale à laquelle tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants (art. 6).

L'esprit général de la Déclaration des Droits de 1789 peut se résumer dans ces deux principes :

a) *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.*

Ils sont maîtres de leur personne, pourvu qu'ils respectent la liberté d'autrui; leur activité physique et intellectuelle est débarrassée de toute entrave; ils peuvent parler et écrire, travailler et inventer, acquérir et posséder; les professions et les charges publiques sont ouvertes à tous sans exception, et la loi ne favorise personne, ne permet aucun privilège.

b) *L'Etat ne trouve pas sa fin en lui-même.*

Sa raison d'être est de conserver au citoyen la jouissance de ses droits naturels; le souverain, c'est l'ensemble des citoyens, la nation, qui délègue son pouvoir à un gouvernement responsable; si l'Etat manque à son devoir, les citoyens résisteront à l'oppression.

Après 1791, est apparue la Constitution dite *Girondine*. Elaborée par la Convention, elle porte une Déclaration des Droits sous le titre : *Déclaration des Droits naturels, civils et politiques de l'Homme*, et comprend 33 articles, alors que celle de 1789 n'en contenait que 17¹².

Cette déclaration apporta quelques innovations d'importance assez considérable, comme, par exemple, la garantie sociale, et la résistance à l'oppression. Mais, finalement, la Constitution Girondine ne fut pas adoptée et la Déclaration

12. Duguit et Monnier, *Les Constitutions et les principales lois de la France depuis 1789*, pp. 36-38.

demeura à l'état de projet. Les Girondins avaient été renversés par les Montagnards, et ceux-ci, bénéficiant de la majorité dans l'Assemblée, établirent une Constitution nouvelle qui fut votée par la Convention le 23 juin 1793 et publiée le lendemain 24.

Cette Constitution de 1793 comprend aussi une Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dont le préambule présente une parenté évidente avec celui de 1789. Les deux textes sont assez rapprochés, celui de 1793 reflétant cependant un ton plus énergique. Le texte de la Déclaration de 1793 est considéré également comme l'une des conséquences impératives des principes déjà proclamés en 1789; il est néanmoins plus explicite (35 articles) en raison de l'étendue de ses définitions. En voici quelques exemples :

L'article 10 de la Déclaration de 1789 disait : « Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. » Cet article, qui, à bien considérer, n'accordait qu'une simple tolérance, a été remplacé, en 1793, par l'article 7 établissant vraiment la liberté de conscience : « Le libre exercice des cultes ne peut être interdit. »

L'ancienne Déclaration accordait la liberté de la presse, « sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi » (art. 11); dans la nouvelle déclaration, « le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, ne peut être interdit » (art. 7).

La Déclaration de 1789 plaçait la souveraineté dans la nation; celle de 1793, la plus claire, la situe dans le peuple (art. 25), c'est-à-dire qu'elle consacre le suffrage universel, établi le 10 août.

D'ailleurs, dans la Constitution du 24 juin 1793 figure, en outre, après la Déclaration en dehors d'elle, un texte spécial placé *in fine* et qui s'intitule lui aussi « De la garantie des Droits ».

Quelques différences assez notables s'y révèlent, notamment au sujet de l'égalité, de la résistance à l'oppression et du droit à l'assistance, à l'enseignement et au travail. Il en sera parlé ultérieurement (art. 91-95 et 101). Bien que teintée de plus

de socialisme, cette Constitution de 1793 n'en a pas appliqué les principes.

La Constitution du 5 fructidor de l'an III était précédée d'une Déclaration des Droits divisée en deux chapitres, celui des Droits (22 articles) et des Devoirs (9 articles). Ainsi s'intitule-t-elle avec quelque solennité : *Déclaration des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen*¹³.

La partie concernant les *Droits* a été également calquée sur celle de 1789, à de menues différences près; c'est ainsi que la liberté religieuse a été substituée à la tolérance, et que la liberté de la presse s'y trouve davantage précisée. Elle donne de l'égalité la définition suivante : « L'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. » L'égalité n'admet aucune distinction de naissance, aucune hérédité de pouvoirs (art. 3).

Le chapitre des *Devoirs* fait ressortir que l'homme doit respecter les lois, maintenir la propriété et servir la patrie. Ce sont là des obligations capitales pour tous les citoyens, à défaut de quoi l'organisation de l'Etat et l'ordre social ne pourraient être maintenus, pas plus que la liberté individuelle ne saurait être garantie.

Mais, à pénétrer cette Déclaration, on constate que la Déclaration des Devoirs est empreinte d'une certaine simplicité comme d'un manque de vigueur, embrassant bien plus le domaine moral que le domaine juridique. C'est ainsi qu'elle peut dire : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit; faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir¹⁴ » (art. 2). Elle dit encore : « Nul n'est bon citoyen s'il n'est bon fils, bon père, bonne mère, bon ami, bon époux » (art. 4). Ce sont là des conceptions essentiellement morales. Nous devons néanmoins reconnaître que l'idée des *devoirs de l'homme* était proclamée dans les Déclarations françaises et que pour être sans doute mieux précisée dans les Déclarations d'après guerre, ces dernières n'innovaient pas en la matière.

13. La Déclaration est complétée par des *dispositions générales*, titre XIV de la Constitution. (Voir Duguît et Monnier, *op. cit.*, pp. 78-80 et 116-118.)

14. Cette idée était d'ailleurs exprimée dans la Déclaration de 1793 (art. 6) pour la limite morale de la liberté : « Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait ».

Résumons-nous. Les chartes anglaises, même le Bill des Droits de 1688, ne sont point des Déclarations des Droits de l'Homme. Le vrai système des déclarations des droits fut établi par les Américains du Nord, aux temps de leur Indépendance, et par les Français, sous la Révolution. Les Déclarations françaises se révèlent plus explicites, plus précises, et d'une portée plus philosophique. La Déclaration des Droits est, en effet, fondée sur la doctrine individualiste par la croyance de l'existence de *droits naturels*, inviolables et imprescriptibles, antérieurs à l'Etat, et avec comme idées essentielles les suivantes :

1. La *Liberté* : liberté des opinions, de la presse, liberté de conscience et religieuse.
2. L'*Egalité* : l'égalité devant la loi.
3. La *Sûreté* : l'inviolabilité de la personne et du domicile.
4. La *Propriété* : considérée sacrée et inviolable.

Dans les anciennes Déclarations, surtout dans la Déclaration française de l'an III, nous trouvons aussi exprimée l'idée des *devoirs de l'homme*, mais celle-ci y apparaît comme relevant bien plus de la morale que du domaine juridique.

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DES NOUVELLES DECLARATIONS DES DROITS

Abordant l'étude des nouvelles Déclarations des Droits dans les Constitutions d'après guerre, il nous apparaît que celle-ci doit être orientée, tant en raison de l'importance même de ces Déclarations que des traits caractéristiques qu'elles révèlent, dans les pays qui les ont adoptées.

A cet égard, la Déclaration de Weimar pour l'Allemagne, la première dans l'ordre chronologique, retiendra particulièrement notre attention. Inspirée des tendances sociales qui se faisaient jour à la suite des bouleversements résultant de la guerre mondiale, elle s'est imposée par la nouveauté de ses conceptions, comme par le domaine dans lequel elle a eu à s'exercer.

Autour de l'Allemagne, d'autre part, gravitaient des Etats qui, bouleversés eux-mêmes ou nouvellement créés en vertu de traités, devaient subir une même évolution. Tels : la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Pologne. Comme elles se rapprochent par de nombreuses dispositions à la Déclaration de Weimar, nous comprendrons sous un même chapitre l'analyse de leurs Déclarations.

De même, grouperons-nous la Lithuanie et l'Esthonie dont les Déclarations des Droits s'apparentent, et consacrerons-nous quelques aperçus à la ville libre de Dantzig, qui, malgré sa particularité, a conservé l'esprit de Weimar.

Nous terminerons cette première partie par l'examen de la Déclaration des Droits espagnols qui, pour n'être pas issue de la guerre, mérite d'être étudiée au même titre que celle de la République allemande.

CHAPITRE PREMIER

LA DECLARATION DES DROITS DE L'ALLEMAGNE DU 11 AOÛT 1919

I. — Origines et tendances générales

Au point de vue des précédents historiques, quant aux droits fondamentaux des Allemands, la nouvelle Déclaration de Weimar a repris une tradition suivie en Allemagne jusqu'en 1848.

Antérieurement, la plupart des Constitutions des Etats particuliers allemands contenaient une section sur les droits des sujets; en 1848, l'Assemblée nationale constituante, réunie à Francfort, vota un exposé des droits fondamentaux du peuple allemand qui fut publié le 27 décembre 1848. Dans cette Assemblée, les libéraux dominaient; ils firent adopter les principes de la Constitution belge de 1831, modèle alors des Constitutions libérales : égalité devant la loi, indépendance de la justice, autonomie des communes, représentation du peuple dans chaque Etat, droit d'association, liberté de la presse, du culte et de l'enseignement. Par décision fédérale du 23 août 1851, cet exposé fut déclaré caduc.

Dans la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord de 1866, il n'existe plus de déclaration des droits; la Constitution de l'Empire allemand du 16 avril 1871 n'en contient pas non plus, et la vieille tradition s'est trouvée complètement rompue¹.

Des réformes partielles, tardivement opérées dans la Constitution de 1871, avaient précédé la Révolution de 1918. Quand

1. Gidel, *op. cit.*, pp. 286-287.

24 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

celle-ci éclata, elle renversa tout l'appareil constitutionnel de l'ancien régime. La famille royale fut expulsée et le 9 novembre 1918, à deux heures de l'après-midi, devant le Reichstag, la République est proclamée par Scheidemann. L'ancien régime en Allemagne avait vécu.

La Révolution était certainement l'œuvre des indépendants : leur chef, Ernest Daüning, s'était rendu à Moscou étudier le mouvement bolcheviste et, de son côté, la Russie était venue à eux avec Joffe et ses agents. Cependant les social-démocrates Ebert, Scheidemann en tête, s'en attribuèrent tout le profit. Au début, les deux partis socialistes se partagent le pouvoir, mais, après quelques semaines de collaboration, les social-démocrates éliminent les indépendants.

Après la deuxième révolution et l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, les social-démocrates restent seuls maîtres du gouvernement.

L'Assemblée nationale du 19 janvier 1919 avait pour mission essentielle de conclure la paix et de donner une constitution à l'Allemagne nouvelle. Cette Assemblée constituante fut élue suivant un suffrage, peut-être le plus démocratique qui fût jamais. Tous les Allemands étaient électeurs, hommes et femmes, officiers et soldats, assistés et faillis, pourvu qu'ils eussent vingt ans. Tous les électeurs étaient éligibles, pourvu qu'ils fussent Allemands depuis au moins un an.

Ces élections avaient amené à l'Assemblée 423 députés, dont 39 femmes, soit : 163 social-démocrates, 74 démocrates, 89 centristes et, seulement, 22 indépendants.

L'Assemblée nationale constituante se réunit le 6 février 1919 à Weimar. La Constitution provisoire, votée le 10 février, entra en vigueur immédiatement après son vote, mais l'élaboration de la Constitution définitive dura, elle, près de neuf mois. De nombreux avant-projets et projets complémentaires avaient été étudiés et discutés dans des conférences avec les Etats, en des sous-commissions, commissions et séance plénière. Le professeur Hugo Preuss, du parti démocrate, ne cessa pendant tout ce long travail d'être constamment sur la brèche; il peut, à juste titre, être considéré comme principal auteur de la Constitution. Cependant, un autre démocrate, Frédéric Naumann, intervint de temps en temps, pour élever le débat et

traiter du vaste problème des droits fondamentaux; nous devons voir en lui l'animateur de la Déclaration de Weimer.

La Constitution définitive, votée le 31 juillet 1919, entra en vigueur dès après sa promulgation et publication, le 11 août suivant.

La deuxième partie de cette Constitution est entièrement consacrée aux « Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands² ».

Sur le contenu de la Déclaration des Droits fondamentaux, les constituants, tout au moins à l'origine, parurent vouloir s'inspirer de la Constitution de 1848, des Déclarations des Droits de la Révolution française ainsi que des Déclarations américaine et belge, énumérant, en un petit nombre de paragraphes, quelques principes juridiques essentiels et énonçant certains dogmes fondamentaux, considérés, depuis un siècle, dans tous les pays civilisés, comme des vérités évidentes. D'autre part, au point de vue politique, l'Assemblée constituante souhaitait reprendre la tradition bismarckienne et faire œuvre d'intégration. La politique essentielle poursuivie à Weimar en vue d'une tentative de rationalisation de la vie publique du Reich pouvait se condenser dans les trois points suivants :

1. *Politique économique* (Wirtschaftspolitik) intéressant le monde des travailleurs et l'ensemble des organisations professionnelles, patronales ou prolétariennes tout en assurant la productivité nationale.

2. *Politique culturelle* (Kulturpolitik) ayant pour but les communautés religieuses et l'enseignement scolaire et universitaire.

3. *Politique sociale* (Sozialpolitik) se rapportant à divers groupements, tels que les fonctionnaires, la famille, les associations et les individus³.

Mais, au cours de la discussion en sous-commission comme en commission et en assemblée plénière, ces directives générales furent de beaucoup dépassées. Ce fut surtout Naumann qui éleva le problème et lui prêta toute son ampleur, en y trouvant l'occasion de situer exactement la Déclaration de Weimar entre

2. Brunet, *La Constitution allemande du 11 août 1919* (Payot, 1921, p. 35); Tibal, *Allemagne et Autriche* (Cours de l'Institut des Hautes-Études Internationales, 1930-1931, pp. 339-360).

3. Vermeil, *L'Allemagne contemporaine* (Alcan, Paris, 1925, pp. 149 et 150).

les chartes individualistes de l'Occident et le statut communiste de la République russe bolcheviste. Naumann insistait sur la contradiction inhérente à ce vaste ensemble d'articles où il était à la fois question des droits fondamentaux des individus et de l'organisation disciplinaire dans l'ordre économique et social.

Certains articles définissent exactement la sphère des libertés personnelles et imposent à l'Etat des limites qu'il ne doit pas dépasser. D'autres, au contraire, assignent aux groupes une place déterminée dans la communauté. Si c'est bien là le heurt de deux conceptions opposées, l'idéal démocratique allemand de Naumann doit situer les droits fondamentaux à la fois contre l'ancien individualisme occidental et le nouveau communisme⁴.

La Révolution allemande est, pour Naumann, non pas le passage de la monarchie à la république, mais de la méthode autocratique à la méthode démocratique. Dans ces conditions, si les anciens droits fondamentaux ne concernaient que les individus, les droits fondamentaux actuels devront envisager les individus dans leurs groupements organisés. S'il est parlé de propriété, ce n'est plus tant de propriété individuelle que du rapport entre elle et la collectivité. De même, considérer capitalisme et socialisme, c'est intégrer dans la démocratie l'individualisme occidental et le soviétisme russe en les dépassant par une synthèse organique⁵.

L'idéologie de Naumann ne fut pas admise sans opposition. Au sein de l'Assemblée nationale, les vues des partis s'affirmèrent très partagées.

A la droite, les nationaux-allemands forment un groupe de 12 membres, composé des anciens conservateurs. C'est le parti des grands propriétaires fonciers et des grands industriels. Politiquement, leur sympathie est pour la monarchie; économiquement, ils ne demandent aucune réforme. Ils prétendent demeurer fidèles à la méthode bismarckienne sans cependant renoncer aux droits fondamentaux, la considérant, avant tout, comme une barrière dressée contre le socialisme et la socialisation. A leur gauche, le parti populiste, avec 22 membres, le

4. Vermeil, *La Constitution de Weimar* (Istra, Strabourg, 1923, pp. 169-171).

5. Vermeil, *Constitution de Weimar, op. cit.*, p. 172.

parti des hommes d'affaires. L'essentiel pour eux est que la liberté de la propriété et du commerce soit complètement assurée et garantie. Au demeurant, ils ne ferment pas complètement les yeux aux réalités sociales contemporaines et se réservent d'examiner certaines réformes auxquelles il serait vain de vouloir s'opposer, comme la nationalisation économique et la collaboration des ouvriers. Néanmoins, ils hésitaient devant les « droits fondamentaux⁶ ». Au centre, le parti centre, comprenant 89 députés, solidement attachés à leur programme, et de tous les plus passionnés à défendre la déclaration des droits fondamentaux : union des Eglises et de l'Etat, école publique confessionnelle, liberté de l'enseignement. Ce que le professeur Beyerle, rapporteur de la question, veut y trouver surtout, c'est la garantie des libertés confessionnelles. Les « droits fondamentaux » doivent, pour lui, protéger les minorités, et en particulier ce catholicisme allemand qui a tout à craindre d'un nouveau Bismarck ou des Etats-pays hostiles au catholicisme. « Ces droits fondamentaux, disait Beyerle, il faudrait qu'ils eussent force de loi, que des sanctions juridiques et positives y fussent attachées. Ils auraient enfin une grande valeur éducative, étant une grande profession de foi cohérente, avec ses affirmations individualistes, sociales et confessionnelles⁷.

A côté du centre, le groupe des 74 démocrates, dont le parti était né après la Révolution de 1918 de la fusion de l'ancien parti progressiste et des nationaux-libéraux. Leur programme est celui du libéralisme classique : souveraineté nationale, suffrage universel, égalité des droits des citoyens, droits individuels, liberté de la propriété et du commerce. Leur faveur va à la république bourgeoise et à la défense contre la réaction et le socialisme révolutionnaire. Ils n'admettaient l'intervention de l'Etat dans les rapports individuels que dans des cas tout à fait exceptionnels. Malgré l'idéal démocratique de leur collègue F. Naumann, les démocrates soutenaient les « droits fondamentaux » avec mollesse⁸.

A l'aile gauche, les 163 social-démocrates, la fraction la

6. Brunet, *op. cit.*, pp. 44-45; Vermeil, *Constitution, op. cit.*, p. 172; Hesnard, *Les partis politiques en Allemagne* (Ed. G. Crès, Paris, 1922, pp. 37-38 et 117-128).

7. Voir Vermeil, *op. cit.*, p. 174, et Hesnard, *op. cit.*, pp. 73-74.

8. Brunet, *op. cit.*, pp. 45-46; Vermeil, *op. cit.*, pp. 42-61, et Hesnard, *op. cit.*, p. 156.

plus nombreuse de l'Assemblée, considéraient les « droits fondamentaux » comme indispensables. Ils restent théoriquement soumis au dogme marxiste de la lutte des classes, mais affirment leur foi démocratique, repoussent toute dictature et comptent, pour réaliser les réformes sociales, sur le suffrage universel et le régime parlementaire.

Sinzheimer précisait la pensée sociale-démocrate en expliquant qu'il fallait, avant tout, perfectionner les relations entre l'Etat et les individus dans le sens social et non plus seulement politique, protéger le travailleur contre le patron et arracher la vie économique à l'emprise tyrannique de l'individualisme. Katzentein, de son côté, parlait du fameux compromis entre bourgeoisie et socialisme modéré, en vue de cette démocratie sociale parfaite qui ne connaîtrait ni les privilèges de classe du passé, ni la dictature prolétarienne de l'avenir⁹.

Les communistes et les spartakistes n'étaient pas représentés à l'Assemblée nationale; les 22 indépendants seuls formaient donc l'extrême gauche. Leur programme se borne à exiger que la socialisation soit réalisée immédiatement, afin de briser la domination capitaliste et de porter la production au plus haut degré possible pour en répartir les produits entre l'ensemble des citoyens. C'est pourquoi la Déclaration de Weimar, à l'exception de la partie intéressant la vie économique et le système des conseils, ne leur paraît pas très intéressante.

Heureusement tous les partis, sauf quelques nationalistes qui en demandaient d'une façon radicale la suppression, en reconnaissaient l'opportunité, et renforçaient leur point de vue quant aux droits et devoirs fondamentaux des Allemands. Les partis social-démocrate, du centre et démocrate, étant les plus nombreux, pouvaient jouer un grand rôle et beaucoup influencer les décisions de l'Assemblée nationale de Weimar¹⁰.

Mais, telles que nous venons de décrire les grandes lignes de leur programme respectif, socialisme modéré, intérêt confessionnel et libéralisme individualiste, nous ne saurions nous montrer étonnés si la Déclaration est plutôt modératrice que révolutionnaire. D'une façon générale, elle prévoit une démocrati-

9. Voir Vermeil, *op. cit.*, pp. 172-173; Brunet, *op. cit.*, pp. 46-47; Hesnard, *op. cit.*, pp. 189-207-209-217.

10. Droin, *La Démocratie de l'Empire allemand* (Rousseau, Paris, 1922, pp. 10-11).

sation prudente, inspirée des réalités sociales. Ainsi, la Déclaration allemande de Weimar avait gardé, d'une part, l'esprit individualiste tout en s'adaptant à l'évolution sociale contemporaine; d'autre part, pour répondre aux besoins sociaux, elle introduisit des dispositions tout à fait neuves, notamment en ce qui concerne les intérêts de la collectivité, démontrant par là que la conception des droits de l'homme avait subi une transformation radicale.

II. — Droits et devoirs de l'individu

Les *Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands*, compris aux articles 109 à 165, sont répartis en cinq sections : Individu; Vie sociale; Education et Ecole; Vie économique. Si l'on s'en tient aux droits fondamentaux, la section se rapportant à l'individu commence par donner une énumération aussi complète que possible des libertés individuelles, telles qu'elles sont inscrites dans les déclarations classiques. Aucune de ces libertés n'est oubliée, mais il est à remarquer aussi que certains principes, touchant les réalités contemporaines sont très élargis.

1. *Le Principe de l'égalité.* — La Déclaration proclame d'abord le principe de l'égalité : suppression des privilèges tenant à la naissance et à la classe; les appellations nobiliaires ne valent que comme partie du nom; les titres ne peuvent être conférés que lorsqu'ils désignent un emploi ou une fonction; il n'est plus conféré par l'État d'ordre ni de distinction honorifique et aucun Allemand ne peut accepter de titres ou d'ordres d'un gouvernement étranger (art. 109). Elle contient quelques élargissements remarquables et intéressants. De ce nombre le principe de *l'égalité des sexes*; hommes et femmes ont, pour ainsi dire, les mêmes droits et devoirs et par là sont établis les droits politiques des femmes. Jusqu'alors, en effet, le suffrage universel des deux sexes ne s'appliquait que pour l'élection de l'Assemblée nationale. De même encore pour l'égalité des races, autrement dit la protection des minorités : les populations de langue étrangère du Reich ne peuvent subir aucune atteinte dans l'usage de leur langue maternelle en matière d'enseignement, ni en ce qui concerne l'administration intérieure et l'administration de la justice (art. 113).

2. *Libertés individuelles.* — La Déclaration de Weimar donne à chaque Allemand le droit de circuler et de séjourner non seulement dans toute localité du Reich, mais aussi de se rendre dans tout pays étranger, d'y être protégé (art. 3); la garantie lui est accordée contre l'extradition, les arrestations, et l'emprisonnement arbitraire (art. 112). Cette garantie implique l'inviolabilité du domicile, qui en est la conséquence logique (art. 115).

Pour compléter la liberté de la personne, lui sont assurés aussi le secret des lettres et la liberté d'opinion. Ces dernières dispositions se retrouvent déjà dans les déclarations classiques, mais, du fait du progrès des sciences modernes, le secret de la correspondance a été étendu par la Constitution de Weimar aux communications téléphoniques et télégraphiques, de même que la liberté d'opinion englobe désormais les manifestations de la pensée par films cinématographiques, sous réserve de censure (art. 117-118).

Les fortes personnalités et leur perfectionnement sont une condition nécessaire du progrès social. Ce fait justifie une certaine autonomie de l'individu dans la société et donne un fondement au droit de liberté. Mais pour que ce droit puisse atteindre son but, développer l'activité de la personne en perfectionnant sa propre individualité, il est nécessaire de protéger, non seulement la liberté individuelle proprement dite, mais aussi les droits de certaines activités, sans lesquelles il ne peut y avoir ni développement, ni perfectionnement de l'individu. Telles sont : la liberté religieuse, celle de la presse et de l'enseignement, la liberté de pétition et de réunion, la liberté du commerce et de l'industrie, le droit de propriété et d'héritage. Ces libertés de l'activité, nous les retrouvons ultérieurement avec l'idée dominante de la fonction sociale de l'homme. Or, tels droits ne sont plus un but en soi, ne constituent plus un bien indépendant : ils sont limités et conditionnés par le devoir de collaboration au bien-être de la collectivité et la loi les protège dans la mesure où ils servent à l'accomplissement de ce devoir social.

3. *Les devoirs fondamentaux.* — Les déclarations classiques, conformément à la doctrine individualiste pure, croyaient à l'existence de droits naturels antérieurs à l'Etat; la Déclaration

de Weimar adopte une autre conception, selon laquelle les droits individuels sont soumis à certaines distinctions dans *l'intérêt de la collectivité*. Si, d'un côté, l'individu peut jouir de certains droits fondamentaux, par contre lui incombent vis-à-vis de la collectivité des devoirs fondamentaux correspondants. Ainsi, la Déclaration de Weimar proclame que « tout Allemand a le devoir d'assumer des fonctions honorifiques et est tenu de remplir le devoir militaire, comme de se plier aux obligations dues envers l'Etat et la commune (art. 132 et 133). Tous les citoyens sans distinction, contribuent en proportion de leurs moyens à toutes les charges publiques, conformément aux lois (art. 134). Tout Allemand a, enfin, le devoir moral d'employer ses forces intellectuelles et physiques comme le requiert l'intérêt de la collectivité, ce qui implique l'obligation scolaire générale et le devoir du travail (art. 134 et 163).

III. — Droits et devoirs des collectivités

La nouvelle Déclaration de Weimar, en reconnaissant les droits et devoirs des individus, a été amenée, du fait des conceptions sociales modernes, à fixer les droits et devoirs de certaines collectivités, de certains groupements qui avaient été complètement délaissés dans les déclarations classiques d'inspiration libérale individualiste : famille, association, commune, fonctionnaires, églises et écoles.

1. *La Famille*. — C'est la première fois que la famille se trouve mentionnée dans une Déclaration des Droits, donnant ouverture à toute une législation relative au mariage, à l'éducation et à la protection de l'enfant, aux devoirs d'éducation des parents.

Du mariage considéré comme base de la vie de famille, dépendent la conservation et l'accroissement de la nation. Il est placé sous la protection particulière de la Constitution et repose sur l'égalité des droits des deux sexes (art. 119).

Le mariage et la famille ainsi reconnus comme assises de la vie sociale et comme source primaire d'où découlent les mœurs et la culture allemande; la Constitution de Weimar (art. 119) énonce, que l'Etat et les communes doivent veiller à la pureté, à la santé et à l'amélioration sociale de la famille. Les familles nombreuses peuvent prétendre à des mesures de

prévoyance compensatrice et la maternité à la protection et à la sollicitude de l'Etat. Quand il s'agit de l'éducation, l'article 120 déclare que les parents ont le droit mais aussi le devoir d'élever leurs enfants. « L'éducation de la progéniture, en vue de lui faire acquérir les qualités physiques, intellectuelles et sociales, est le premier devoir et le droit naturel des parents. » L'Etat intervient comme organe de surveillance, dans l'accomplissement des devoirs imposés aux parents : « la société politique surveille la manière dont ils s'en acquittent¹¹ ».

L'Etat s'est imposé comme obligation, d'une façon générale, de protéger la jeunesse. L'article 122 spécifie que « la jeunesse doit être protégée contre l'exploitation, ainsi que contre l'abandon moral, intellectuel ou physique. L'Etat et la Commune ont à pourvoir aux organisations nécessaires ». Les soins à donner aux enfants et aux jeunes gens rentrent donc dans la compétence législative du Reich.

Lors de la discussion du projet de Constitution, des propositions ont été faites tendant à améliorer le sort des enfants naturels; elles visaient à assimiler, au point de vue des droits familiaux, les enfants illégitimes aux enfants légitimes. Eu égard aux difficultés de trancher des questions de droit privé, dans un texte constitutionnel, la majorité de l'Assemblée décida d'abandonner cette matière au droit civil et à son développement ultérieur. Elle s'est bornée à poser le principe directeur : « La législation doit procurer aux enfants naturels, pour leur développement physique, intellectuel et social, les mêmes conditions qu'aux enfants légitimes » (art. 121). Cette disposition constitue une indication pour les futurs législateurs; c'est une satisfaction, tout au moins de forme, accordée à ceux qui, lors des débats sur la Constitution avaient plaidé la cause des enfants illégitimes et demandé leur assimilation aux enfants légitimes, soit au point de vue de porter le nom du père, soit au point de vue des droits successoraux. Bien que ces idées hardies n'aient pas triomphé complètement, l'article 121 a été néanmoins inséré afin d'inviter le législateur à s'engager dans la voie ainsi ouverte sans que, cependant, il en résulte, pour lui, une obligation¹².

11. Brunet, *op. cit.*, pp. 243 et 348.

12. Brunet, *op. cit.*, pp. 244-348.

2. *Droit de réunion et d'association.* — Le problème des *droits sociaux* est abordé dans la section traitant de la *vie en société* : droit de réunion et d'association, liberté et secret du vote, droit de pétition.

En ce qui concerne la liberté de réunion, la Constitution de Weimar s'en tient aux règles de la loi du 19 avril 1908¹³ : « Tous les Allemands ont le droit, sans déclaration ni permission particulière de se réunir paisiblement et sans armes » (art. 123), alors que les « réunions à ciel ouvert peuvent, par une loi du Reich, être soumises à la formalité d'une déclaration » (art. 123). Cette limitation de la liberté de réunion ne consiste pas comme autrefois dans la nécessité d'une autorisation¹⁴, mais simplement, dans l'obligation de donner à la police un avis préalable, par raison de sécurité et d'ordre public. L'article ajoute que les réunions à ciel ouvert peuvent être interdites en cas de danger immédiat pour la sécurité publique, précaution qui se conçoit facilement dans une constitution moderne démocratisée.

L'article 124 rappelle la loi de 1908 quant à la liberté d'association : « Tous les Allemands ont le droit, pour des buts qui ne sont pas contraires aux lois pénales, de former des sociétés ou associations; ce droit ne peut être limité par des mesures préventives. » La Constitution dispose expressément : « Toute association est libre d'acquérir la capacité juridique, conformément aux prescriptions du droit civil. Cette capacité ne peut être refusée à une association pour le motif qu'elle poursuit un but politique, social ou religieux » (art. 124). Les règles prévues au code civil d'avant la Révolution, donnaient, aux autorités administratives, le droit de s'opposer à l'acquisition de la capacité juridique, par les associations qui poursuivaient un but politique, social ou religieux. Cette restriction est supprimée par la Constitution de Weimar, comme contraire au principe moderne d'après lequel la liberté d'association doit être entière.

Pour compléter les droits sociaux, l'article 125 garantit la

13. L'obligation qui existait autrefois pour les réunions publiques de donner aux autorités un avis préalable est supprimée par la loi du 19 avril 1908. Voir Brunet, *op. cit.*, p. 244.

14. La loi de 1908 exigeait pour les réunions publiques à ciel ouvert et les manifestations sur les voies ou places publiques une autorisation préalable de la police, autorisation qui devait être demandée au moins 24 heures à l'avance.

liberté et le secret du vote. De son côté, l'article 126 énonce que « tout Allemand a le droit d'adresser par écrit des pétitions ou réclamations à l'autorité compétente, ou à la représentation populaire » ; c'est l'une des innovations de la Déclaration de Weimar.

3. *La Fonction publique.* — En ce qui concerne la situation des fonctionnaires, les indépendants proposèrent que les fonctionnaires fussent désignés à l'élection, toutes les garanties qui leur sont reconnues par l'Etat étant abandonnées. Comme la bureaucratie en Allemagne est de vieille tradition¹⁵, la proposition fut rejetée à une forte majorité.

La Déclaration ne consacre pas moins de sept articles à la question des fonctionnaires. Elle part de ce principe que les fonctionnaires sont les serviteurs, non pas du parti qui gouverne, mais de la collectivité ; en revanche, tous les citoyens ont le droit, sans distinction, de postuler pour les services de la collectivité. La Déclaration fait l'application de ce principe dans les dispositions relatives au libre accès de tous les citoyens et citoyennes aux fonctions publiques, à la garantie des droits des fonctionnaires, à leur liberté politique, et, enfin, à leur responsabilité pécuniaire.

L'article 128 proclame que « tous les citoyens sont indistinctement admissibles aux emplois publics dans le Reich et dans les pays, aux conditions déterminées par la loi, d'après leurs aptitudes et leur capacité ». Ainsi, à l'avenir, telle nationalité d'Etat ne pourra plus être exigée par les lois des pays comme condition d'admission à un emploi public¹⁶. Par ailleurs, dans le droit antérieur, aucun obstacle légal n'existait qui empêchât les femmes d'être admises aux fonctions publiques. La Déclaration spécifie que « toutes dispositions d'exceptions contre les fonctionnaires du sexe féminin sont supprimées » (art. 128). Conséquence logique du principe de l'égalité des sexes proclamé par elle-même, toute hésitation se trouvant désormais dissipée pour l'admissibilité des femmes

15. Voir Tibaï, *Histoire constitutionnelle et parlementaire de l'Allemagne et de l'Autriche* (Cours de l'Institut des Hautes-Etudes Internationales, 1930-1931, pp. 265 et suiv.).

16. D'ailleurs, par les articles 16 et 110, alinéa 2, les fonctionnaires des pays peuvent, en principe, être recrutés parmi les nationaux des pays, sans que, par là, soit violé l'esprit de la Constitution.

aux services de l'Etat, dans les mêmes conditions que les hommes. Pour inciter les fonctionnaires à demeurer fidèles, leur vie durant, à la collectivité, les fonctionnaires sont, en principe, nommés à vie, et ont droit à une situation pécuniaire garantie. Les droits acquis des fonctionnaires doivent être inviolables; leurs réclamations, en matière pécuniaire, doivent pouvoir être recevables devant les tribunaux. Leur pension de retraite, ainsi que les allocations aux parents survivants sont réglées par voie législative (art. 129).

Le fait que les fonctionnaires sont les serviteurs de l'Etat et de la collectivité, et non point d'un Parti, implique qu'en dehors du service, tout fonctionnaire n'est ni plus ni moins qu'un simple citoyen, en sorte que la Déclaration lui reconnaît la liberté de conviction politique et d'association (art. 130). Une loi subséquente devra régler la question de la représentation et de la participation aux conseils des fonctionnaires. En échange, tout fonctionnaire a le devoir, conformément aux lois, d'assumer ses fonctions.

Pour ce qui a trait à la responsabilité pécuniaire des fonctionnaires, l'article 131 déclare que si un fonctionnaire lèse dans le service de la puissance publique à lui confiée, les devoirs de sa charge à l'égard d'un tiers, la responsabilité en retombe, en principe, sur l'Etat ou la corporation dont le fonctionnaire dépend. Le recours sur le fonctionnaire lui-même resté réservé.

4. *La religion et les Églises.* — La question des rapports des Eglises et de l'Etat constituait le but essentiel du programme du centre qui entendait garantir à l'Eglise une situation prépondérante et privilégiée dans l'Etat. Le débat sur ce point n'alla pas sans soulever des contradictions au sein de l'Assemblée. Chez les social-démocrates eux-mêmes, le discours d'Erfurt déclarait la religion une affaire purement privée et refusait tous subsides prélevés sur les ressources publiques en faveur des besoins ecclésiastiques ou religieux¹⁷. Mais, pour l'élaboration de la Déclaration, les deux partis : social-démocrate et centre, devaient fatalement voir le conflit se résoudre entre eux par un compromis.

La Déclaration de Weimar ne pouvait pas non plus, sur ce point, s'en tenir aux maximes générales traditionnelles. Une

17. Brunet, *op. cit.*, p. 249.

solution transactionnelle fut adoptée : le principe de la liberté de conscience et de croyance et l'exercice des cultes fut en tout premier lieu proclamé par la Déclaration de Weimar. Celle-ci place expressément ces libertés sous la protection de l'Etat; elles sont garanties contre toute atteinte, de quelque côté qu'elle survienne. Un tel principe n'implique ni la séparation complète, ni l'union étroite des Eglises et de l'Etat; les Eglises affranchies de l'Etat jouissent néanmoins de certains privilèges. L'article 135 dispose : « Tous les habitants du Reich jouissent d'une pleine liberté de croyance et de conscience; le libre exercice de la religion est garanti par la Constitution et placé sous la protection de l'Etat. » Mais, d'une part, les lois générales de l'Etat répriment tout abus commis dans l'exercice de la liberté religieuse et, d'autre part, restent intactes et intangibles les dispositions par lesquelles la liberté religieuse trouve ses limites dans les prescriptions générales destinées à maintenir l'ordre et la sécurité publics. Les droits et les devoirs fondamentaux ne peuvent être restreints par l'exercice de la liberté religieuse.

« Il n'y a pas d'Eglise d'Etat »; les Eglises sont libres. Ainsi les Eglises et les confessions religieuses administrent et réglementent librement leurs propres affaires, pourvu qu'elles se conforment aux lois générales valables pour tous; elles confèrent leurs emplois sans aucune participation de l'Etat ou de la commune civile. La réunion des confessions religieuses en association, à l'intérieur des frontières du Reich, n'est également soumise à aucune limitation (art. 137, alin. 1, 2, 3 et 4).

Pourtant, reconnaissant l'importance des forces morales et sociales que représentent les Eglises dans la vie de la société, la Déclaration leur accorde les privilèges dont jouissent les corporations publiques, ce qui implique logiquement qu'elles ont le droit de lever des impôts sur les bases de rôles établis pour la perception des impôts civils et qu'elles possèdent, en outre, la capacité juridique de droit privé. Les associations qui se proposent de poursuivre en commun certains idéaux philosophiques sont assimilées aux confessions religieuses (art. 137, alin. 5, 6 et 7).

La situation matérielle des Eglises est réglée par l'article 138. La Déclaration leur garantit la propriété de même que les autres droits des sociétés et associations religieuses destinées.

au culte, à l'enseignement ou à la bienfaisance; elle prévoit, conformément aux dispositions légales, le rachat des « subventions accordées par l'Etat aux sociétés religieuses, en vertu d'une loi, d'une convention, ou de titres juridiques particuliers ».

La Déclaration envisage, en outre, quelques dispositions concernant l'exercice des cultes : le dimanche et les jours fériés reconnus par l'Etat restent protégés par la loi, comme jours de repos physique et de perfectionnement spirituel (art. 139) et dans la mesure exactement où le besoin du service divin et du soin des âmes se fait sentir dans l'armée, les hôpitaux, les établissements pénitentiaires et autres établissements publics. Les confessions religieuses sont autorisées à se livrer à des actes religieux sans qu'aucune contrainte puisse être exercée¹⁸ (art. 131).

5. *L'enseignement et les écoles.* — En dehors de la question des rapports de l'Etat et des Eglises, ceux se rapportant à l'enseignement et à la confession ont également fait l'objet de débats. Le centre, soutenu par le parti de droite, se prononçait pour l'école confessionnelle; les social-démocrates, pour leur part, défendaient l'idée de l'école laïque. Finalement, la Constituante l'aborda dans le même esprit qui avait inspiré les dispositions relatives à la religion et aux Eglises et, ici encore, elle s'efforça de donner à son œuvre un caractère social accentué. Elle y réussit, en fait, dans une très large mesure.

Se préoccupant de la collaboration du Reich, des pays et des communes pour la réorganisation des écoles, la Déclaration prévoit la même formation des maîtres dans tout le Reich, ces maîtres ayant les droits et les devoirs des fonctionnaires elle s'efforça de donner à son œuvre un caractère social accentué. Toutefois, l'ensemble du régime scolaire est sous le contrôle de l'Etat; les communes y seront associées et les inspecteurs seront des fonctionnaires spécialisés (art. 143 et 144).

Relativement aux principes généraux de l'enseignement, l'idée essentielle est d'assurer à chaque individu un maximum de développement, de telle sorte qu'il puisse collaborer de la façon la plus efficace au bien-être de la collectivité. Pour obtenir cette réalisation, un minimum d'instruction doit être rendu

18. Brunet, *op. cit.*, pp. 249-253.

obligatoire, l'enseignement étant gratuit¹⁸. C'est ainsi que l'article 145 de la Déclaration dispose que l'obligation scolaire est générale; les cours d'études donnent au moins huit ans pour l'école populaire, et jusqu'à l'âge de dix-huit ans révolus pour l'école de perfectionnement. L'enseignement et les fournitures scolaires sont gratuits¹⁹. Les écoles moyennes et supérieures sont, en principe, payantes, mais le Reich, les pays et les communes doivent créer des ressources publiques, notamment pour attribuer des secours d'enseignement aux parents des enfants qui sont reconnus aptes à recevoir l'éducation dans les dites écoles et jusqu'à la fin de cette éducation (art. 146).

Enfin, à la base de l'édifice scolaire se trouve l'école commune, l'école fondamentale qui distribue à tous les enfants un enseignement égal, tant au point de vue de sa durée qu'au point de vue de son contenu. L'ensemble du régime scolaire est sous le contrôle de l'Etat (art. 143). Il est uniforme (art. 133), mais en ce sens qu'il est « un » dans la conception qui préside à son établissement, qu'il s'inspire partout et notamment des mêmes principes, qu'il ne fait aucune différence dans l'enseignement distribué entre les enfants et qu'il ignore volontairement la situation économique et sociale, ainsi que la croyance religieuse des parents (art. 146).

La Déclaration reconnaît le principe de la liberté d'enseignement aux écoles privées. Cependant, les écoles privées, considérées « comme succédanées des écoles publiques », ont besoin de l'autorisation de l'Etat et sont soumises aux lois de pays ». Mais l'autorisation doit être accordée lorsque les écoles privées, dans leurs programmes et leur organisation, de même que dans la formation scientifique de leur personnel enseignant, ne sont pas inférieures aux écoles publiques et qu'elles n'établissent pas une séparation des élèves d'après la situation de fortune des parents. La situation économique et juridique des maîtres des écoles privées doit être garantie (art. 147, alin. 1).

Il ne peut y avoir d'écoles populaires privées, que s'il n'existe pas dans la commune une école populaire publique de la confession requise ou correspondant aux conceptions philosophiques désirées; ou encore si l'administration de l'en-

18 b. Brunet, *op. cit.*, pp. 253 et 254.

19. Vermeil, *L'Allemagne contemporaine*, p. 165.

seignement y reconnaît un intérêt pédagogique particulier. Les écoles préparatoires privées sont supprimées. Pour les écoles privées non susceptibles de se substituer aux écoles publiques, le droit en vigueur est maintenu (art. 147, alin. 2, 3 et 4).

La Déclaration des Droits de Weimar contient finalement un certain nombre de dispositions communes à l'enseignement public et à l'enseignement privé. Elle spécifie que dans toutes les écoles, les efforts doivent tendre à développer dans l'esprit de la nationalité allemande et de la réconciliation des peuples, l'éducation morale, les sentiments civiques, la valeur professionnelle (art. 148).

Les enfants doivent comprendre et connaître la grande importance du travail pour l'individu comme pour la société, ainsi que les droits et devoirs des citoyens, l'organisation de l'Etat allemand et de la vie publique allemande. « L'enseignement civique et l'enseignement du travail matières d'enseignement dans les écoles », y est-il dit, de plus, chaque écolier, lorsqu'il a accompli son obligation scolaire, doit recevoir un exemplaire de la Constitution (art. 148, alin. 3).

Quant à l'enseignement religieux, il est matière ordinaire d'enseignement dans les écoles, à l'exception de celles qui ne se rattachent à aucune confession (laïques); les maîtres n'ont à donner l'enseignement religieux et à s'occuper de fonctions culturelles que s'ils en manifestent la volonté; les facultés de théologie dans les écoles supérieures sont maintenues (art. 149).

En complément du principe de la liberté d'enseignement, la Déclaration ajoute : « L'art, la science et leur enseignement sont libres; l'Etat leur donne protection et contribue à les favoriser » art. 142). Ce qui a pour signification que les monuments artistiques, historiques et naturels ainsi que les paysages jouissent de la protection et de la sollicitude de l'Etat (art. 150).

IV. — Vie économique

La cinquième section des droits et devoirs fondamentaux des Allemands se rapporte à la « Vie économique »; elle constitue la partie la plus neuve et la plus intéressante de la Déclaration de Weimar et présente un amalgame de conceptions socialiste et individualiste.

Cette partie, les social-démocrates l'ont défendue avec une grande ardeur. Le discours de Sinzheimer contient à cet égard toutes les données du problème²⁰. Trois points ont été successivement envisagées par lui et par l'assemblée : législations économiques en général, protection du travail et système des conseils.

1. *Problème de la socialisation et de l'économie collective.* — Au lendemain de la Révolution, le pouvoir se trouve entièrement entre les mains des socialistes dont le programme se résume dans la suppression de la propriété privée et l'attribution à l'Etat de tous les moyens de production détenus par les capitalistes.

Les indépendants se seraient sans doute immédiatement mis à la tâche pour réaliser ce programme, mais ils n'ont fait qu'une brève apparition au pouvoir; quant aux social-démocrates, ils semblent moins pressés de tenir leurs promesses, prétextant qu'on ne peut socialiser une industrie que lorsqu'elle est « mûre » pour une telle mesure.

L'impatience des masses, toutefois, ne devait pas accorder au gouvernement socialiste le répit dont il avait besoin : toute une partie du peuple n'hésita pas à recourir à la grève générale et même à l'émeute.

Surpris par la Révolution, les théoriciens des formules nouvelles n'avaient pas encore pu fixer leur idées, ni élaborer un plan complet et cohérent; d'autre part, au sein de l'assemblée, les conceptions économiques des partis se heurtaient plus profondément encore que les conceptions politiques. L'idée fondamentale qui inspirait la Constituante, dans la préparation des articles de son œuvre, était la suivante : toute l'économie allemande, tant publique que privée, étant détruite et anéantie par la guerre, l'Allemagne ne peut songer à se relever de ses ruines, que si elle réalise des réformes immédiates et radicales; elle doit transformer son système économique, mais le pays entier doit devenir une immense entreprise, dirigée par une volonté consciente du but à atteindre et, à cette fin, il est nécessaire que toutes les forces solidement rassemblées et scienti-

20. Vermeil, *Allemagne, op. cit.*, p. 156.

tiquement utilisées, soient aménagées pour fournir le maximum de production.

A cet effet, on s'efforce de réaliser dans l'organisation de la production et de la répartition, un système économique intermédiaire entre l'économie privée et le pur régime socialiste; une série de réformes est envisagée : l'« économie collective²¹ ».

L'idée essentielle est donc que la volonté sociale pourra, au nom de l'Etat, s'imposer aux volontés économiques particulières. De là un programme de socialisation, le Reich ayant le droit de réaliser le vouloir collectif selon les directives suivantes :

Transformation de la propriété privée, susceptible d'être socialisée en la propriété commune, sous réserves d'indemnité;

Participation de l'Etat à l'administration d'entreprises et sociétés économiques afin de s'y assurer une influence prépondérante;

Intervention de l'Etat en faveur d'une participation à l'administration des entreprises, des patrons et ouvriers aux fins de la coordination de tous les éléments de la production.

Selon les principes de l'économie collective et aux cas d'urgente nécessité, l'Etat a le pouvoir de réglementer la production, la création et la répartition des richesses (art. 155 et 156).

Il s'agissait, en somme, de prémunir l'Etat contre les trusts et les cartels, en vue de l'application du système de l'« économie collective »; la Déclaration précise que les entreprises peuvent faire objet d'une mesure de nationalisation. Rien de moins, mais elle prévoit aussi certaines limitations à l'exercice du droit reconnu au Reich.

2. *Le droit de propriété* — Le principe du droit de propriété, selon la notion admise dans la doctrine individualiste, est une conséquence de la liberté individuelle, en général, et de la liberté du travail, en particulier. Dès qu'on a reconnu à l'individu la faculté de développement de sa personnalité morale, intellectuelle et physique, il était dans la logique d'autoriser les citoyens à disposer librement du produit de leur travail; conformément à ces vues, la Déclaration des Droits

21. Brunet, *op. cit.*, pp. 263-264.

de l'Homme de 1789 a proclamé le droit de propriété parmi les autres droits naturels et imprescriptibles.

Dans la Déclaration de Weimar, le droit de propriété représente une conception plus restrictive, qui doit être interprétée dans le sens suivant : le droit de propriété constitue essentiellement la *fonction sociale* exercée dans l'intérêt personnel, mais seulement légitimée au cas où ce dernier coïncide avec l'intérêt social.

Nous trouvons là, semble-t-il, l'application des idées d'Auguste Comte : la *propriété, fonction sociale*.

La propriété étant ainsi garantie par la Constitution, son contenu et ses limites sont fixés par les lois. Il existe, d'ailleurs, un certain nombre de restrictions au droit de propriété :

L'expropriation peut avoir lieu pour cause d'utilité publique, en vertu d'une disposition législative et contre juste indemnité;

La propriété entraîne des obligations et son usage doit être en même temps un service pour l'intérêt général;

La culture et l'exploitation du sol sont pour le propriétaire foncier un devoir vis-à-vis de la communauté;

L'augmentation de la valeur du fonds, acquise à l'immeuble sans investissement de travail ou de capital, doit profiter à la collectivité;

Toutes les richesses naturelles du sol, utilisables au point de vue économique, sont placées sous le contrôle de l'Etat;

La répartition et l'utilisation du sol sont contrôlées par l'Etat afin d'empêcher les abus et d'assurer aux Allemands un bien de famille, comprenant habitation et exploitation;

Le droit d'héritage est garanti, mais l'Etat a le droit de prélever sur les héritages une part qui est déterminée par les lois du Reich²² (art. 153-155).

Tout comme le principe de propriété, les principes de liberté du travail et de liberté contractuelle ont subi une certaine transformation, en ce sens que les intérêts de la société doivent être complètement sauvegardés.

La liberté contractuelle étant garantie, les actes juridiques contraires aux bonnes mœurs sont nuls; l'usure est interdite,

22. Cette part n'étant pas précisée dans les textes, une menace pèse sur la propriété transmise par hérédité.

en raison de la protection accordée au droit du travail, le fidei commissus doit être supprimé.

3. *Le droit au travail.*— L'individu ayant le devoir de travailler, l'Etat, à son tour doit lui assurer du travail, protéger son travail et, le cas échéant, lui fournir les moyens d'existence nécessaires. De là, naissent pour l'individu le droit au travail, le droit à la protection de son travail, le droit à la subsistance.

C'est ainsi que la Déclaration proclame que la possibilité doit être donnée à tout Allemand de gagner sa vie par un travail productif (art. 163, alin. 2). En toute logique aussi, pour permettre à l'individu de remplir son devoir envers la collectivité, l'Etat doit lui fournir du travail. Mais en quoi consiste exactement ce devoir de l'Etat? Bien entendu, ce n'est pas une obligation juridique donnant le droit à l'individu d'en demander l'exécution devant l'autorité judiciaire. C'est davantage une promesse qui est faite par la Déclaration et qui se trouvera satisfaite si l'Etat institue un système général d'information quant au travail disponible.

L'Etat doit également protéger le travail; la Déclaration étend ce devoir de l'Etat, en spécifiant expressément que le travail intellectuel est assimilé au travail manuel : « les droits des auteurs, des inventeurs et des artistes jouissent de la protection et de la sollicitude du Reich » (art. 158).

En ce qui concerne les mesures de protection du travail, elles relèvent à la fois du droit interne et du droit international. La Déclaration prescrit, à cet effet, la création d'une législation du travail; elle garantit à chaque particulier et à toutes les professions la liberté de coalition pour la défense et l'amélioration des conditions du travail et de la vie économique; elle promet encore qu'un système complet d'assurances sociales sera établi pour entretenir la santé et la capacité de travail, protéger la maternité et aménager la prévoyance, contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et des accidents. Elle prétend encore que l'Etat doit s'associer à la réglementation internationale du travail tendant à procurer à l'ensemble de la classe ouvrière de l'humanité un minimum général de droits sociaux (art. 161 et 162).

44 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

Par de telles dispositions, la Déclaration de Weimar affirmait son entière sollicitude envers la classe ouvrière. Elles représentent, du reste, l'une des parties les plus caractérisées des inspirations socialistes. Mais la Déclaration de Weimar, constituant, nous l'avons dit, un amalgame de conceptions socialistes et de conceptions individualistes, se devait encore de prendre en main la situation de la classe moyenne. L'article 164 énonce ainsi que « la législation et l'administration doivent favoriser la classe moyenne indépendante, dans l'agriculture, l'industrie et le commerce et la protéger pour qu'elle ne soit ni surchargée, ni absorbée ».

4. *Les Conseils.* — Au sujet du système des Conseils, les projets formulés en vue de leur réalisation et pour lesquels se sont groupés les efforts des indépendants et des communistes, se condensent en peu de mots : attribuer tout le pouvoir politique et économique à des Conseils d'ouvriers et organiser la dictature du prolétariat. Ces projets, tels qu'ils ont été développés notamment par Däumling, le théoricien des indépendants, sont de toute évidence contraires au principe démocratique, puisqu'une partie seulement de la nation, celle des travailleurs, des salariés, du prolétariat, aurait le droit de diriger les affaires publiques. Ce seul reproche qu'on peut leur adresser, suffit à liguier contre eux tous les partis de droite et du centre, aussi bien que les social-démocrates qui n'admettent la lutte pour le triomphe de l'idée socialiste que sur le terrain démocratique et parlementaire. Le député démocrate, Erkelenz et le social-démocrate Sinzheimer ont, l'un et l'autre, soulevé de vives objections, en faisant valoir qu'il faut opter entre la dictature d'une minorité et la démocratie où gouverne la majorité. La Commission de la Constitution ainsi que la grande majorité du peuple, se prononça pour la démocratie : l'idée d'une dictature des Conseils se trouva donc écartée²³.

Un autre projet fut également rejeté au nom du principe démocratique, celui de la création d'une *Chambre du Travail* ou *Parlement professionnel*.

A la différence des précédents, il faut une place aux employeurs, le prolétariat ne devenant pas ainsi tout-puissant.

23. Brunet, *op. cit.*, pp. 100-104.

Ainsi ni dictature du prolétariat, ni dictature des Conseils, les chefs d'entreprise collaborant au même titre que les salariés et dans une mesure égale à la direction. Il demande que pour la direction des activités économiques, la Chambre du Travail soit sur le même pied que le Parlement politique, ou, tout au moins, que lui soient adjoints des organes particuliers chargés de remplir les devoirs économiques de l'Etat.

La Constituante n'a que dans une très faible mesure, obéi à ces suggestions, mais suffisamment, peut-être, pour que l'expérience proposée par les adeptes du Parlement professionnel puisse être tentée; elle a créé un *Conseil économique* qu'on jugera à l'œuvre, Lien qu'il soit dépourvu ou peu s'en faut d'une véritable autorité politique.

Les idées essentielles de la Constituante se résument dans le fait de la collaboration des patrons et des ouvriers pour la marche de l'entreprise, ainsi que de toutes les parties productrices de la nation; même collaboration pour le règlement de toutes les questions économiques. En vertu de ces idées, deux organismes sont créés : les *Conseils d'ouvriers* et les *Conseils économiques*. Ils reposent sur les considérations exposées par Sinzheimer à la séance de l'Assemblée nationale du 21 juillet²⁴, selon lesquelles les rapports économiques impliquent à la fois une *opposition* et une *communauté*; le capital et le travail représentent l'opposition, la production constitue entre les patrons et les ouvriers le lien commun. Pour défendre les intérêts de chacun et, puisque ceux des capitalistes ont déjà une représentation publique grâce aux Chambres de Commerce, il est accessoire de créer, du côté du travail, une représentation publique spéciale qui s'étendra à tous les ouvriers et employés : ce sont les *Conseils d'ouvriers*. De même encore, afin de régler et de développer le devoir de production dans l'intérêt commun des patrons et des employés salariés, les *Conseils économiques* doivent être créés.

De ces deux organismes économiques et sociaux, la Déclaration de Weimar nous indiquait les grandes lignes tant au point de vue de l'organisation que touchant les attributions.

Les *Conseils d'ouvriers* sont :

24. Brunet, *op. cit.*, p. 274.

1° *Les Conseils d'entreprises* qui existent dans chaque exploitation;

2° *Les Conseils d'ouvriers de cercle*, organisés selon les régions économiques;

3° *Le Conseil d'ouvriers du Reich*, dont la compétence s'étend au territoire allemand tout entier.

Ces Conseils ont pour mission de sauvegarder les intérêts sociaux et économiques des ouvriers (art. 165, alin. 1 et 2).

Les Conseils économiques sont :

1° *Les Conseils économiques du cercle* formés par la réunion des Conseils d'ouvriers de cercle avec représentation correspondante des entrepreneurs et des autres parties intéressées de la population;

2° *Le Conseil économique du Reich*, formé par la réunion du Conseil d'ouvriers du Reich avec la représentation correspondante des entrepreneurs et des autres parties intéressées de la population.

Hormis des devoirs économiques d'ordre général, les Conseils ont pour mission de collaborer à l'exécution des lois de socialisation (art. 165, alin. 3).

Le Conseil économique du Reich doit avoir certaines fonctions politiques et, par là, l'Assemblée donne un commencement de satisfaction aux partisans de l'institution de Chambre du Travail, ou Parlement professionnel. Il a le droit d'être entendu sur tous les projets de loi sociale et économique avant qu'ils soient présentés par le gouvernement au Reichstag. Il a le droit, encore, de proposer lui-même des lois en matière sociale et économique et peut, pour les soutenir, se faire représenter au Reichstag par l'un de ses membres (art. 165, alin. 4). Toutefois, la Déclaration ne lui accorde absolument aucun pouvoir de décision²⁵.

L'adoption des Conseils constitue une des nouveautés incorporées dans le droit public des Etats modernes, depuis la guerre. En les inscrivant dans la Déclaration des droits, le droit allemand leur a donné une consécration solennelle. D'une

25. Brunet, *op. cit.*, pp. 274-276.

part, ces organismes sont destinés à se juxtaposer progressivement à ceux de la Constitution politique. D'autre part, ils figurent le schéma d'une Constitution économique destinée à représenter un système qui se situerait entre le régime libéral classique et le pur régime socialiste : *l'économie collective*.

CHAPITRE II

LES DECLARATIONS DES DROITS DE LA TCHECOSLOVAQUIE, DE LA YOUGOSLAVIE DE LA ROUMANIE ET DE LA POLOGNE

Si, comme nous l'avons déjà noté, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie sont nées de la guerre, si la Pologne a été restaurée par son fait, alors que la Roumanie, déjà existante, s'est vue notablement agrandie et consolidée, ces pays devaient, les uns et les autres, et fort naturellement, sans rejeter les traditions des peuples qui les composaient, prendre conscience de leur nouvelle individualité et fixer leur statut en raison des aspirations sociales qui, de part et d'autre, s'affirmaient et se développaient.

Bouleversée profondément, l'Allemagne devait, la première, codifier les tendances nouvelles qui se révélaient et dont les nations en voie de croissance, groupées autour d'elle, ne pouvaient que s'inspirer.

Ainsi, la Déclaration de Weimar, que nous venons d'examiner, étendit-elle son influence sur les constitutions dont nous allons maintenant poursuivre l'étude, et auxquelles leur particularisme ajoute un puissant intérêt.

Nous venons de désigner la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Pologne.

I. — La déclaration des droits de la Tchécoslovaquie du 29 février 1920

La République tchécoslovaque doit son nom aux deux branches principales, qui constituent la nation : les Tchèques et les Slovaques. La naissance de cet État est une des conséquen-

ces de la guerre mondiale. Le pays fut formé en groupant la Bohême, certaines parties de la Moravie, de la Silésie, de l'ancienne Hongrie (Slovaquie) et le territoire de la Russie subcarpathique. Vers la fin de la guerre, un gouvernement provisoire ayant à sa tête M. Masaryk et ses collaborateurs, MM. Bénéš, Stéfanik, s'était constitué à Paris, cependant qu'à Prague, le Conseil national qui s'était élargi par la réunion des représentants de tous les partis politiques, proclamait, le 28 octobre 1918, l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque.

Néanmoins, la Constitution définitive ne fut votée par l'Assemblée nationale que le 29 février 1920.

Le parti socialiste tchécoslovaque, le premier, présente une proposition de loi constitutionnelle : mais celle-ci, conçue dans l'esprit d'une démocratie radicale et plus doctrinaire que pratique, ne fut pas acceptée comme base de discussion. Le projet définitif de Constitution préparé au ministère de l'Intérieur, sous la direction du professeur Hoetzel, fut transmis par le gouvernement aux quatre membres du comité et la rédaction du comité soumise elle-même à l'Assemblée nationale.

Il faut nous empresser de faire remarquer que l'Assemblée nationale étant révolutionnaire, n'était pas élue par le peuple; elle se composait des délégués des partis politiques, le nombre de ces délégués étant déterminé d'après les résultats des dernières élections d'avant-guerre au Reichstag d'Autriche. Les Slovaques étaient représentés au prorata de la population, par des personnalités éminentes qui ne se groupaient pas en partis. Quant aux minorités nationales, elles n'étaient pas représentées.

La Constitution fut votée par une coalition des social-démocrates, des socialistes nationaux et des agrariens (paysans) avec la collaboration des Slovaques à l'encontre du parti national-démocratique et du parti catholique; l'union de la gauche et du centre s'opposant à la droite de l'Assemblée¹.

A l'endroit de la Déclaration des droits, la Constitution consacre 29 articles réunis sous le chapitre V : « Droits, Libertés et Devoirs des Citoyens » et au chapitre VI : « Protection des Minorités nationales de Religion et de Race ». La Déclaration

1. Z. Peska, *Après dix années, le développement de la Constitution tchécoslovaque, 1920-1930* (*Revue de Droit public et de Science politique*, 1930), pp. 224-226.

votée par la coalition de la gauche et du centre, est une œuvre expressément démocratique et progressive; elle ne s'efforce pas de réaliser des théories abstraites, elle est plutôt, dans presque tous ses détails, un instrument pratique.

Malgré l'esprit d'une démocratie pratique, la Déclaration tchécoslovaque, pour répondre à la conscience juridique de toute la nation, nous apportait des nouveautés concernant, d'une part, les droits et les devoirs fondamentaux des individus, et la protection sociale du travail, de l'autre². Il est justifié de prétendre que la Déclaration tient à servir de base démocratique et juste à la vie publique de l'Etat; il appartient en retour aux minorités nationales, de race et de religion, de reconnaître loyalement cette équité et de se comporter en conséquence.

Les « Droits publics des citoyens de l'Etat » dans l'ancienne Autriche, et tels qu'ils étaient inscrits dans une loi « organique » datant de 1837, sont considérés par M. Weyr, professeur à l'Université de Brno, comme ayant servi de modèle à la Déclaration des droits, traitant des « Droits, Libertés et Devoirs des Citoyens³ ». Le mouvement d'indépendance et de liberté qui animait les nationaux tchécoslovaques était dirigé contre l'ancien régime, et l'on ne doit pas s'étonner, dès lors, que la Déclaration des Droits reflète cette influence.

La Déclaration pose en principe que tous les habitants de la République jouissent sur son territoire et dans la même mesure que les citoyens de l'Etat, de la protection pleine et entière de leur vie et de leur liberté, sans qu'il soit tenu compte des différences *d'origine, de nationalité, de langue, de race et de religion*. Le principe de l'égalité est donc assuré non seulement aux citoyens de l'Etat, mais aussi aux étrangers. Il n'y a d'exceptions à ce principe que dans les cas où le droit international les admet (art. 106).

En conséquence de ce principe égalitaire, il n'est reconnu aucun privilège de sexe, de naissance ou de profession. Par privilège de naissance, il faut entendre les anciens privilèges de noblesse supprimés par la loi de 1918; et les fidéicommiss des anciennes familles nobles devront être abolis.

2. Mirkine-Guetzévich et Tibal, *La Tchécoslovaquie* (Delagrave, Paris, 1929), pp. 43-45.

3. Weyr, *La Constitution et le régime politique*, dans la *Vie juridique des peuples*, 2^e vol., Tchécoslovaquie, p. 44.

Le droit de suffrage est ainsi étendu aux femmes. Sont éligibles, électrices les femmes, dans les mêmes conditions que les hommes (art. 9, 10, 15).

Il ne doit être accordé de privilège à aucune profession : cette disposition ne doit pas être interprétée en ce sens que telle ou telle catégorie de citoyens, les fonctionnaires de l'Etat, par exemple, ne puisse jouir de droits particuliers⁴.

Les titres ne peuvent être conférés — dignités universitaires mises à part — que s'ils se rattachent exclusivement à la fonction, à la profession⁵; ils ne peuvent, en aucun cas, devenir une distinction qui romprait l'égalité parmi les citoyens. C'est pour cette même raison qu'ont été supprimées toutes les décorations.

Nous devons insister sur le fait que cette égalité de principe ne s'applique pas seulement aux citoyens de la majorité, mais aussi à ceux des minorités. Ainsi, en vertu des traités de paix, la Déclaration tchécoslovaque a posé certains principes touchant les droits des minorités nationales dont l'idée essentielle est que l'on ne doit pas traiter les ressortissants des minorités autrement ou plus mal que les membres de la majorité.

Tous les ressortissants de l'Etat, affirme la Déclaration tchécoslovaque, ceux des minorités comme de la majorité, jouissent des mêmes droits civils et politiques; la différence de race, de religion, de langue ne peut jamais être un obstacle aux emplois publics, fonctions ou honneurs ou pour l'exercice des professions; enfin, dans les limites fixées par les lois, est libre l'emploi de n'importe quelle langue, soit dans les administrations, soit dans les relations privées, soit en matière de religion et de presse, soit enfin dans les réunions publiques (art. 108).

Pour garantir cette protection des droits des minorités, la Déclaration proclame qu'est possible devant la cour administrative suprême, le recours contre toute violation du droit à l'égalité.

En ce qui concerne les libertés individuelles proprement dites, et les devoirs fondamentaux, la Déclaration les établit

4. Weyr, *op. cit.*, p. 45.

5. Blacizewski, *La Constitution tchécoslovaque (Revue des Sciences politiques*, t. 37, 1922), p. 243.

aux mêmes conditions que celles de Weimar : inviolabilité de la personne et du domicile, secret des correspondances, liberté de la pensée, de la presse, etc..., devoir du service militaire et de l'impôt.

Les droits des collectivités (famille, associations) sont également inspirés de la Constitution allemande. Le droit pour les ouvriers et employés de se syndiquer ou de s'unir pour la défense des intérêts du travail et des intérêts économiques en général est expressément garanti par la Déclaration tchécoslovaque; elle interdit tout acte émanant soit des individus, soit des collectivités qui porterait délibérément atteinte à ce droit (art. 113 et 114). Le droit de coalition est garanti, selon le professeur Weyr⁶; il résulte implicitement que les grèves ne peuvent être poursuivies pénalement. Toutefois, les grèves des fonctionnaires de l'Etat sont considérées comme relevant de la loi pénale.

La liberté de conscience et de religion est reconnue par la Déclaration (art. 121, 122 et 123). Mais une disposition très caractéristique : la Déclaration accorde aux parents le droit de décider de la confession religieuse de l'enfant; pour les enfants naturels ce droit incombe à la mère. Si les parents ne s'en préoccupent pas, les enfants sont censés appartenir à la même religion qu'eux : dans les mariages mixtes, les garçons suivent la religion du père, les filles celles de la mère. Les parents sont libres de laisser leurs enfants choisir leur confession et d'imposer plus tard un changement de religion aux enfants qui n'ont pas atteint seize ans. A partir de cet âge, chaque citoyen de l'Etat peut choisir librement sa religion⁷.

En ce qui concerne la liberté d'enseignement, l'esprit de Weimar est aussi très marqué. L'enseignement est libre, mais l'ouverture d'établissements privés d'enseignement est soumise à des restrictions et ne peut être autorisée que dans les conditions prévues par la loi (art. 120). Cependant, il nous faut insister sur ce que la Déclaration ajoute que tous les citoyens de l'Etat sans distinction de majorité, de minorité, de nationalité, de langue, de religion et de race ont, en principe, les mêmes droits de créer, diriger, administrer à leurs propres

6. Voir *La Vie juridique (La Tchécoslovaquie)*, op. cit., p. 50.

7. Weyr, op. cit., pp. 50-51.

frais des écoles ou des établissements d'éducation; ils jouissent également du droit d'utiliser leur propre langue et de pratiquer leur religion dans ces établissements (art. 130). Signalons encore un trait caractéristique, et qui répond à l'article 9 du traité de Saint-Germain; demandant des « *facilités d'instruction pour les enfants dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants, parlant une langue autre que le tchèque* » : la Déclaration tchécoslovaque accorde aux enfants le droit de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle dans les villes et districts où existent en proportion élevée des ressortissants parlant une langue autre que le tchécoslovaque (art. 131).

La Déclaration proclame, enfin : que la direction suprême et le contrôle de l'instruction, l'enseignement public comme l'enseignement privé, appartiennent à l'Etat, mais elle reste muette sur l'obligation générale d'enseignement primaire et sur la gratuité de l'enseignement public, organisées suivant les régions⁸.

Concernant la vie économique qui est l'un des traits les plus caractéristiques de la plupart des Déclarations des Droits d'après-guerre, la Déclaration tchécoslovaque n'a pas suivi leur exemple; elle reconnaît le droit de propriété mais en écartant d'autres problèmes de réelle importance, comme la protection du travail et l'organisation économique.

Tout ressortissant tchécoslovaque, énonce la Déclaration, peut, en n'importe quel lieu de l'Etat, y acquérir des immeubles et y exercer une profession; des restrictions à la propriété privée ne peuvent être apportées que par la loi; l'expropriation n'est admise que conformément à la loi et moyennant indemnité, *sauf le cas où une loi dispose qu'il ne sera pas alloué d'indemnité* (art. 108 et 109). L'esprit libéral de la Déclaration tchécoslovaque, élaborée par la coalition des social-démocrates, des socialistes-nationaux et des agrariens, est extrêmement accusé dans ses tendances sociales; à remarquer aussi que le droit de propriété n'est pas considéré parmi les droits naturels comme *sacré et inviolable*.

8. L. Eisenmann, *La Tchécoslovaquie*, chap. de l'enseignement.

II. — La Déclaration des Droits de la Yougoslavie du 28 juin 1921⁹

La Yougoslavie, conformément aux traités de paix, comprend les anciens royaumes indépendants de la Serbie, du Monténégro et les pays sud-slaves de la monarchie austro-hongroise.

L'idée de l'unité du peuple yougoslave était apparue, depuis fort longtemps¹⁰. Mais jusqu'à la grande guerre et depuis lors, le désir d'union et d'indépendance de tous les Yougoslaves n'a fait que se développer et se propager de plus en plus.

Dès la fin des hostilités, le gouvernement serbe regagna Belgrade et, le 1^{er} décembre 1918, fut proclamée « l'union de tous les Yougoslaves en un Etat libre et indépendant » sous la dénomination de « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes¹¹ ».

La Constituante fut élue le 8 novembre 1920; sa séance préliminaire eut lieu le 12 décembre 1920 et la séance solennelle d'ouverture, sous la présidence du régent Alexandre, le 14 janvier 1921. Une Commission constitutionnelle, élue par l'Assemblée le 31 janvier, proportionnellement aux partis¹² en présence et composée de 42 membres, fut réunie le 1^{er} février, en vue d'aborder les travaux préparatoires. La Commission se livra d'abord à l'examen du projet de constitution gouvernementale

9. La Constitution de Vidovdan du 28 juin 1921 fut suspendue et le régime absolu instauré, le 6 janvier 1929. A la date du 3 septembre 1931, le roi Alexandre octroya au pays une nouvelle Constitution. La deuxième partie de cette Constitution, consacrée aux « Droits et Devoirs fondamentaux des citoyens », correspond à la seconde partie de Vidovdan; et la troisième, qui traite des prescriptions sociales et économiques, ne fait que reproduire, en quatre articles, l'œuvre des constituants de 1921.

Par ses points essentiels comme par ses origines, le caractère conservateur de cette Constitution est très accusé. La nouvelle Déclaration des Droits de 1931 fut plutôt le point de départ du renforcement du pouvoir de l'Etat, au détriment des libertés des individus. Si, par exemple, le principe de la liberté d'opinion est proclamé, par contre celui de la liberté de la presse fait défaut; si, d'un côté, le droit de réunion et d'association est reconnu, de l'autre, la Constitution de 1931 décrète solennellement que les associations fondées sur une base confessionnelle, régionale ou des branches particulières de la nation avec des buts politiques ou des buts d'éducation physique, sont prohibées.

10. Loutzitch, *La Constitution du royaume de Yougoslavie du 3 septembre 1931*, pp. 5 et suiv.

11. N. Yovanovitch, *Etude sur la Constitution du royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, p. 26.

12. 11 radicaux, 11 démocrates, 3 club yougoslave musulman, 4 club yougoslave (Laguinja), 2 socialistes, 7 communistes, 4 paysans (Diokitch).

de M. Patchitch, puis, sous la direction de M. Stoyan Protitch, aborda le premier projet officiel, avec le concours technique d'une Commission composée de quatre professeurs des Facultés de Droit : MM. Yovanovitch, Koumanoudi, B. Vosnyak et L. Politch¹³.

Après les travaux préparatoires, la Constitution fut mise en discussion à l'Assemblée constituante, d'abord dans ses généralités, et adoptée le 2 mars; discutée ensuite article par article, elle fut définitivement votée en troisième lecture et promulguée le 28 juin 1921, au jour anniversaire de la fameuse bataille de Kossova (1389), au Vidovdan, fête nationale du royaume. Cette Constitution porte le nom de Constitution de Vidovdan, pour rapprocher les deux dates, celle de la plus grande défaite et celle du triomphe de l'unité nationale¹⁴.

A l'Assemblée constituante, la répartition des sièges apparaît très tranchée : sur 419 membres, les démocrates avec 92 sièges et les radicaux avec 91, viennent en tête des 16 partis en présence. Les communistes n'ont que 40 sièges; les social-démocrates, 10 seulement. Les paysans républicains croates de Radic forment dans l'Assemblée un groupe de 50 membres; le parti de paysan agricole de Serbie et de Slovène en compte 39, le parti clérical slovène de Korsée ou club yougoslave, 27, et, enfin, le parti musulman yougoslave, 21. Les huit autres partis n'avaient pas même obtenu 10 sièges¹⁵.

Ont voté pour la Constitution : le parti démocrate, le parti radical, le parti yougoslave musulman, le parti slovène et un certain nombre de députés non inscrits dans les groupes; ont voté contre : les social-démocrates, les paysans de Serbie, les républicains et certains députés non inscrits.

Il convient d'ajouter aux voix d'opposition celles des députés communistes, Club yougoslave et Marodri Club, qui, à la fin des débats, quittèrent l'Assemblée pour ne pas avoir à assumer de responsabilités. Voix également contraires du parti Raditch qui, lui, ne prit jamais part aux travaux de la Constituante.

Donc, sur 419 députés composant l'Assemblée, 223 ont voté

13. Horvatki, *La Constitution de Vidovdan*, édit. Aubert, Grenoble 1923, pp. 131 et 132.

14. Horvatki, *op. cit.*, p. 135.

15. Voir le tableau de M. Hovartki, *op. cit.*, p. 129.

pour la Constitution, 35 contre, 131 n'ont pas pris part au vote : leurs voix doivent être ajoutées à celles des opposants.

La Constitution de Yougoslavie, dite de Vidovdan, du 28 juin 1921, fut influencée par les démocrates et les radicaux. Divisée en quatorze parties, elle consacre 41 articles à la Déclaration des Droits placés dans la deuxième partie, intitulée : « Droits et Devoirs fondamentaux des Citoyens », et aussi dans la troisième, sous le vocable « Prescriptions sociales et économiques ». Les dispositions des droits fondamentaux révèlent l'inspiration classique de l'individualisme, alors que les prescriptions sociales et économiques, ajoutées dans le projet, à la demande du parti agraire et des socialistes, contiennent d'intéressantes nouveautés correspondant aux tendances sociales de l'époque.

Les droits fondamentaux de la Déclaration de Vidovdan se rapprochent, non dans la forme, mais par une certaine similitude des textes, à la Déclaration des « Droits Constitutionnels » des citoyens serbes de l'ancien royaume serbe de 1903¹⁶, avec, toutefois, un élargissement des principes concernant les libertés individuelles et l'égalité devant la loi.

D'une façon générale, la Déclaration ne reconnaît aucune inégalité provenant de la naissance. En réalité, au point de vue de la constitution sociale, la Yougoslavie est un pays profondément démocratique, de sorte que les titres nobiliaires y sont très rares. Aussi, selon le professeur Sl. Yovanovitch¹⁷, la disposition constitutionnelle sur l'égalité sociale doit-elle être interprétée en ce sens que chacun pourrait librement porter le titre, comme faisant partie du nom, mais que personne ne pourrait, par exemple, réclamer à une autorité la mention de son titre dans un acte officiel. C'est la même disposition que nous avons rencontrée dans l'article 109 de la Déclaration de Weimar. Seuls donc les titres de noblesse sont visés ; en conséquence, peuvent être conférés, les titres destinés à désigner une fonction ou une profession, les grades académiques, etc...

Une application du principe égalitaire se trouve dans l'admissibilité aux fonctions et aux emplois publics. Toutes les

16. Dareste : *Les Constitutions Modernes*, 3^e édition, 1910, T. II, pp. 260-265.

17. Yovanovitch Sl., *Droit Constitutionnel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, p. 430, et Soupitch, *Les libertés publiques d'après la Constitution du royaume des Serbes, Croates, Slovènes*, p. 133.

fonctions dans toutes les branches de l'administration, déclare la Déclaration, sont également accessibles, sous les conditions légales, à tous les citoyens d'origine ainsi qu'aux citoyens naturalisés qui sont de nationalité serbe-croate-slovène (art. 19). On pourrait se demander si cette égalité émancipe également les femmes, ou si elle ne doit s'appliquer que strictement aux hommes.

Si on admet la première solution, les femmes auraient le droit à l'admission à tous les emplois publics et au droit de vote pour les élections générales. Mais ce dernier a été rejeté par la majorité à la Commission constitutionnelle; par ailleurs, la loi sur les fonctionnaires n'est pas suffisamment claire sur ce point.

En ce qui concerne les libertés individuelles, l'inviolabilité de la personne est affirmée dans la Déclaration : nul ne peut être soumis à un interrogatoire ou mis en état d'arrestation pour un crime ou délit quelconque, sans ordre écrit et motivé de l'autorité compétente (art. 5). Au surplus, la Déclaration fixe elle-même les conditions dans lesquelles l'arrestation ou le jugement peuvent être opérés¹⁸.

L'acte anglais, l'*habeas corpus* de 1679 influence, à cet égard, les dispositions yougoslaves¹⁹.

L'inviolabilité du domicile (art. 11), le secret des correspondances (lettres, communications télégraphiques et téléphoniques) (art. 17), ainsi que le droit de manifester des opinions et la liberté de la presse (art. 13) sont également garantis par la Déclaration.

Le mot « devoirs » n'est pas inséré dans l'ancienne Déclaration des droits du royaume serbe de 1903. Conformément aux nouvelles tendances du droit constitutionnel d'après-guerre, la Déclaration de Vidovdan énonce quelques devoirs individuels dont l'application ne peut s'exercer que dans la limite des lois : chaque citoyen doit se soumettre aux lois, servir les intérêts de la communauté nationale, défendre la patrie et supporter les impôts selon ses capacités économiques et les prescriptions de la loi (art. 21).

18. Voir art. 5 et 6 de la Constitution.

19. Voir les intéressants commentaires de M. Soupitch. *Les libertés publiques d'après la Constitution du royaume des Serbes, Croates et Slovènes*. Edit. Jeune, Paris, 1927.

La Déclaration yougoslave de 1921 consacre quelques dispositions aux droits de certaines collectivités. Bien que, comparé à la Déclaration de Weimar, son contenu soit assez pauvre en ce domaine, on relève toutefois quelques innovations au regard de l'ancienne Déclaration du royaume serbe de 1903. Par exemple : la protection de la famille et du mariage (art. 27, 28) et le droit de réunion et d'association (art. 14) sont proclamés.

Enfin, la Déclaration accorde aux citoyens le droit de pétition. Les pétitions peuvent être signées non seulement par une ou plusieurs personnes, mais aussi par toute personne morale; elles peuvent être adressées à toutes les autorités sans distinction (art. 15). Sur ce point, la Déclaration yougoslave est plus en avance que la Déclaration tchécoslovaque qui, elle, n'accorde aucun droit de pétition à la personne morale.

La liberté de conscience et de religion est reconnue par la Déclaration de Vidovdan. Celle-ci n'oblige personne à pratiquer publiquement sa religion. Toutefois, certaines personnes, notamment les représentants des autorités, ne peuvent se refuser à assister aux *Te Deum* ou aux cérémonies religieuses similaires, à l'occasion des fêtes nationales et des cérémonies d'Etat. De même, les personnes assujetties à l'autorité paternelle, tutélaire ou militaire, sont tenues de participer aux actes, cérémonies, pratiques et exercices religieux dans les cas réglés par la loi. Cette dernière disposition doit s'interpréter : les militaires sont obligés d'assister aux cérémonies religieuses ayant un caractère officiel s'ils sont appelés par les autorités dont ils relèvent; il en va autrement des mineurs auxquels les parents ou, à leur défaut, les tuteurs, peuvent donner un enseignement confessionnel²⁰ (art. 12), car, au cas contraire, serait violé le principe de la liberté de conscience posé par la Déclaration elle-même.

D'un autre côté, le droit étant le même pour tous les citoyens, sans égard à la confession, les charges et les obligations doivent être également les mêmes pour tous sans distinction. On sait qu'il existe des religions qui proscrivent la guerre, afin d'éviter toute fausse interprétation en l'espèce, la Déclaration de Vidovdan dispose que nul ne peut se libérer de ce devoir

20. N. Yovanovitch, *op. cit.*, pp. 299 et 300.

et obligation civile et militaire en invoquant les prescriptions de la Religion.

La Déclaration admet également toutes les religions qui, dans n'importe quelle partie du royaume, ont obtenu la reconnaissance légale; les autres ne peuvent être autorisées que par la loi. Les religions admises et reconnues règlent leurs legs et fonds dans les limites fixées par la loi; elles peuvent entretenir des relations avec leur chef religieux suprême, même en dehors des frontières de l'Etat (art. 12, al. 5).

L'Eglise jouit, en principe, d'une autonomie complète; mais elle n'est pas séparée complètement de l'Etat, qui peut aider matériellement, à titre facultatif, les confessions reconnues. La Déclaration apporte deux limitations à leur autonomie : d'une part, les Associations cultuelles ne sont pas, en fait, aussi autonomes qu'elles le paraissent, et malgré ce que nous avons relaté ci-dessus, l'Etat conserve la faculté de contrôler les rapports des Associations cultuelles avec leur chef religieux suprême à l'étranger; d'autre part, les ministres des cultes ne doivent pas mettre leur autorité spirituelle au service d'intérêts de partis, soit dans les temples, soit par des écrits de caractères religieux, soit encore dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

L'enseignement et les écoles relèvent de l'Etat. Ce principe domine toutes les réglementations des écoles et de l'enseignement. C'est une raison, bien plus d'ordre pratique et politique que théorique, qui l'a fait admettre par la Constituante, celle-ci jugeant que l'école peut développer et fortifier l'idée de l'unité nationale, a préféré les écoles de l'Etat aux écoles privées. En effet, le peuple yougoslave, fort exposé aux influences étrangères, devait, dans l'intention des constituants, être dégagé de ces influences présentant des inconvénients pour l'unité nationale²¹. Cette tendance qui est un des traits caractéristiques de la Déclaration de Vidovdan, trouve une forte expression. Faire relever l'enseignement de l'Etat semblait un moyen des plus propres et des plus efficaces pour favoriser et fortifier l'idée de l'unité nationale. Le principe, toutefois, souffre des exceptions : la Déclaration autorise l'institution d'écoles privées sous le contrôle de l'Etat, sans qu'elles puissent réglementer elles-mêmes les conditions dans lesquelles elles pourraient être

21. Soupitch, *op. cit.*, pp. 88, 89 et M. Yovanovitch, *op. cit.*, pp. 307, 308.

ouvertes. Elle autorise aussi la création d'écoles primaires pour les minorités des autres races et langues, écoles où serait donné l'enseignement dans la langue maternelle. Il résulte d'ailleurs de la discussion qui eut lieu à la Commission constitutionnelle, que les écoles pour les minorités sont aussi des écoles d'Etat dans la mesure où les minorités ne peuvent elles-mêmes créer et entretenir ces écoles.

Du même principe découle naturellement que la Déclaration impose à toutes les écoles publiques et privées le devoir de donner l'éducation morale et de développer la conscience civique dans un esprit d'unité nationale et de tolérance religieuse.

Pour rendre efficace l'application du principe, la Déclaration dispose que l'enseignement primaire est général et obligatoire, l'enseignement d'Etat gratuit, et enfin que tous les établissements éducatifs sont placés sous le contrôle d'Etat. L'Etat complète et s'engage à favoriser les institutions qui auront pour but de contribuer à l'instruction nationale et des écoles professionnelles seront instituées en raison des besoins des professions (art. 16).

En ce qui concerne la vie économique, la Déclaration de Vidovdan contient, dans les prescriptions sociales et économiques, vingt-trois articles d'ordre différent : propriété, protection du travail, amélioration de l'hygiène publique, organisation de coopératives, et, enfin, institution d'un conseil économique. Cette simple énumération suffit à caractériser les nouvelles tendances sociales inscrites dans la Déclaration des droits de la Yougoslavie.

Ces nouvelles conceptions sociales de la Déclaration sont vraiment une innovation, car, jusqu'à la guerre de 1914, elles ne figuraient dans aucune constitution. Après la guerre, les Yougoslaves, comme les autres peuples des nouveaux Etats issus de la guerre, ont entendu tout particulièrement concilier les droits individuels avec les intérêts de la collectivité. A cet égard, la Déclaration de Vidovdan de 1921, en toute certitude, a subi l'influence de la Déclaration de Weimar de 1919.

Si, cependant, elle lui a emprunté certaines dispositions en ce qui concerne notamment la propriété, elle est bien éloignée d'en avoir repris tous les principes.

La Déclaration de Vidovdan ne garantit pas d'une façon

absolue le droit de propriété. De celui-ci découlent des obligations et son usage ne doit pas nuire aux intérêts de la collectivité²² (art. 27, al. 11). La Déclaration s'occupe donc non seulement de l'intérêt propre de l'individu, mais aussi des intérêts commun de la société. Peut-être convient-il de voir là le dessein de la pure doctrine individualiste.

La Déclaration yougoslave déclare : « Dans l'intérêt de la collectivité, et sur la base de la loi, l'Etat a le droit et a le devoir d'intervenir dans les rapports économiques entre les citoyens, dans un esprit de justice et en vue d'écarter les conflits sociaux » (art. 23). Ce sont les tendances nouvelles de la vie sociale de donner au travail et à la richesse un caractère social et de les considérer plutôt comme un bien social que comme la propriété exclusive d'un particulier²³.

Pour satisfaire à ces vues sociales nouvelles, la Déclaration prend des dispositions plus détaillées quant au droit de la propriété : « La contenance, l'étendue et la limitation de la propriété privée sont réglées par la loi; l'expropriation pour cause d'utilité publique est admise sur la base de la loi, moyennant une indemnité équitable » (art. 37).

Elle énonce encore que les propriétés foncières seront expropriées et partagées, selon la loi, entre ceux qui travaillent la terre. L'esprit social et démocratique est complet.

Touchant l'expropriation des domaines forestiers, certaines dispositions précisaient que les grands domaines forestiers privés sont expropriés d'après la loi et deviennent propriété de l'Etat; les terrains qui devraient normalement être boisés pour des raisons de climat ou de culture deviennent la propriété de l'Etat; enfin, les grands domaines forestiers que l'autorité étrangère avait donnés à certaines personnes deviennent également, d'après la loi, propriété d'Etat, sans aucune indemnité (art. 41).

De plus, les rapports féodaux et les fidéicommiss sont abolis; l'usure, sous toutes les formes, est interdite (art. 36 et 38).

Tels sont, dans leurs grandes lignes, les principes inscrits dans la Déclaration yougoslave de Vidovdan de 1921 et qui tendent, d'une part, à ramener la propriété à un nouveau point de

22. Yovanovitch N., *op. cit.*, pp. 324, 363.

23. Soupich M., *op. cit.*, pp. 118-119.

départ, et, de l'autre, fixent les règles générales devant, à l'avenir, régir la propriété²⁴.

Les nouvelles tendances du droit constitutionnel d'après-guerre, sous l'influence des idées socialistes, considèrent le travail comme un bien économique des plus précieux et, tout particulièrement, s'engagent à le protéger sous toutes ses formes. La Déclaration de Vidovdan déclare : le travail est placé sous la protection de l'Etat (art. 32, L. I).

Après avoir proclamé ce principe, elle va plus loin et émet des dispositions indiquant, dans les lignes générales, en quoi consiste cette protection.

Les femmes et les mineurs doivent être protégés dans les travaux nuisibles à leur santé. Pour la sécurité et la protection des ouvrières, la loi édicte des mesures spéciales. Les assurances agricoles et les assurances des ouvrières en cas d'accident, maladie, chômage, incapacité de travail, vieillesse et mort, seront réglementées par une loi *ad hoc*; les invalides, orphelins et veuves de guerre bénéficient d'une protection particulière (art. 31, 32 et 33).

L'Etat doit non seulement protéger le travail, mais encore veiller à ce que tout citoyen puisse avoir la possibilité de se consacrer aux travaux économiques pour lesquels il se sent une disposition. A cet effet, l'Etat organisera l'éducation professionnelle et prêtera une assistance permanente aux enfants pauvres et doués (art. 22).

Le devoir de l'Etat de protéger le travail ne se limite pas au travail physique. Il s'étend aussi au travail intellectuel, dont les produits sont protégés et reconnus comme étant la propriété privée de l'auteur (art. 24).

La Déclaration reconnaît également le principe de la liberté des contrats, mais dans la mesure seulement où elle ne se trouve pas en opposition avec l'intérêt social (art. 26).

La Déclaration énonce que l'Etat, dans l'intérêt de la collectivité et sur la base de la loi, a le droit et le devoir d'intervenir dans les rapports économiques entre des citoyens dans un esprit de justice, en vue d'écarter les conflits sociaux. Par application de ce principe, la Déclaration yougoslave spécifie qu'il appartient à l'Etat de seconder matériellement l'organisation

24. N. Yovanovitch, *op. cit.*, p. 332.

coopérative nationale ainsi que les autres associations nationales économiques ne travaillant pas pour un gain.

D'autre part, à l'instar de la Déclaration de Weimar, elle a institué un *Conseil Economique* pour l'élaboration d'une législation sociale et économique (art. 13). Mais relativement à la composition et à la compétence de ce Conseil, elle ne se montre pas plus explicite que celle de l'Allemagne de 1919 et renvoie à la voie législative.

III. — La Déclaration des Droits de la Roumanie du 29 mars 1923

La Roumanie, telle qu'elle se trouve constituée depuis la fin de la guerre, comprend les anciennes provinces de Valachie, Moldavie, Transylvanie, Banat, Bessarabie, Burkovine et Dobroudja, conformément aux traités internationaux de Saint-Germain de 1919 et de Trianon de 1920²⁵.

Le 2 janvier 1922, le roi Ferdinand convoqua le corps électoral aux fins d'élire un Parlement chargé de rédiger une nouvelle Constitution.

Les libéraux reprirent alors le pouvoir pour une période qu'ils prévoyaient assez longue, décidés qu'ils étaient à ce que le Parlement qui serait élu par leurs soins, en mars de cette année, fît œuvre de Constituant.

La vie des partis politiques en Roumanie, comme en Angleterre, se compose de deux partis : d'une certaine stabilité, conservateurs et libéraux. Le parti conservateur a disparu après la guerre, les socialistes et les communistes, évidemment appelés à s'accroître, ne représentent pas encore une force politique; le parti national paysan, dans le rôle de l'opposition contre les libéraux; les populistes et les autres partis n'ont qu'un rôle secondaire.

Au Parlement, les libéraux possédaient 260 mandats en face desquels se comptait une centaine d'opposants, y compris 62 nationaux paysans. Sous l'impulsion de M. Brătianu, la majorité parlementaire acheva l'élaboration en quelques mois. La Constitution fut votée par 262 voix (libéraux) contre 8; 99 députés de l'opposition s'étaient abstenus, mais la majorité requise

25. P. Negulesco, *La Constitution et le régime politique dans la vie juridique des peuples*, 4^e série, *La Roumanie*, pp. 1 à 11.

64 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

des deux tiers (247) étant obtenue²⁶, la Constitution fut sanctionnée par le roi le 28 mars et publiée au *Moniteur officiel* du 29 mars 1923.

Tant pour la forme que pour le fond, cette nouvelle Constitution se présente, en réalité, comme une adaptation de la Constitution de 1866 dont elle conserve littéralement un très grand nombre d'articles; une quarantaine seulement sont ou entièrement nouveaux, ou profondément remaniés.

Dans la Déclaration des Droits, le titre II de la Constitution intitulé « Des Droits des Roumains » porte sur les questions les plus controversées : la réforme agraire, la propriété du sous-sol, le droit au travail, la politique économique, le régime des églises et enfin la protection des minorités. C'est là que les libéraux ont introduit les solutions que contestent les autres partis.

Le parti libéral qui, dès avant la guerre déjà, soutenait la cause du progrès, a énergiquement préconisé le suffrage universel et la réforme agraire; toutefois, il ne comprend pas le progrès sans l'ordre. Soucieux de la sûreté de l'Etat et de l'autorité du gouvernement, il réproouve la lutte des classes et veut une démocratie tempérée. Recrutant ses adhérents dans les populations urbaines et dans les milieux industriels, commerçants, financiers (bourgeois et banquiers), il attache une importance particulière aux questions économiques. L'individualiste libéral est dans leur esprit, les libéraux ne pouvant pas méconnaître les réalités contemporaines. Ainsi, la Déclaration des Roumains de 1923 est incontestablement l'œuvre des libéraux; elle nous apporte non seulement des élargissements, des transformations, mais aussi des innovations.

Le principe de l'égalité, proclamé par l'article 5, inaugure la partie des Droits des Roumains : « Les Roumains, sans distinction d'origine ethnique de langue ou de religion, jouissent de toutes les libertés et droits établis par les lois. »

Ce principe de l'égalité est complété par la Déclaration : « Il n'y a, dans l'Etat, aucune distinction de naissance ou de classe sociale » (art. 8, al. 1).

La différence de croyance religieuse, de confession d'origine ethnique et de langue ne constitue, en Roumanie, aucune

26. A. Tibal, *La Roumanie*, Rieder, Paris, 1930, pp. 85-86.

entrave à l'obtention des droits civils et politiques, ainsi qu'à leur exercice (art. 7, al. 1).

Y a-t-il égalité des deux sexes en ce qui concerne l'obtention et l'exercice des droits civils et politiques? On doit répondre affirmativement quant aux droits civils des femmes, établis sur la base d'égalité complète des deux sexes (art. 6, al. 2); en ce qui touche à l'exercice des droits politiques pour les femmes, les conditions en seront déterminées par des lois spéciales, votées à la majorité des deux tiers des suffrages (art. 6, al. 1).

Du fait que tous les Roumains sont égaux devant la loi, ils doivent naturellement contribuer, sans distinction, aux impôts et charges publiques (art. 8, al. 2).

Quant aux services militaires, nous devons nous reporter au titre V de la Constitution intitulé : « De la force armée » qui dispose que tout Roumain, sans distinction d'origine ethnique, de langue ou de religion, fait partie de l'un des organes de la force armée, conformément aux lois spéciales à la matière (art. 119).

L'inviolabilité de l'individu est garantie par la Déclaration (art. 11, 12, 14 et 15). Le domicile et le secret des lettres, des communications télégraphiques et téléphoniques sont, eux aussi, inviolables (art. 13 et 27, al. 1).

L'ensemble de ces libertés individuelles proprement dites qui émanent toutes de l'ancienne Déclaration de 1866 sont une démonstration de l'esprit d'individualisme animant les Roumains depuis déjà au moins deux tiers de siècle.

D'autre part, la Déclaration garantit à tous la liberté de communiquer et d'émettre leurs idées et opinions de vive voix, par écrit et au moyen de la presse.

Les délits de presse seront jugés par le jury. Mais si les délits ont été commis contre le souverain et la famille royale, les chefs des Etats étrangers et leurs représentants, s'il y a eu des instigations directes au meurtre et à la rébellion non suivies d'exécution, si les calomnies, les injures, les diffamations adressées aux particuliers ou aux fonctionnaires publics les atteignent dans leur vie privée ou dans leur honorabilité, ces délits seront jugés, selon le droit commun, par les tribunaux ordinaires.

La Déclaration de 1923 considère aussi quelques droits

appartenant à certaines collectivités ou découlant de la vie en société, tels le droit de réunion, d'association et pétition qui étaient déjà compris dans l'ancienne Déclaration de 1866²⁷. Elle est une simple adaptation à cet égard.

Nous devons insister sur la question de la religion et des églises.

La Déclaration de 1923, dans son article 22, s'occupe des rapports entre l'Etat et les églises. Après avoir proclamé l'absolue liberté de conscience, le texte ajoute que l'Etat garantit à tous la protection et la liberté des cultes. Il importe ici de remarquer la situation religieuse de la Roumanie. Dans l'ancienne Roumanie, 92 % de la population appartenaient à la religion orthodoxe; les Israélites possédaient leurs communautés et leurs rapports avec l'Etat étaient déterminés par des règles anciennes; les Musulmans avaient aussi leur organisation. Après la formation de la grande Roumanie, la proportion des non-orthodoxes augmenta considérablement. L'orthodoxie ne compte plus que 45 % environ des sujets de l'Etat. Si toute une série de minorités : Ukrainiens, Bulgares, Russes, Serbes sont des orthodoxes, ils n'appartiennent cependant pas à l'Eglise roumaine; d'autres, provenant surtout des anciens territoires austro-hongrois, professent également une autre religion²⁸. Le problème religieux, dans son enchevêtrement, s'est ainsi posé devant les dirigeants du nouvel Etat.

La Déclaration met tout d'abord en lumière, dans la question religieuse, l'élément national. L'Eglise chrétienne-orthodoxe et l'Eglise gréco-catholique sont, toutes les deux, Eglises roumaines. Mais la religion orthodoxe roumaine étant la religion de la grande majorité des Roumains, constitue seule l'Eglise dominante dans l'Etat roumain, alors que l'Eglise gréco-catholique a seulement la préséance vis-à-vis des autres cultes.

Ces deux religions sont, en effet, celles professées par la race roumaine. La Déclaration consacre ensuite une série de paragraphes visant le statut de l'Eglise orthodoxe et surtout sa prochaine unification. « L'Eglise orthodoxe roumaine est, et reste, indépendante de tout épiscopat étranger, dit la Déclaration, conservant toutefois son unité avec l'Eglise œcuménique

27. Dareste, *Constitutions Modernes*, 3^e éd., T. II, pp. 235-237.

28. Tibal, *La Roumanie*, pp. 94-95.

d'Orient au point de vue des dogmes. » Néanmoins, les problèmes spirituels et canoniques de l'Eglise orthodoxe roumaine seront réglés par une seule autorité synodale.

Les métropolitains et évêques de l'Eglise orthodoxe roumaine seront élus conformément à une loi spéciale (art. 22).

La qualification d'Eglise dominante donnée par la Déclaration à l'Eglise orthodoxe se traduit par certains faits : « Les descendants du roi doivent être élevés dans cette religion; le clergé orthodoxe est entièrement rémunéré par l'Etat, tous les évêques orthodoxes sont sénateurs de droit; les jours de fêtes de l'Eglise orthodoxe sont légalement jours fériés²⁹. » En effet, la grande Roumanie, avec ses 13 millions environ d'orthodoxes, est devenue, surtout depuis l'éclipse de la Russie, une des principales puissances orthodoxes, et la réalisation de l'indépendance et de l'unité de toute la race roumaine devait recevoir son expression religieuse. Le roi Ferdinand a pu le dire : « L'histoire nationale prouve que chez nous autres, Roumains, la nation et la religion ont toujours été étroitement unies³⁰... »

Pour les religions autres que les deux religions roumaines, la Déclaration proclame que la loi réglera les rapports entre les différents cultes et l'Etat.

Tous les autres cultes, s'ils ne sont pas contraires à la morale et à l'ordre public, aux lois de l'Etat, peuvent être reconnus par l'Etat et sont mis entre eux sur pied d'égalité; ils règlent leurs affaires intérieures selon leur statut d'organisation; ils peuvent posséder, acquérir, recevoir des biens, fonder et administrer des institutions de bienfaisance, des écoles, des établissements pour la formation de leur clergé; ils ont le droit de donner l'instruction religieuse dans les écoles de l'Etat; ils pourront recevoir les subventions de l'Etat. En revanche, l'Etat a, sur tous les cultes, un droit de surveillance et de contrôle exercé par le Ministère des Cultes.

En ce qui concerne l'enseignement et les écoles, la Déclaration de 1923 est entièrement semblable à celle de 1866.

L'enseignement est libre en tant qu'il ne sera pas contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public; l'enseignement primaire

29. Tibal, *op. cit.*, p. 97.

30. Cité par Tibal, *op. cit.*, p. 97.

68 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

est obligatoire, et, dans les écoles de l'Etat, il se donnera gratuitement.

L'Etat, les départements et les communes viendront également en aide aux élèves dépourvus de moyens, dans tous les degrés de l'enseignement et dans la mesure et suivant les modalités prévues par la loi (art. 24).

Toutes ces dispositions sont fort courtes, mais les principes de l'enseignement moderne sont nettement posés. La Déclaration est muette sur la situation des écoles privées, ce qui permet à la voie législative d'agir librement autant que les dispositions ne seront pas contraires au principe de la liberté d'enseignement proclamé par la Déclaration.

En la comparant avec la Déclaration de 1866 pour ce qui concerne la conception de propriété, la Déclaration de 1923 a subi une transformation significative. « La propriété de toute nature, ainsi que les créances contre l'Etat, sont garanties », déclare la Déclaration, mais les mots « sacrée » et « inviolable » inscrits dans celle de 1866 n'y figurent plus. Toutefois, l'autorité publique peut utiliser, en vertu d'une loi, dans le but de travaux d'intérêt général, le sous-sol de toute propriété immobilière, avec l'obligation de réparer les dommages causés à la surface du sol et aux bâtiments existants; à défaut d'entente à l'amiable, les indemnités seront fixées par voie juridique. L'expropriation est admise et peut s'exercer pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité (art. 17). Par ces dispositions, bien que la Déclaration n'ait pas proclamé la socialisation, elle écarte cependant, sous l'effet de la doctrine du droit naturel, l'inspiration pure de l'individualiste. D'autre part, elle envisage spécialement les intérêts de la collectivité en fixant que les mines, ainsi que les différentes richesses du sous-sol, sont propriété de l'Etat (art. 19); les voies de communication, l'espace atmosphérique ainsi que les eaux navigables et flottables sont du domaine public (art. 20). La Déclaration a énuméré aussi les cas d'expropriation : voies de communication, salubrité publique, défense du pays et travaux d'intérêt militaire, agricole, ceux dictés par les intérêts généraux directs de l'Etat et des administrations publiques. Les autres cas d'utilité publique devront être déterminés par des lois votées à la majorité des deux tiers.

Signalons, à l'égard du droit d'acquisition de la propriété, que la Déclaration proclame que, seuls, les Roumains et les naturalisés roumains peuvent acquérir à n'importe quel titre ou posséder des immeubles ruraux en Roumanie. Les étrangers n'auront droit qu'à la valeur de ces immeubles (art. 18).

Les économistes de tous les temps ont toujours distingué trois facteurs de la production : la nature, le travail et le capital. Tous ces facteurs de production, proclame la Déclaration de 1923, jouissent d'une égale protection et elle laisse à l'Etat la faculté d'intervenir par voie législative dans les rapports de ces facteurs, pour prévenir les conflits économiques ou sociaux (art. 21, al. 1 et 2).

Elle proclame spécialement que la liberté du travail sera défendue et elle impose à l'Etat le devoir d'organiser l'assurance sociale des travailleurs en cas de maladie, accident et autres risques (art. 21, al. 3 et 4).

Nous trouvons dans ces dispositions constitutionnelles les éléments substantiels de la nation de législation du travail, à savoir : l'idée de la réglementation des rapports entre les employeurs et les employés, l'idée de la protection du travail et l'idée de la sécurité des travailleurs. Ces dispositions ne figuraient pas dans l'ancienne Déclaration de 1866. En effet, le principe de la liberté du travail fut exprimé pour la première fois en Roumanie dans la proclamation princière du 14 août 1864 concernant le travail agricole. Huit ans plus tard, la loi du 28 mars 1872, abrogée en 1882, prévoyait le travail obligatoire dans l'agriculture. Le principe de la liberté du travail, rétabli en 1882, est aboli à nouveau pendant la guerre. Ce n'est qu'après-guerre que le principe de la liberté du travail en général se trouve exprimé formellement par la loi du 5 septembre 1920, sur les conflits collectifs du travail³¹, et bénéficia de la garantie constitutionnelle de la Déclaration du 29 mars 1923, dont l'art. al. 3 déclare que : « La liberté du travail sera défendue ».

31. Voir *La vie juridique des peuples*, Tome Roumanie, pp. 284-285.

IV. — La Déclaration des Droits de la Pologne du 17 mars 1921³²

Nouvel Etat, la Pologne reste une très vieille nation.

A la veille, et même pendant la guerre, tous les Polonais se déclarèrent indépendants et patriotes, chacun, d'ailleurs, l'étant à sa manière. Du fait d'avoir vécu dans les milieux différents pendant une longue période, leurs pensées politiques, ainsi que leur action nationale, se sont trouvées inspirées par des éléments divers, comme animées de diverses tendances³³.

De 1914 à 1918, les événements intérieurs et extérieurs se révélèrent vraiment compliqués³⁴. Dès que les pouvoirs furent passés entre les mains du général Pilsudski, la convocation de la Diète fut jugée nécessaire. Le 28 novembre 1918, des décrets fixaient les modalités de la loi électorale et la date des élections. Le suffrage devait être universel, direct et secret, avec scrutin de liste proportionnel. Les femmes pouvaient voter. Aux élections du 26 janvier 1919, 412 députés furent élus, mais les onze circonscriptions de la Pologne prussienne n'avaient pas pris part au vote.

La Diète fut solennellement inaugurée le 10 février, avec, comme première mission, de donner une Constitution. Lors de l'élaboration, grâce à l'initiative parlementaire, voire de particuliers, plusieurs projets furent soumis à la Commission constitutionnelle, présidée par le professeur Dubanowicz. Cette Commission constitutionnelle présenta à la Diète, en séance plénière, le 8 juillet, un texte définitif qui, d'ailleurs, portait en annexe les amendements, n'ayant pas reçu l'adhésion de la majorité. Au cours de cette période, le gouvernement fit à ce sujet une enquête à laquelle prirent part plusieurs juristes distingués, notamment les professeurs Bobrzynski, Rostworoski et Stanislas Wroblewski. Cependant, l'élaboration de la Constitu-

32. La Constitution polonaise a été révisée le 23 avril 1935. Le chapitre relatif aux « Devoirs et Droits généraux des citoyens », inscrit dans la Constitution de 1921, a été supprimé. Mais les articles de ce chapitre ont été maintenus dans la nouvelle Constitution, les uns dans leur texte intégral (disposition finale annexée), les autres avec leur sens ancien, malgré de légères modifications du texte. (Chap. : *La République de Pologne*.)

33. Voir Grappin, *Les Organisations polonaises*, pp. 3 et suiv.

34. Crozat, *La Constitution de la Pologne et de Dantzig*, pp. 68-72, et voir Blacizewski, *La Restauration de la Pologne et la diplomatie européenne*. (*Revue générale D. I. P.*, 1921).

tion se poursuivait assez mollement jusqu'en septembre 1920; ce ne fut que le 17 mars 1921 que la loi constitutionnelle fut votée par la Diète et promulguée le 1^{er} juin de la même année; c'est la première Constitution de la nouvelle Pologne.

En ce qui concerne les précédents de la Déclaration des Droits en Pologne, il existe plusieurs textes constitutionnels relatifs aux territoires polonais et qui datent de la période qui suivit les partages : 1^o le statut constitutionnel du duché de Varsovie (1807), instituant un gouvernement qui dura jusqu'en 1813; 2^o la loi constitutionnelle du royaume de Pologne de 1815, postérieure au traité de Vienne, mais abolie dès 1831; enfin 3^o le statut établissant, en 1869, pour la partie autrichienne, un gouvernement autonome.

C'est de la Constitution du 3 mai 1791 de l'ancienne Pologne que la Diète aurait voulu s'inspirer pour la nouvelle Constitution. Mais du point de vue des droits de l'homme, la Constitution du 3 mai 1791 nous apportait des dispositions non acceptables pour l'époque.

Les articles premier et 4 de cette Constitution ont trait aux conditions des personnes : si le libre exercice de toutes les religions et de tous les cultes est garanti, la noblesse conserve toutes ses immunités, libertés et prérogatives. La sécurité des individus, le droit de propriété sont également assurés³⁵. L'article 4 relatif aux colons et autres habitants de la campagne, « force principale de la République », promet la protection immédiate de la loi et du gouvernement, mais ne les émancipe pas. Aucun droit de servitude ne pourra dorénavant être établi entre propriétaires et colons. Des contrats obligatoires entre les deux partis seront désormais créés³⁶.

Relativement aux origines directes de la Déclaration des devoirs et droits des citoyens de la Pologne de 1921, nous devons citer la Déclaration constitutionnelle de la République polonaise faite par le ministre de l'Intérieur, Wojeiechowski, le 6 mai, devant la Diète constituante. Ce document, qui comportait douze articles, est considéré comme la principale source de la Constitution polonaise de 1921. Parmi ces articles, le deuxième se rapporte exclusivement aux droits et devoirs des

35. Potuliski, Notes historiques dans *La Constitution polonaise*, pp. 13 et 14.

36. Crozat, *Constitution de la Pologne et de Dantzig*, p. 104.

citoyens. Il spécifie : « Tout individu, homme ou femme, habitant le territoire de la République, ou né de parents polonais, exerce les droits de citoyens à partir de vingt et un ans révolus. Tous les citoyens sont libres et protégés par la loi, à laquelle ils doivent obéissance. La République garantit à tous les citoyens l'inviolabilité de la personne et du foyer domestique, la protection de la foi et du développement culturel, le secret des lettres, la liberté de la parole, de la presse, des réunions, des associations, le droit d'acquérir et d'aliéner. Le droit de propriété ne peut subir de restrictions qu'autant que l'intérêt public l'exige et que la concentration en une seule main est en contradiction avec le droit universel de posséder. Les fonctions publiques sont également accessibles à tous les citoyens; la République ne connaît que les privilèges et titres du savoir³⁷. »

Les grandes lignes étaient tracées, mais au sein de la Diète constituante, la discussion fut des plus vives. Or, les partis sont nombreux en Pologne. Déjà, par suite de la multitude des partis, du vague de leurs programmes, de la place tenue par les questions de personnes, des vieilles querelles remontant à la guerre et même à l'avant-guerre et, en général, en raison de la violence des passions politiques, la vie politique laissait en Pologne une impression de confusion et d'incertitude.

A la droite, se classent les fractions dont les noms ont varié et qu'il n'est pas très facile de distinguer les uns des autres; la plupart sont les héritières des *nationaux-démocrates* de Dmowski, parmi lesquelles l'Union nationale populaire est la plus importante.

A gauche, on rencontre les socialistes et le parti agrarien radical de Wyzwolenie ou de Libération), ainsi que le groupement des minorités ethniques, facteurs souvent flottants, mais se ralliant le plus souvent à la gauche.

Enfin, le parti agrarien de Witos, à tendances modérées et souvent opportunistes, auquel viennent s'ajouter diverses petites fractions, occupe le centre, tel le fléau d'une balance³⁸.

Les socialistes, fidèles à la théorie marxiste, défendaient les intérêts des ouvriers et voulaient la nationalisation de la terre. Principalement, ils envisageaient l'institution d'une « Chambre

37. Crozat, *op. cit.* p. 105.

38. Mirkine-Guetzevitch et Tibal, *La Pologne*, Delagrave, Paris, 1930.

du Travail » et allaient jusqu'à proposer la suppression du Sénat. Les agrariens modérés et radicaux les soutenaient, du moins quant à la réduction de la propriété autour d'un maximum variable. Mais ils se heurtaient, les uns et les autres, à l'opposition acharnée des partis de droite qui, dans la Diète constituante, ont une force prédominante³⁹.

Finalement, ceux-ci l'emportèrent au milieu d'une surexcitation extraordinaire, et, avec l'appoint du centre, sur la plupart des points relatifs aux droits et devoirs des citoyens. La Déclaration ne fut votée qu'à une faible majorité⁴⁰.

Si la Constitution polonaise du 17 mars 1921 s'éloigne, tout en les respectant, des normes du droit coutumier comme celles du droit constitutionnel occidental, elle tente, plus particulièrement, de se rapprocher du constitutionnalisme français⁴¹. La conception des droits et devoirs des citoyens demeure, pensons-nous, davantage inspirée par la Déclaration de Weimar de 1919.

En définissant les droits des citoyens, la Déclaration polonaise a surtout en vue les libertés individuelles traitées d'une façon fort libérale, et si elle se préoccupe des intérêts sociaux et économiques, c'est avec une tendance plutôt modératrice que révolutionnaire. Le pur individualisme a subi des restrictions, mais le socialisme, de son côté, est encore loin d'avoir réalisé ses aspirations. Il n'en constitue pas moins l'idée principale de la Déclaration polonaise et il reste fort possible que l'évolution de la démocratie ait ainsi franchi une nouvelle étape.

C'est au chapitre V de la Constitution polonaise de 1921 intitulé : « Devoirs et Droits généraux des Citoyens », que se trouvent les articles 87 à 124 concernant la Déclaration des Droits. Observons d'abord qu'à l'encontre de la plupart des nouvelles Constitutions, les devoirs des citoyens figurent au même rang que leurs droits. La Déclaration polonaise plaçait même les devoirs avant les droits des citoyens.

Tous les citoyens sont égaux devant la loi, proclame la Déclaration polonaise, déterminant ainsi le principe de l'égalité. Par application, la République polonaise ne reconnaît ni les privilèges de naissance ou de caste, ni les blasons, ni les titres

39. Mirkine-Guetzevitch, *op. cit.*, p. 18.

40. Mirkine-Guetzevitch et Tibal, *op. cit.*, pp. 20 et 39.

41. S. Rozycki, *L'influence du constitutionnalisme français sur la Constitution polonaise du 17 mars 1921* (thèse de Paris, 1930).

de noblesse ou autres, à l'exception des titres scientifiques ou professionnels, ou des titres résultant des fonctions publiques. Les citoyens polonais ne peuvent accepter des titres ou ordres étrangers sans l'autorisation du Président de la République (art. 96).

En ce qui concerne la principe de l'égalité des sexes, la Charte constitutionnelle polonaise accorde l'électorat à tous les citoyens âgés de vingt et un ans accomplis; le droit de suffrage est donc étendu aux femmes⁴² (art. 12).

Pour le principe de l'égalité des races, la Déclaration polonaise présente une caractéristique internationale; c'est, en conformité de l'article 93 du *Traité de Paix de Versailles* et du *Traité dit des Minorités* de 1919, qu'ont été insérées les dispositions consacrées spécialement à la protection des minorités.

En premier lieu, elle énonce que la République de Pologne garantit à chacun, sur son territoire, la protection entière de sa vie, de sa liberté et de ses biens, sans distinction d'origine, de nationalité, de langue, de race ou de religion (art. 95, al. 1). La Déclaration va plus loin; à l'égal des autres citoyens, elle accorde aux citoyens polonais appartenant aux minorités nationales de religion et de langue, le droit de fonder, contrôler et administrer à leurs frais toutes institutions de bienfaisance, religieuses, sociales et d'éducation, ainsi que celui d'y faire librement usage de leur langue et d'y satisfaire aux prescriptions de leur religion (art. 110).

En outre, tout citoyen a le droit de conserver sa nationalité, de cultiver sa langue et de préserver et développer ses origines nationales, soit individuellement, soit au moyen de groupement autonome en accord avec le droit public; l'Etat se réserve seulement le droit de contrôler leurs activités, afin qu'elles ne mettent pas en danger l'ordre public ou soient contraires aux bonnes mœurs (art. 109).

En ce qui concerne les libertés individuelles proprement dites, le principe de l'inviolabilité de la personne et du domicile est envisagé dans la Déclaration, principe nettement inspiré du système à l'anglais. Les perquisitions ne peuvent avoir lieu, dit la Déclaration, qu'en vertu d'un mandat des autorités judi-

42. L'article 12 toutefois, n'est pas inséré dans la partie des « Devoirs et Droits généraux des citoyens ».

ciaires et dans les cas fixés par la loi; si le mandat judiciaire et la notification des motifs ne sont pas délivrés immédiatement, ils doivent l'être dans les quarante-huit heures, sinon les personnes arrêtées seront mises en liberté (art. 97, 98, 100 et 101).

D'autre part, la liberté de la presse, le secret de correspondance, le droit de réunion et d'association et le droit de pétition sont aussi reconnus dans les mêmes conditions que la Constitution de Weimar.

A l'exemple des autres déclarations d'après-guerre, la Déclaration polonaise envisage les devoirs des citoyens.

Tous les citoyens sont astreints au service militaire et tenus de supporter toutes charges et prestations publiques; ils ont le devoir de remplir consciencieusement les fonctions dont ils sont investis par la nation, d'élever leurs enfants en bons citoyens et de leur assurer, au moins, une instruction élémentaire (art. 91, al. 94). Le service militaire, l'impôt, la fonction publique et l'éducation des enfants forment donc les devoirs généraux des citoyens.

La liberté de conscience et de religion étant garantie par la Déclaration, tous les habitants de l'Etat polonais peuvent donc pratiquer librement, aussi bien en public que dans le privé, leur foi, leurs rites, tant que ces pratiques ne s'opposent ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs. Ainsi, les croyances religieuses ne pourront être un obstacle à l'accomplissement des devoirs publics. En sens inverse, tout individu ne dépendant ni de l'autorité paternelle, ni de celle d'un tuteur, est libre de ne participer à aucune cérémonie ou rites religieux (art. 11, 12).

La Déclaration accorde aux associations religieuses reconnues par l'Etat des droits spéciaux : ceux d'organiser en public des services en commun, c'est-à-dire les manifestations extérieures du culte, processions, célébrées hors des églises; ceux de diriger, d'une façon indépendante, les affaires religieuses; ceux de posséder et d'acquérir des biens mobiliers et immobiliers, de les gérer et d'en disposer. Le droit de posséder et de jouir des fondations, des capitaux, des établissements scolaires ou de bienfaisance appartenant auxdites associations confessionnelles leur est également octroyé⁴³ (art. 113).

43. Crozal, *op. cit.*, pp. 155-156.

Toutefois, la catholique romaine étant la religion de la grande majorité de la nation, la Déclaration proclame qu'elle occupe, dans l'Etat, la première place parmi les confessions égales en droit. Nous retrouvons ici une disposition qui a toujours figuré dans les statuts polonais, à savoir que l'Eglise catholique romaine se gouverne par ses propres lois; un concordat entre le Saint-Siège et l'Etat, ratifié par la Diète, fixera les rapports entre la Pologne et la Papauté⁴⁴ (art. 114).

L'Etat ne reconnaît aux autres confessions que la faculté de se gouverner selon leurs règlements; les rapports qu'il aura avec elles seront établis après entente préalable avec leurs représentants légaux (art. 115). Ces confessions seront toujours reconnues pourvu que leur organisation, leur enseignement et leur doctrine ne soient pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs (art. 116).

Ainsi, la Diète n'a que le droit de ratification pour l'Eglise catholique romaine; elle peut, toutefois, exercer le droit de discussion en ce qui concerne les statuts des Eglises, des minorités, religieuses et toutes autres associations religieuses. Mais ce contrôle de l'Etat ne devra pas violer le principe de l'égalité des religions et la protection des minorités.

A l'égard de la liberté d'enseignement, la Déclaration polonaise dispose, d'une part, que tout citoyen a le droit d'enseigner, de fonder une école ou un établissement d'éducation, et de les administrer; d'autre part, toutes les écoles et établissements d'éducation, tant publics que privés, sont soumis au contrôle des autorités de l'Etat.

L'obligation d'instruction primaire de tous les citoyens et la gratuité dans toutes les écoles publiques sont spécifiées par la Déclaration. L'enseignement religieux est rendu obligatoire pour tous les élèves (art. 119-120). Le caractère confessionnel est extrêmement marqué.

Dans la Déclaration des Droits de la Pologne de 1921, la vie économique ne fait pas l'objet d'un chapitre spécial, comme dans la Déclaration allemande de 1919, et yougoslave de 1921. Son contenu est ainsi assez restreint. Mais une Déclaration fut élaborée par la majorité des partis de droite, qui mérite vrai-

44. Concordat entre le Saint-Siège et la République de Pologne, signé à Rome le 10 février 1925 et ratifié par la Diète et le Sénat.

ment d'être remarquée au point de vue des tendances sociales.

Les socialistes ont tenté de socialiser la propriété en proposant la rédaction suivante : « La République accommodera les formes de la propriété aux nécessités sociales et aux intérêts du travail. Tous les moyens de production, de consommation et d'échange relèvent du contrôle de l'Etat. L'Etat aura sous son administration directe, réglées par la loi, les branches de la production mûres pour la socialisation⁴⁵. »

L'Assemblée constituante n'accepta pas ce point de vue, tout en faisant l'abandon du système de l'individualisme pur. Un système transactionnel fut élaboré.

La propriété individuelle des citoyens est reconnue par la Déclaration, aussi bien que la propriété collective des associations, des corporations et de l'Etat lui-même. Celui-ci assure à tous les citoyens comme aux institutions et collectivités la protection de leurs biens. Mais l'abolition ou la limitation de la propriété individuelle ou collective est admise dans les cas spécifiés par la loi, si une utilité supérieure l'exige et moyennant une indemnité.

Quant à la terre, elle ne peut être l'objet d'une circulation illimitée. L'Etat a le droit, dans la mesure fixée par la loi, au rachat forcé des biens ruraux, au transfert de ces biens, suivant le principe de la structure agraire de la République polonaise et sur la base des exploitations agricoles privées, aptes à une production normale (art. 99, al. 2).

Telles sont les dispositions générales intéressant le droit de propriété. La réforme agraire demeure une question de premier plan pour la nouvelle Pologne d'après-guerre, mais à propos de laquelle les points de vue des partis sont apparus fort divergents. Avant et après la Constitution, il y eut au sein de la Diète des discussions acharnées ainsi que des troubles dans les campagnes. Leur développement échappe à notre sujet.

Est garanti le droit de choisir sa profession ou son métier; de plus, le travail, considéré comme source principale de richesse pour l'Etat, doit être l'objet de sa part d'une sollicitude spéciale. Il en découle encore pour lui le devoir d'organiser les assurances sociales en cas de chômage, maladie, acci-

45. Voir la citation Crozat, *op. cit.*, p. 167.

dents, invalidité, de même que la législation spéciale des femmes et des enfants (art. 101, 102 et 103).

La Déclaration ne s'arrête pas là, elle proclame plus loin que l'Etat a non seulement le devoir de protéger le travail, mais aussi celui de le procurer directement aux citoyens; elle précise et ajoute : « *sous la surveillance directe, dans les établissements publics* ».

Les dispositions sont extrêmement simples, mais nous remarquerons que les tendances sociales sont extrêmement nettes.

La Déclaration de Weimar a introduit la première le système des organisations économiques destinées à se préoccuper des intérêts sociaux et économiques. La plupart des nouvelles Déclarations des Droits d'après guerre ont emprunté en partie ou en totalité ce même système. La Pologne ne s'en éloigne pas, en effet, puisque une Chambre Economique Suprême de la République a été instituée⁴⁶.

Au point de vue de son organisation et de ses attributions, la Chambre Economique Suprême de la Pologne diffère sensiblement des organismes économiques prévus par la Déclaration de Weimar; elle se compose de la réunion des Chambres d'agriculture, de commerce, de l'industrie, des métiers, de placement et autres.

Bien qu'autonome, elle doit collaborer avec les autorités de l'Etat, pour la direction de la vie économique.

46. Il n'est point fait mention de cet organisme économique dans la partie intitulée « Devoirs et Droits généraux des citoyens », dont la création fait l'objet de l'article 68 de la Constitution.

CHAPITRE III

LES DECLARATIONS DES DROITS DE LA LITHUANIE, DE L'ESTHONIE ET DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG

De tendances plutôt modérées, les Déclarations de Lithuanie et d'Esthonie offrent, l'une et l'autre, cette particularité d'aborder le problème des minorités sous un angle des plus démocratique.

Ce caractère qui leur demeure propre mérite d'autant plus d'être mis en relief que ces deux pays ont envisagé les questions touchant ledit problème en dehors de toute ingérence des traités de paix.

Par contre, en ce même domaine, la Ville libre de Dantzig, issue de traité, demeure sujette à des conventions spéciales, se rapprochant pour toutes autres dispositions de la Déclaration de Weimar.

I. — La Déclaration des Droits de la Lithuanie du 6 août 1922¹

La Taryba (Conseil national) proclama, le 11 décembre 1917, la liberté et l'indépendance de la Lithuanie, afin de se débarrasser des pangermanistes; le gouvernement entreprit ensuite la tâche ardue de vaincre le bolchevisme russe et d'obtenir du Congrès de la Paix à Paris la liberté et l'indépendance de la Lithuanie.

1. La loi constitutionnelle du 1^{er} août 1920 a été remplacée par la Constitution du 15 mai 1928, élaborée sans le concours de la Diète (saïmas) et proclamée par le Président de la République. Les sections concernant les dispositions de la Déclaration des droits sont intégralement maintenues, non seulement dans la forme, mais aussi quant au fond.

L'Assemblée constituante lithuanienne fut élue les 14 et 15 avril 1920, au suffrage universel, direct, égal et secret. 85 % des habitants du territoire prirent part aux élections; mais celles-ci n'eurent lieu seulement que dans les 20 arrondissements inoccupés. 112 représentants furent ainsi envoyés au Seimas constituant.

Dès cette époque, on peut dénombrer 6 partis politiques bien définis. Le parti catholique national, fortement représenté dans les campagnes, est de beaucoup le plus nombreux.

Le Seimas constituant comprenait 59 chrétiens démocrates, aux tendances libérales et confessionnelles, et qui dominaient nettement l'Assemblée; 29 socialistes populaires et 13 socialodémocrates, à l'aile gauche, formaient l'opposition; on comptait encore quelques représentants minoritaires des Juifs, Allemands et Polonais².

La Constituante tint sa première séance le 15 mai 1920. Son premier soin fut de ratifier la proclamation de l'indépendance de la Lithuanie, d'approuver tous les actes accomplis par le gouvernement provisoire et de proclamer la République comme forme de gouvernement. Entre temps, le Seimas constituant elabora la Constitution du 1^{er} août 1922, promulguée et, par suite, rendue applicable le 6 août par M. Stulginski, président de l'Assemblée constituante, faisant fonction de président de la République lithuanienne.

Les constituants lithuaniens ont consacré en tête de cette Constitution un chapitre spécial à l'examen des droits des citoyens; la section II de la loi constitutionnelle est, en effet, intitulée « Citoyens lithuaniens et leurs droits ». Cette section II présente l'avantage de donner une liste presque complète des droits individuels reconnus de nos jours, mais à une limitation de l'omnipotence de l'Etat ne correspond aucun exposé des devoirs du citoyen. Pour les rencontrer, nous devons recourir aux autres sections : section VII, Droits des minorités nationale; section VIII, Défense nationale; section IX, Instruction publique; section X, Matières confessionnelles et culturelles; section XI, Bases de la politique économique de l'Etat, et enfin section XIII, Protection sociale. Tel que, le contenu de la Déclaration des Droits de la Lithuanie se présente complet.

2. Rouzier, *La Constitution de la Lithuanie et le Statut de Memel*, pp. 74-75.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les chrétiens démocrates dominaient nettement dans le Seimas constituant, et, comme les autres nouveaux Etats issus de la guerre, la Lithuanie ne pouvait négliger les conditions posées par les circonstances sociales et politiques. Conformément aux nouvelles tendances du droit constitutionnel d'après guerre, la Constituante consacra, relativement aux libertés individuelles, des dispositions empreintes de l'esprit démocratique; d'un autre côté, les prescriptions de la vie sociale et économique épousaient les suggestions des socialistes. Par la synthèse de ces deux systèmes, la Déclaration des Droits de la Lithuanie du 1^{er} août 1922 comportait des nouveautés complètement ignorées des Déclarations classiques, telles que : droits des minorités, égalité du sexe, devoirs des citoyens et enfin protection sociale du travail.

Le principe de l'égalité est proclamé par la Déclaration : tous les citoyens lithuaniens, hommes et femmes, sont égaux devant la loi. Il ne peut être octroyé aucun privilège à un citoyen ni porté atteinte à ses droits en raison de son origine, de sa religion, de sa nationalité (art. 10).

Par application du principe de l'égalité des sexes, les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes (art. 24). Par application de celui de l'égalité sans distinction des races et religions, la Déclaration lithuanienne accorde aux minorités nationales le droit de gérer sur la base de l'autonomie leurs intérêts nationaux, culturels (instruction populaire, bienfaisance, mutualité) et d'élire des organes représentatifs de la gestion de ces intérêts (art. 73).

La garantie de la liberté individuelle contre l'arbitraire de la justice criminelle est assurée par la Déclaration (art. 11). L'inviolabilité du domicile, le secret des correspondances ainsi que la liberté d'opinion sont également garantis (art. 12, 14 et 15).

A la section « Défense nationale », la Déclaration proclame que tous les citoyens de la République participent à la défense de son territoire dans l'ordre prévu par les lois (art. 75); à la section « Finances de l'Etat », elle indique les règles de l'imposition des taxes sur les habitants (art. 91); et dans celle de l'« Instruction publique », elle énonce que l'éducation des

enfants est le *droit supérieur* et le *devoir naturel* des parents (art. 78).

Services militaires, obligations contribuable, éducation des enfants sont les premiers devoirs des citoyens.

La Déclaration lithuanienne contient, entre toutes, des dispositions identiques à celles de Weimar touchant certaines collectivités et se rapportant à la vie en société, comme la famille, le droit de réunion et d'association.

La liberté de conscience et des cultes est proclamée par la Déclaration (art. 13), mais le fait de professer une religion ou des idées philosophiques déterminées ne peut être invoqué pour justifier un acte délictueux ou pour se récuser vis-à-vis de l'autorité de l'accomplissement des devoirs publics.

Dans le domaine confessionnel et culturel, l'Etat reconnaît toutes les organisations confessionnelles déjà existantes en Lithuanie et s'engage à reconnaître les organisations nouvelles, pourvu toutefois que leur doctrine ou leur morale ne soit pas contraire à l'ordre public ni aux bonnes mœurs (art. 84).

Ces organisations confessionnelles seront investies des droits des personnes morales. Administrées conformément à leurs statuts, elles pourront professer publiquement leurs doctrines, célébrer leurs cérémonies religieuses, fonder et gérer les églises et autres édifices du culte, les écoles, les institutions de bienfaisance et d'éducation (art. 83).

Pour assurer la libre manifestation des pratiques religieuses, la Constituante prévoit l'élaboration de lois permettant aux militaires de disposer d'un certain temps pour remplir leurs devoirs religieux et ménage la même possibilité aux personnes se trouvant dans les hôpitaux, les prisons et autres établissements publics³.

Pour compléter la liberté religieuse, la Déclaration dispose que l'Etat devra faire respecter les dimanches et autres jours consacrés au repos et à l'élévation de l'esprit (art. 86). Un fait intéressant à signaler dans la Déclaration est la dispense à leurs obligations militaires dont bénéficient tous les ecclésiastiques lithuaniens.

Bien que ce qui concerne l'enseignement et la situation des écoles ne figure pas à la section « *Citoyens lithuaniens et*

3. Rouzier, *op. cit.*, pp. 101 et 102.

leurs droits », des dispositions constitutionnelles relatives à l'« instruction publique » sont spécialement mentionnées sur ce point. Il est vrai que la Déclaration lithuanienne reconnaît d'une manière implicite cette liberté lorsqu'elle déclare : « Les écoles sont fondées par l'Etat, les administrations autonomes, les organisations sociales et les personnes privées » ; toutes les écoles sont sous le contrôle de l'Etat, dans les limites fixées par les lois (art. 79).

L'obligation de l'enseignement primaire et la gratuité dans les écoles publiques sont proclamées par la Déclaration (art. 8), tout en laissant à la loi ordinaire le soin de l'application du principe.

Les chrétiens démocrates, ainsi que nous l'avons noté plus haut, étant les plus nombreux dans la Constituante, nous ne devons pas nous étonner que le Seimas ait rendu l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles ; celle-ci doit être donnée en conformité des exigences de l'organisation confessionnelle à laquelle appartient l'élève. Cependant, conformément à l'esprit démocratique, les constituants en exceptaient les enfants dont les parents n'appartiennent à aucune organisation confessionnelle (art. 80).

La Lithuanie constitue essentiellement un Etat agraire dont 75 % de la population s'adonnent à l'agriculture. Mais la répartition du sol était tout à fait anormale. D'après les dernières statistiques de 1909, les grands propriétaires fonciers et la noblesse détenaient 40 % du territoire lithuanien ; l'Etat et le clergé en possédaient 10 % ; le reste, soit 50 % environ de la superficie totale, était aux mains des paysans⁴. Après la guerre, pour récompenser ceux qui demeuraient indépendants et réaliser les programmes des partis promis aux électeurs, l'Assemblée constituante fut unanimement d'accord pour la réforme agraire. Des deux projets les plus importants, celui des chrétiens démocrates et celui des socialistes populaires, ce dernier paraît avoir eu surtout l'approbation du Seimas constituant qui vota la grande réforme agraire le 1^{er} février 1922. C'est pourquoi, dans la Déclaration du 1^{er} août, n'en figura que le principe.

La Déclaration garantit le droit de propriété des citoyens et des collectivités, mais elle admet la limitation ou la suppres-

4. Voir Rouzier, *op. cit.*, pp. 121-122.

sion possible de ce droit si l'utilité publique l'exige et moyennant une juste indemnité (art. 21). La voie de l'expropriation se trouve ainsi ouverte.

L'exploitation agraire énoncée dans la Déclaration est basée sur le principe de la propriété privée; l'Etat, néanmoins, conserve cependant le droit de régulariser l'exploitation agraire de telle manière que des conditions propices soient créées pour une production régulière dans le domaine de l'économie agraire, en particulier pour l'essor des petites et des moyennes propriétés.

Signalons une disposition très significative de la Déclaration, à savoir que les grandes propriétés foncières seront morcelées suivant un ordre convenu.

Partant de ce principe de philosophie sociale que « *la vie économique est dirigée de manière que chaque citoyen puisse avoir du travail* », la Déclaration assure à tout citoyen la jouissance de la liberté du travail et d'initiative dans tous les domaines de l'activité économique. Cette liberté ne peut être restreinte que par voie législative pour cause d'utilité publique (art. 88). De plus, la Déclaration prévoit que l'Etat doit sauvegarder la force du travail de l'homme et prendre soin du travailleur en cas de maladie, de vieillesse, d'accident et de chômage (art. 97).

Tous les domaines de l'activité économique sont accessibles à tous les citoyens. Mais certaines branches particulières peuvent avoir l'autonomie spéciale et collaborer avec les autorités d'Etat en vue de régulariser la vie économique. C'est ainsi que la Déclaration prévoit que les Chambres d'agriculture, de commerce, d'industrie, de travail et autres seront créées par voie législative.

Les organismes proposés par la Déclaration lithuanienne sont loin d'être aussi précis et intéressants par leur organisation. Cependant, les idées essentielles mises en avant par la Déclaration de Weimar, et même de la Pologne, de la Yougoslavie. Cependant, les idées essentielles mises en avant par la Déclaration lithuanienne de 1922 sont, semble-t-il, que l'Etat doit participer aux rapports économiques des individus dans un but d'intérêt collectif, autre trait caractéristique ignoré des anciennes Déclarations des Droits.

II. — La Déclaration des Droits de l'Esthonie du 15 juin 1920⁵

L'indépendance de l'Esthonie date du 23 février 1918.

Au mois de novembre 1918, un gouvernement provisoire fut formé avec pour chefs MM. Pest et Pütte; celui-ci procéda à l'élection, les 5 et 7 avril 1919, au suffrage universel égal et secret, avec représentation proportionnelle, d'une Assemblée constituante⁶.

Après avoir voté, le 4 juin 1919, la loi sur « l'organisation provisoire du gouvernement de la République d'Esthonie », l'Assemblée constituante se donna, le 15 juin 1920, une Constitution définitive dénommée « Loi fondamentale de la République d'Esthonie » et publiée le 9 août, dans le *Messenger d'Etat*⁷.

Le chapitre II de cette Constitution est spécialement consacré à la Déclaration des Droits.

Dans la Constituante de 1919, les sièges des partis de gauche sont moindres que ceux du centre, alors que la droite n'a qu'une faible minorité. Il est intéressant d'examiner la répartition des sièges obtenus par ces divers partis. A la gauche, les indépendants (communistes) n'ont que 7 sièges; le parti socialiste affilié à la III^e Internationale est le plus nombreux avec 41 sièges; loin de former encore une majorité, il se trouve composé de deux partis d'une force à peu près égale et se rapprochant comme programme politique. D'abord le parti travailliste formé de la classe moyenne, des ouvriers et des paysans, et soutenus aussi par les intellectuels de tendances démocratiques, avec 30 sièges. L'autre, le parti populiste esthonien, comprenant la classe moyenne des intellectuels, commerçants et industriels, avec 25 sièges, est le défenseur du libéralisme et principalement des questions d'éducation.

A l'aile droite : les chrétiens populaires, avec 4 membres, défenseurs des intérêts religieux des protestants, et les agrariens, au nombre de 8, partisans de la liberté d'entreprise et

5. En vertu du plébiscite des 14, 15 et 16 octobre, la Constitution esthonienne de 1920 a été révisée, mais la partie de la Déclaration des Droits fut intégralement maintenue.

6. Korsakoff, *La Constitution de la République d'Esthonie* (Extrait de la *Revista de Drept public*, Anul III, n° 3-4, p. 3).

7. Voir Dareste, *Les Constitutions Modernes*, op. cit., T. I, p. 481.

réclamant une protection active de l'agriculture par l'Etat.

Un Russe, un Suédois et 3 Allemands représentaient les partis minoritaires⁸.

Les socialistes étaient sans doute les plus nombreux, mais ils se heurtaient aux partis du centre qui conservaient ensemble une force prédominante.

La Déclaration des Droits des citoyens esthoniens a été ainsi établie dans un esprit essentiellement libéral avec très peu de tendances sociales. Mais elle contient quelques nouveautés en ce qui concerne le principe de l'égalité des deux sexes, les droits des minorités et la protection du travail.

La Déclaration esthonienne proclame tout d'abord l'égalité absolue de tous devant la loi et écarte les privilèges, provenant non seulement de la naissance et de la confession, mais aussi du sexe, de la profession, ou même de la nationalité. De ce fait, elle abolit la division des classes, prohibe les titres de noblesse, interdit les décorations ou les insignes honorifiques, sauf ceux décernés au titre de la guerre. Défense est faite aussi aux citoyens d'accepter des décorations étrangères (art. 7).

A l'égard du principe de l'égalité des sexes, il n'y eut dans l'Assemblée et de la droite à la gauche aucune contestation sérieuse. C'est que le féminisme, en Esthonie, présente une physiologie assez particulière. Des femmes esthoniennes, comme Lydia Koidura ou Lilly Suburg par exemple⁹, avaient su, bien avant la guerre de libération de 1918, jouer un rôle important dans l'histoire de leur pays. Au cours de cette guerre, la femme esthonienne se montra stoïque dans la résistance et sublime dans l'héroïsme. Ses hautes qualités, unanimement reconnues, lui conquièrent la plénitude de la capacité de citoyenne justement garantie par la loi. Ainsi, la Déclaration proclame que la femme esthonienne possède le droit de vote, l'accès aux études supérieures et le libre exercice de toutes les professions.

La protection des droits des minorités est aussi un trait caractéristique de la Déclaration. Dans la Constituante, il n'y avait que cinq membres des partis de minorités, mais l'Assemblée voulut remarquer que sur les 1.116.000 citoyens composant

8. Pullerits, *The Estonian year book*, 1927, p. 61. Villecourt, *L'Esthonie*, Paris, 1932, p. 47.

9. Voir Villecourt, *op. cit.*, p. 40.

la population du pays, 12 % environ sont russes, allemands, suédois, israélites, lettons ou polonais¹⁰; c'est là une des conséquences du passé de l'Esthonie qui, depuis sept siècles a été successivement occupée et asservie par les Allemands, les Suédois, les Polonais et les Russes. C'est pourquoi la Déclaration esthonienne garantit les droits des minorités avec un extrême libéralisme.

Elle dispose que « les membres des minorités ethniques habitant le territoire de l'Esthonie ont le droit de fonder des institutions privées dans la mesure compatible avec les intérêts de l'Etat¹¹ (art. 21).

Si la langue officielle est « l'Esie », les citoyens de nationalité allemande, russe, suédoise, ont le droit de s'adresser par écrit dans leur propre langue aux administrations centrales de l'Etat (art. 23). Dans les localités où la majorité n'appartient pas aux Esthoniens, les organes de l'administration autonome pourront se servir de la langue usuelle de la minorité ethnique la plus nombreuse, tout en réservant, bien entendu, aux citoyens le droit d'employer dans leurs rapports entre eux la langue de l'Etat (art. 22).

Soulignons l'article 12 relatif à la liberté d'enseignement où il est spécifié que « les minorités ethniques auront droit à l'instruction dans leur langue maternelle ».

D'autre part, toutes les libertés proclamées par les Déclarations classiques sont reproduites dans la Déclaration esthonienne, mais avec un certain élargissement.

La liberté de circulation est assurée. La Déclaration s'occupe aussi des intérêts de la collectivité; par exemple, pour des raisons d'hygiène ou d'ordre public, la liberté peut être restreinte.

Sous l'inspiration anglaise, l'inviolabilité des personnes se trouve garantie. « Nul, spécifie la Déclaration, ne peut être poursuivi, que dans les cas prévus par la loi; nul ne peut être emprisonné, sauf au cas de flagrant délit criminel, sur mandat motivé d'une autorité judiciaire signifié à la personne

10. Villecourt, *op. cit.*, p. 61.

11. Une loi de 1925 donne aux minorités ethniques le droit de fonder des institutions autonomes et de recevoir leur part dans les subventions de l'Etat, pour développer leur culture nationale et leurs organisations d'assistance. Voir P. Matter, *Cours de droit constitutionnel à l'Ecole des Sciences politiques*, 1935-1936, pp. 260-261.

emprisonnée au plus tard trois jours après son incarcération » (art. 8 et 9). Le secret des correspondances et la liberté d'opinion sont, de même, reconnus par la Déclaration (art. 12 et 13).

Les devoirs fondamentaux de l'individu ne sont pas accolés aux droits fondamentaux dans un même chapitre, mais aux chapitres de la Défense nationale, des impôts et du budget.

La Déclaration se montre extrêmement pauvre en ce qui concerne les droits sociaux ou ceux de certaines collectivités ou groupements, mais, néanmoins, s'avère conforme aux réalités sociales ainsi qu'à l'évolution historique de l'Esthonie. C'est ainsi que le droit de réunion, d'association et de pétition est reconnu.

Pour comprendre la situation religieuse de l'Esthonie, il faut remarquer que les minorités du pays, Allemands, Suédois, Israélites, Lettons ou Polonais partagent, les uns et les autres, les convictions religieuses propres à la nation à laquelle ils appartiennent. La Déclaration garantit la liberté religieuse, conformément au principe de l'égalité de religion, et dans un esprit très libéral. Elle s'exprime ainsi : « La liberté de religion et de conscience existe en Esthonie. Personne n'est obligé d'accomplir des actes cultuels, d'être membre d'une association religieuse, ni de payer des impôts publics au profit de cette dernière. »

Chaque citoyen esthonien peut librement exercer les rites religieux qui lui plaisent, mais cet exercice ne peut être contraire à l'ordre ou à la morale publics. « La confession religieuse ni l'opinion politique du citoyen ne peuvent servir de prétexte à la perpétration d'un délit ou au non-accomplissement des devoirs civiques (art. 11).

Il n'existe pas de religion d'Etat en Esthonie, et c'est librement que les différentes églises ont pu s'organiser.

Par ailleurs, les dispositions relatives à la liberté d'enseignement et à la situation des écoles font l'objet d'un texte très bref. Est proclamée la liberté de la science et des arts, ainsi que leur enseignement. Le système de l'instruction obligatoire pour les enfants en âge de scolarité et de la gratuité de l'enseignement dans les écoles publiques primaires, est ainsi établi : L'enseignement dans les écoles privées comme dans les écoles publiques est placé sous le contrôle de l'Etat (art. 12).

Il semble que la question intéressant la vie économique de la nouvelle Esthonie se trouve surtout concentrée dans la réforme agraire. Avant la guerre, en effet, les grands propriétaires possédaient 58 % du sol, répartis entre les mains de quelques centaines de familles nobles, alors que la majorité de la population paysanne ne disposait que de petites propriétés des plus morcelées. Cette inégalité fut de tout temps considérée comme injuste par la population esthonienne, mais le régime tsariste ne fit rien pour améliorer la condition des paysans.

La guerre terminée, ce fut le peuple esthonien et non la noblesse qui sauva la nation. En considération de toutes ces causes politiques et sociales, l'Assemblée constituante décida la réforme en promulguant dès avant la Déclaration la loi du 10 octobre 1919¹². C'est ce qui explique pourquoi la réforme agraire n'est pas mentionnée dans la Déclaration des Droits de 1920, qui ne se préoccupe seulement que du droit de propriété et de la protection du travail.

La conception de la propriété a beaucoup évolué depuis la guerre. La Déclaration esthonienne n'a pas voulu faire exception à la règle. La propriété garantie par la Déclaration peut être l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique et selon les principes et les règles posés par la loi (art. 24). Cependant la Déclaration ne va pas jusqu'à la *socialisation* et à l'*économie collective* comme la Déclaration de Weimar de 1919, et aussi bien n'a introduit dans son texte aucune disposition appelant l'Etat à intervenir dans les rapports économiques entre les individus.

Sur le droit au travail, la Déclaration s'affirme très libérale. La liberté de choisir sa profession reste entière; liberté aussi de fonder et d'exploiter des entreprises ou des exploitations agricoles, commerciales, industrielles, et généralement d'ordre économique (art. 19).

Pour répondre au besoin social, la Déclaration consacre la nouveauté que constituent la protection de la personne et du travail, et la garantie de l'assistance lorsqu'elle est rendue nécessaire pendant la jeunesse, la vieillesse ou en cas d'incapacité ou d'accident du travail (art. 25).

12. Villecourt, *op. cit.*, p. 72.

III. — La Déclaration des Droits de la Ville libre de Dantzig du 11 mai 1922

Après son élection au suffrage universel des deux sexes, suivant la procédure approuvée par le Conseil de la S. D. N., l'Assemblée constituante de la ville de Dantzig se réunit le 16 mars 1920.

Parmi les partis politiques, au nombre de 11, les social-démocrates à la gauche, les nationalistes allemands à la droite et le centre ont relativement eu la supériorité en tant que sièges. Mais pas un seul parti n'a obtenu la majorité. Pour l'élaboration de la Constitution, un compromis ou une transaction fut reconnu nécessaire.

La Constituante comptait 120 membres, 7 sièges seulement ayant été acquis aux Polonais. Aussi l'influence de Weimar se fit-elle sentir sur la Constitution de Dantzig, particulièrement à la partie des Droits et Devoirs fondamentaux : tant au point de vue de la forme que du fond, la Déclaration des Droits de la Ville libre de Dantzig du 11 mai 1922 est de toutes les nouvelles Déclarations d'après guerre la plus proche de celle du 11 août 1919 de l'Allemagne de Weimar.

Conformément au traité de paix, la Constitution de Dantzig est placée sous la garantie de la S. D. N., bien que la majorité appartienne aux Allemands ; les principes de la Constitution dantzikoise ne dépendent pas seulement de la volonté des citoyens, ils doivent aussi se tenir dans les limites que leur a tracées le traité et respecter les droits de la Pologne.

Le projet de Constitution votée par l'Assemblée constituante avait un sens nettement hostile à la Pologne¹³ et était considéré par les juristes comme antidémocratique. Le Conseil de la S. D. N. demanda à l'Assemblée dantzikoise la modification de certains articles et l'insertion de quelques dispositions nouvelles, parmi lesquelles la protection des nationaux polonais¹⁴.

En effet, pour que la Pologne puisse utiliser librement le port de Dantzig, il fallait assurer la protection des nationaux sur le territoire de la Ville libre et veiller aussi à ce que Dant-

13. Lannoy, *Le règlement de la question de Dantzig*, *Revue de Droit International*, 1921, pp. 430, 455.

14. Zundelewicz, *Les rapports entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig*, *Thèse de Paris*, 1935, pp. 40, 41, 134.

zīg accordât un traitement équitable à ses nationaux d'origine ou de langue polonaise.

Mais, dans le texte définitif de la Constitution, n'ont pas été inscrites de dispositions concernant les droits des minorités polonaises ou les droits spéciaux des nationaux polonais. La raison en est que par la convention dantziko-polonaise du 9 novembre 1920, plusieurs questions relatives aux droits spéciaux des Polonais à Dantzig ont été réglées entre les deux parties¹⁵.

La Déclaration consacre 45 articles aux Droits et Devoirs fondamentaux, groupés eux-mêmes dans la deuxième partie de la Constitution en cinq subdivisions : des personnes, des fonctionnaires, religion et communautés religieuses, éducation et écoles, vie économique.

Dans la subdivision concernant les personnes sont compris le principe de l'égalité des classes, des sexes et des religions (art. 73) ; les libertés individuelles proprement dites englobant la sûreté, la liberté de circulation et la liberté d'opinion (art. 75 à 79) ; les devoirs fondamentaux des citoyens (art. 87 à 90) et qui par la forme aussi bien que le fond coïncident avec ceux inscrits dans la Déclaration de Weimar.

A l'endroit des droits et devoirs de certaines collectivités et groupements, en dépit d'une classification différente de celle de Weimar, la Déclaration de Dantzig conserve le même objet : Famille (art. 80 à 83), Associations (art. 84), Fonctionnaires (art. 92 à 94).

En outre aux sections : *Religion et Communautés religieuses*, ainsi qu'*Education et Ecoles*, malgré des dispositions plus courtes, le contenu demeure le même que celui de Weimar.

Enfin, pour « Vie économique », en ce qui concerne le droit de propriété et la protection du travail, les dispositions sont identiques à celles de l'Allemagne. Touchant l'organisation de la vie économique, la Déclaration de Dantzig crée deux organismes sous l'appellation de *Commissions d'exploitation (Betriebsausschüsse)* et de *Chambre de travail*.

Des Commissions d'exploitation constituées par les ouvriers et employés selon leurs groupements, séparément pour les ouvriers et employés, sont appelées à collaborer en commun

15. Voir Le Fut et Ehklaver, *Recueil des textes de D. I.*, 2^e édit., p. 361.

et sur un pied d'égalité avec les employeurs à la réglementation des conditions de salaires et de travail; les organisations des deux parties et leurs accords sont de même reconnus par la Déclaration.

La Chambre de travail est formée, elle, par les ouvriers et employés, pour la défense de leurs intérêts économiques et sociaux et pour favoriser l'ensemble du développement économique des forces productives (art. 115).

Les projets de loi relatifs à cette organisation devront être soumis pour avis à la représentation professionnelle (art. 46, al. 2).

CHAPITRE IV

LA DECLARATION DES DROITS DE L'ESPAGNE DU 9 DECEMBRE 1931

I. — Origines et tendances générales

La guerre mondiale, avons-nous dit, et les événements révolutionnaires qui en ont été la conséquence ont été à l'origine des Déclarations des Droits de l'Europe nouvelle. Le remaniement des frontières, la création de nouveaux Etats, le changement de régime politique imposé à certains pays, sont autant de motifs qui ont obligé les peuples à se donner de nouvelles institutions sociales et à s'entourer de nouvelles garanties politiques. Bien que les origines de la Déclaration espagnole de 1931 soient différentes de celles de l'Europe centrale et orientale, les mobiles qui l'ont inspirée sont sensiblement les mêmes.

Lors de son élaboration, certains pays s'étaient déjà non seulement dotés d'une charte nouvelle, mais avaient encore procédé à sa révision; les constituants étaient donc au courant des expériences tentées par les autres peuples et étaient ainsi en mesure d'apprécier à leur juste valeur les résultats obtenus par chacun d'eux. Juristes, aussi bien qu'hommes politiques devaient tenir compte tant des institutions et des règles nouvelles considérées en elles-mêmes que de leurs vices de leur défaut d'adaptation. Si la Déclaration allemande de Weimar de 1919 était le prototype de toutes les nouvelles Déclarations des Droits d'après guerre, nous pouvons dire que la Déclaration espagnole de 1931 est la synthèse d'entre elles toutes¹.

1. P. Marland, *Les principes de la Constitution espagnole de 1931*, p. 1-2..

Avant d'examiner la Déclaration des Droits espagnols, il nous paraît opportun de rechercher quel était l'état d'esprit des membres des Cortès constituantes et du peuple qui les avait élues.

Le résultat des élections à nouveau fut un éclatant triomphe pour les républicains. Les socialistes arrivèrent en tête avec 116 élus, suivis de radicaux qui obtenaient 92 sièges; les radicaux-socialistes comptaient 50 députés; « l'Action républicaine » d'Azana 26; la Droite républicaine libérale d'Alcala Zamora 22; les Républicains fédéralistes 18; le groupe agraire 26; les Basco-Navarrais 14; la Gauche républicaine catalane 43; la Fédération républicaine de la Galice 16, et « Au Service de la République » 15².

Le résultat des élections du 28 juin 1931 était donc un triomphe pléthorique de la coalition républicaine socialiste, avec une majorité écrasante, car en dehors de ses rangs on ne rencontrait guère qu'un petit groupe d'agrariens et quelques monarchistes non déclarés ou des gens isolés.

Parmi les groupes et partis qui ont eu l'influence la plus efficace sur l'élaboration de la Constitution, on doit citer en premier lieu les socialistes, puis les radicaux qui par leur collaboration avec la Droite républicaine libérale ont eu certainement une attitude gouvernementale; les socialistes radicaux de sentiments avancés et d'un esprit révolutionnaire un peu agressif; les Catalans enfin, groupe peu nombreux mais bénéficiant d'une grande autorité de par son chef M. Azana³. Sur les origines de la nouvelle Constitution, deux sources formelles se distinguent dès l'abord : l'avant-projet préparé par la Commission juridique auxiliaire nommée par le ministère Alcala Zamora et le projet élaboré par la Commission parlementaire issue des Cortès.

La Commission juridique auxiliaire fut nommée par décret du ministre de la Justice Fernando de los Rios en date du 6 mai 1931, présidée par Ossorio y Gallardo; le professeur Adolfo Posada prit une part très active à ses travaux. Elle présenta le 6 juillet un projet mais qui ne sut être du goût

2. Voir Posada, *La nouvelle Constitution espagnole*, pp. 104-105. *Annuaire Interparlementaire*, 1932, p.

3. Voir Posada, *La nouvelle Constitution espagnole*, p. 104-105, et *Annuaire Interparlementaire*, 1932, p.

ni de la gauche ni de la droite du gouvernement. En effet, comme le remarque M. le doyen Posada⁴, les propositions de la Commission juridique ne pouvaient pas avoir de « valeur politique » et ce n'était que sa seule technique juridique que la Commission devait mettre au service du gouvernement pour faciliter l'œuvre des Cortès constituantes. Le gouvernement, en possession de l'avant-projet, décida néanmoins de le soumettre aux Cortès. Mais l'Assemblée préféra nommer elle-même une commission qui lui présenterait un projet plus conforme à ses tendances politiques.

La Commission parlementaire, élue le 28 juillet et composée de vingt et un membres, fut chargée de présenter à l'Assemblée un projet devant servir de base aux débats. Présidée par le socialiste Jémenez de Asua, professeur de l'Université de Madrid, elle accomplit fort rapidement sa mission et dès le 18 août remit son projet aux Cortès.

Les débats parlementaires s'ouvrirent le 27 août. Les Cortès montrèrent plus de calme qu'on ne pouvait prévoir. La discussion toutefois fut assez longue : commencée le 10 septembre, elle ne s'acheva que le 9 décembre, alors que trois semaines avaient suffi au vote de la Constitution de Weimar. Chacun des groupes, et ils étaient nombreux, tint, en effet, à exposer ses vues de principe par l'intermédiaire de mandataires spécialement désignés. Le départ des députés agrariens et basco-navarrais après le débat sur la problème religieux permit d'accélérer la discussion. Votée le 9 décembre 1931 par 368 députés sur 466 (les élus des syndicalistes, quelques libéraux et les catholiques s'étaient abstenus), la Constituante fut promulguée le même jour et publiée le soir même⁵.

En ce qui concerne la Déclaration des Droits, le titre III de l'avant-projet, relatif aux droits et devoirs des Espagnols, proclame le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi et reconnaît en principe l'égalité des droits aux deux sexes. Il comporte une déclaration des droits très étendue supposant une profonde révolution dans le droit public espagnol. Il s'adapte aux nouvelles orientations de la vie sociale contem-

4. Posada, *Avant-projet de la Constitution espagnole*, op. cit., p. 12.

5. D'Ascoli, op. cit., p. 73 et Marland, op. cit., p. 52.

poraine et suit les traces du constitutionnalisme d'après guerre⁶. Divisé en deux parties (1° garanties individuelles et politiques; 2° famille, économie et culture), il traite de la liberté de conscience et religieuse qui est reconnue, l'Eglise catholique étant classée avec les autres confessions parmi les associations de droit public; la culture et l'enseignement sont gratuits et obligatoires; le travail, considéré devoir social, jouit de la protection des lois; la liberté syndicale y est admise; la propriété est protégée par l'Etat comme droit individuel et collectif à raison de sa fonction sociale; certains devoirs fondamentaux sont enfin imposés aux individus⁷.

Par rapport à l'avant-projet de la Commission juridique, on trouve dans le projet parlementaire des différences quant à la Déclaration des Droits. La séparation de l'Eglise et de l'Etat s'appuie sur cette considération que les confessions religieuses ne sont pas des associations de droit public, mais de simples associations soumises aux lois générales du pays. L'Etat, d'ailleurs, ne fournira aucune aide économique aux églises; les Congrégations religieuses sont dissoutes et leurs biens reviennent à l'Etat. Ce n'est pas le mariage mais la famille que l'on déclare sous la protection de l'Etat; on admet et on réglemente le divorce qui n'était pas prévu dans l'avant-projet. A l'égard des droits de la famille, les parents auront les mêmes devoirs vis-à-vis des enfants légitimes et des enfants naturels.

Le critérium de la Commission parlementaire est beaucoup plus avancé touchant la propriété que celui de la Commission juridique auxiliaire. La propriété privée est reconnue et protégée en fonction de son utilité sociale, mais il sera procédé par étapes à sa socialisation; la propriété des sources naturelles de richesses appartient originairement à l'Etat; les services publics et toutes les exploitations qui affectent l'intérêt du pays seront nationalisés dans le plus court délai possible. Du côté de l'Enseignement, l'école unique et l'enseignement laïque sont instaurés.

Les idées socialistes se présentent ainsi avec une part beaucoup plus grande dans le projet de la Commission des Cortès que dans l'avant-projet de la Commission juridique. Celui-ci

6. Posada, *La nouvelle Constitution espagnole*, op. cit., p. 96.

7. D'Ascoli, op. cit., p. 67.

présente cependant un intérêt certain et fut utilisé au cours des débats. Sans qu'il eût un caractère officiel, l'autorité des auteurs qui l'avaient rédigé était trop grande pour qu'il n'en fût pas tenu compte. Non seulement ses divisions, mais aussi la plupart de ses dispositions furent conservées dans l'œuvre définitive des Cortès constituantes. Les solutions trouvées à nombre de problèmes, ainsi que les formules adoptées furent presque toujours une transaction heureuse entre les différents courants d'idées et d'opinions qui partageaient l'Assemblée⁸.

Ainsi se confirme l'intérêt que l'Assemblée sut porter aux droits individuels et notamment aux dispositions sociales. Les rédacteurs espagnols devaient échapper d'autant moins à la tentation de les introduire dans leur texte voté que depuis la guerre, les pays où le pouvoir constitutionnel avait été confié à des éléments modérés et très éloignés de la doctrine socialiste avaient fait eux-mêmes une large part à l'exposé des droits sociaux. Les Cortès ont rendu constitutionnelles, selon les exigences de l'esprit de solidarité sociale, les nouvelles obligations de l'Etat relatives à la protection de la famille, à l'instruction publique, à la vie économique et à la propriété. L'Etat ne se borne plus à reconnaître, comme il le faisait dans les déclarations des droits inspirés de 1789, l'indépendance juridique de l'individu, il pose certaines conditions nécessaires au maintien de son indépendance sociale. Cette extension du droit individuel dans le sens social ne se limite pas au règlement des rapports entre le travail et le patronat, elle s'applique à la totalité de la vie sociale. A ce point de vue, les textes de la Déclaration espagnole ont surtout une valeur éducative; ils définissent une tendance et marquent les débuts d'un nouveau procédé de garantie des droits sociaux. Mais, tandis que la protection accordée aux individus se fait plus grande, le nombre des devoirs qui leur sont imposés s'accroît aussi et les droits dont ils ont la jouissance subissent certaines limitations au profit de l'intérêt de la collectivité.

Les tendances de la Déclaration espagnole peuvent se synthétiser en ce sens que l'individualisme pur a subi une transformation radicale sans que le socialisme ait trouvé sa pleine réalisation. C'est bien là l'esprit des nouvelles déclarations des

8. Mirkine-Guetzevitch et E. Reale, *L'Espagnè*, Delagrave, Paris, 1934, p. 51.

droits d'après guerre dont s'inspire, dans leur ensemble, la Constitution espagnole de 1931.

II. — Droits et devoirs de l'individu

La Déclaration des Droits et des Devoirs des Espagnols insérée au titre III de la Constitution de 1931 se divise en deux chapitres. Le premier, intitulé « Garanties individuelles et politiques », est spécialement consacré aux droits et aux devoirs des individus. Les dispositions de ce chapitre sont conformes à la tradition des déclarations classiques et, en même temps, aux réalités contemporaines; elles constituent un élargissement et une nouveauté.

1. *Le principe de l'égalité.* — Conformément à la tradition suivie par toutes les Déclarations des Droits, depuis celles de l'Amérique et de la France, sous la révolution, la Déclaration espagnole de 1931 proclame tout d'abord le principe de l'égalité en ces termes que « tous les Espagnols sont égaux devant la loi » (art. 2). D'autre part, pour répondre aux exigences sociales contemporaines, de nombreuses applications dudit principe ont été faites par elle au point de vue juridique, politique et social et ont même subi une extension importante.

L'Etat ne reconnaît ni la distinction, ni les titres de noblesse; l'origine, la filiation, le sexe, la classe sociale, la fortune, les idées politiques et les croyances religieuses ne pourront servir de base à aucun privilège juridique (art. 25).

Les droits publics et politiques sont accordés à tous les citoyens, sans distinction de sexe. Tous les Espagnols hommes et femmes sont admissibles aux charges et aux emplois publics selon leur mérite et leur capacité, sauf les incompatibilités établies par les lois (art. 40). Tous les citoyens de l'un et de l'autre sexe, majeurs de vingt-trois ans, auront les mêmes droits électoraux et pourront être éligibles dans les conditions déterminées par la loi (art. 36 et 53). Nous devons remarquer ici que le droit d'éligibilité avait déjà été accordé aux femmes en Espagne par décret du gouvernement provisoire. Un droit de vote avait tout comme en France rencontré une vive résistance, et les radicaux et radicaux-socialistes, les partis de gauche manifestant la crainte de voir les femmes voter sous l'influence du clergé. Après une défense éloquentة et passionnée de leur

droit par M^{me} Campoamor, député aux Cortès, les socialistes fidèles à leurs principes votèrent pour et décidèrent ainsi de la question⁹.

2. *Les libertés individuelles.* — La Déclaration de 1931 a suivi quant aux libertés individuelles les normes du droit constitutionnel contemporain ainsi que les traditions du droit public espagnol, principalement dans les constitutions précédentes de 1845, de 1869 et de 1876.

En vue de la sécurité juridique des personnes, elle proclame sur le terrain pénal que nul ne pourra être jugé que par le juge compétent, suivant la formalité légale et d'après la loi antérieure à la perpétration du délit; en outre, l'action de l'autorité administrative et judiciaire, lorsqu'il s'agit de poursuites, elle énonce que nul ne pourra être détenu ni arrêté qu'à raison d'un délit et que tout détenu sera mis en liberté ou remis à l'autorité judiciaire dans les vingt-quatre heures suivant la détention (art. 28 et 29).

La liberté de circuler, de choisir son domicile, de même que le droit d'émigration ou d'immigration sont reconnus à tous les citoyens. L'inviolabilité du domicile est garanti même pour les étrangers (art. 31). Le secret de la correspondance sous toutes les formes est aussi assuré par la Déclaration (art. 32).

En dehors de ces libertés individuelles proprement dites, la Déclaration accorde certaines libertés aux activités des citoyens espagnols : chacun a le droit d'émettre librement ses idées et ses opinions en usant de tous moyens pour les répandre, sans être soumis à la censure préalable (art. 34). Tout citoyen est libre de choisir sa profession. La liberté de l'industrie et du commerce est reconnue, mais la Déclaration ajoute que l'Etat pourra établir par la voie législative des restrictions à cette liberté pour des raisons économiques et sociales, d'intérêt général (art. 33). Par cette disposition, nous trouvons déjà que le libéralisme individualiste a subi une transformation significative au regard des tendances sociales contemporaines.

3. *Les devoirs fondamentaux.* — L'habituelle formule des devoirs des citoyens apparaît d'une manière générale et un peu ingénue dans la Constitution de 1812 par celle déclarant

9. D'Ascoli, *op. cit.*, pp. 107 et 108.

que l'amour de la patrie est une des principales obligations des Espagnols, de même que la fidélité à la Constitution et l'obéissance aux lois. Elle détermine des devoirs concrets, en se référant à l'obligation pour tout Espagnol de contribuer proportionnellement aux dépenses de l'Etat et à celle de défendre la patrie par les armes. Ces deux obligations ont été reproduites par les Constitutions de 1837, 1845, 1856, 1869 et 1876¹⁰.

La Déclaration de 1931 ne suit que par partie la tradition et mentionne les devoirs que « l'Etat pourra exiger de tout citoyen espagnol: ses prestations personnelles pour les services civils et militaires » avec la garantie « conformément aux lois » (art. 37). La formule traditionnelle est développée et étendue à l'accomplissement des services civils. Mais l'affirmation que « la loyauté et l'obéissance à l'Etat doivent être le devoir primordial de tout Espagnol », dont l'avant-projet avait fait état, fut écartée de l'œuvre définitive.

Le devoir de l'impôt se dégage du régime des finances publiques (titre VIII). Il y est exprimé que personne ne sera obligé de payer une contribution qui n'aura pas été votée par les Cortès ou par les Corporations légalement autorisées à l'imposer (art. 115). La Déclaration ajoute que toute richesse du pays, quel que soit son propriétaire, est subordonnée aux intérêts de l'économie nationale et affectée aux besoins des charges publiques, conformément à la Constitution et aux lois¹¹ (art. 41).

Dans les devoirs des individus prennent place certains autres devoirs qui n'ont pas à proprement parler de valeur juridique et que nous retrouverons par la suite, comme le devoir du travail et le devoir d'éducation.

III. — Droits et devoirs des collectivités

Comme les autres Déclarations des Droits d'après guerre, la Déclaration espagnole de 1931 régit une partie des dispositions relatives à certaines collectivités ou à la vie en société, et qui étaient exclues des anciennes déclarations des droits du XVIII^e siècle. Cette partie est l'une des plus caractéristiques et ses ressemblances avec la Déclaration de Weimar sont très

10. Posada, *La nouvelle Constitution espagnole*, op. cit., pp. 166-167.

11. Posada, *La nouvelle Constitution espagnole*, op. cit., pp. 167 et 168.

marquées, comme celles concernant la famille, les associations et les fonctionnaires, à l'exception cependant des problèmes religieux et des cultes qui marquaient peut-être un esprit de revanche contre les exigences antérieures des Églises catholiques.

1. *La famille.* — La Déclaration énonce tout d'abord que la famille est mise sous la sauvegarde spéciale de l'Etat, ce qui s'applique d'abord à la protection des enfants, légitimes ou illégitimes, que les parents ont l'obligation de nourrir, d'assister et d'instruire; l'Etat veillera à l'accomplissement de ces devoirs et s'oblige subsidiairement à leur exécution. La recherche de la paternité sera réglée par la loi civile.

L'Etat s'engage en outre à prêter assistance « aux malades et aux vieillards » et à protéger la maternité, conformément à la « Déclaration de Genève » ou « Charte des droits de l'enfant ».

La Déclaration ne fait pas allusion aux formes de la célébration du mariage. Elle se borne à dire que le mariage est fondé sur l'égalité des droits pour les deux sexes et en autorise la dissolution pour raison de dissentiment réciproque ou sur la demande de l'un des conjoints, fondée sur un juste motif¹² (art. 43).

2. *La réunion et l'association.* — Le droit de réunion est accordé par la Déclaration qui permet à tous les Espagnols de se réunir librement, mais sans armes; le droit de réunion en plein air et le droit de manifestation seront réglementés par loi spéciale (art. 38).

La liberté d'association autorise les citoyens à unir leurs efforts pour obtenir un résultat déterminé; les Espagnols auront la faculté de s'associer ou de se syndiquer librement aux différentes fins poursuivies par la vie humaine. Il semble que la Déclaration espagnole, en dehors des sociétés commerciales et des associations privées, indubitablement visées, prévoit, comme la Déclaration de Weimar (art. 149), la liberté de coa-

12. Il faut compléter le texte constitutionnel par la loi sur le divorce du 2 mars 1932 et la loi sur le mariage civil du 28 juin 1932. Voir R. Altamira, *La Constitution et le régime politique dans la vie juridique des peuples*, série d'Espagne, p. 31..

lition pour la défense et l'amélioration des conditions de travail et de la vie économique.

3. *La fonction publique.* — A l'exemple de Weimar et de Dantzig, les Cortès espagnoles avaient fait introduire dans la Déclaration les principes du statut des fonctionnaires. Ceux-ci ont la garantie que les nominations, avancements et mises à la retraite auront lieu conformément aux lois, leur inamovibilité est également reconnue par l'Etat; toutes révocations, suspensions et mutations ne pourront avoir lieu que pour des causes justifiées prévues par la loi.

Mais par ailleurs, si un fonctionnaire public, dans l'exercice de sa charge, viole ses devoirs au préjudice d'un tiers, l'Etat ou la corporation dont il dépend sera rendu responsable subsidiairement des dommages et préjudices en résultant, ainsi qu'il sera déterminé par la loi.

Une disposition spéciale leur accorde le droit d'association et la liberté d'opinion, même les associations professionnelles de fonctionnaires pourront avoir recours aux tribunaux pour les actes de l'autorité supérieure portant atteinte à leurs droits (art. 41).

4. *La religion et les Eglises.* — Le problème religieux fut l'objet aux Cortès constituantes de débats passionnés. L'Eglise catholique, en effet, avait toujours bénéficié d'une situation privilégiée en tant que religion d'Etat, en vertu de l'article 11 de la Constitution de 1876, et constituait un obstacle traditionnel au régime de la liberté de conscience et des cultes.

Depuis longtemps, l'esprit démocratique aspirait à l'établissement d'un régime constitutionnel d'égalité juridique pour les croyances religieuses, les Eglises, les cultes et d'une façon générale en faveur des libres penseurs, ces derniers ayant eu souvent à souffrir de vexations, notamment en matière d'enterrement, de mariage et surtout d'enseignement primaire qui restait confié à l'Eglise. Mais l'intransigeance de l'Eglise s'était toujours opposée à toute tentative d'instauration d'un régime de neutralité de l'Etat sans séparation ni laïcisme agressif¹³.

Sous la dictature, l'Eglise chercha à consolider sa position en mettant à profit les tendances du régime et prêta un large

13. Posada, *Nouvelle Constitution espagnole*, op. cit., p. 145, et Marland, op. cit., p. 81.

appui à Primo de Rivera. L'inspiration des mesures malheureuses de la dictature, plus particulièrement de celle de la réforme universitaire de 1928, fut attribuée à quelques-uns des membres les plus qualifiés de l'Eglise : les Jésuites.

C'est pourquoi les députés des Cortès constituantes firent preuve en général d'hostilité envers les ordres religieux et leur imposèrent particulièrement des règles sévères. L'avant-projet de la Commission juridique comportait une formule qui impliquait la liberté des cultes et la neutralité de l'Etat; s'inspirant de la Déclaration de Weimar, il déclarait que l'Eglise catholique serait considérée « comme corporation de droit public ». Mais le projet de la Commission des Cortès usa de plus de rigueur encore envers le catholicisme. « L'Etat dissoudra les ordres religieux, spécifia-t-il, et nationalisera leurs biens. »

La question religieuse fut débattue aux Cortès constituantes du 8 au 14 octobre, les républicains proposaient de nombreuses solutions. Alcala Zamora et Milguíades Alvarez estimaient indispensable de négocier un nouveau Concordat avec le Pape. Ortega y Gasset et Azana soutenaient l'idée de faire de l'Eglise une corporation de droit public. Du côté des radicaux, Guerra del Río n'envisageait que l'interdiction des biens de mainmorte et des entreprises industrielles exploitées par les religieux, mais réclamait l'expulsion des Jésuites. Les radicaux-socialistes demandaient purement et simplement la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Au sein des catholiques, Gil Robles admettait la séparation, puisqu'il s'agissait « de deux unités constituant des sociétés parfaites et poursuivant des objets différents¹⁴. Tous les autres se prononçaient en faveur de la religion et pour les relations directes avec Rome.

En dépit de l'extrême gauche qui réclamait la dissolution de toutes les congrégations et de l'extrême droite qui exigeait le maintien du statu quo, la solution intervint finalement, votée par les socialistes, les radicaux, les fédéraux et la gauche catalane, et malgré l'opposition des agrariens, des Basco-Navarrais et d'une part des républicains; les radicaux-socialistes s'abstinrent¹⁵. Les Cortès étant dominées par un esprit non seulement

14. Cité par Marland, *op. cit.*, p. 84.

15. Voir Marland, *op. cit.*, p. 84.

anticonfessionnel, mais laïque, une solution transactionnelle, même inspirée d'une neutralité juridique pacificatrice, paraissait difficile. Aussi, après le vote, les députés catholiques abandonnèrent-ils les Cortès; Alcalá Zamora et Miguel Maura donnèrent leur démission¹⁶.

La solution des questions religieuses votée par les Cortès peut se résumer en deux formules : l'une rectifie le régime de tolérance de la Constitution de 1876 pour les non-catholiques par l'affirmation des libertés de conscience et des cultes; l'autre soumet les ordres religieux à une loi spéciale.

Conformément au principe posé par l'article 3, l'Etat espagnol n'a pas de religion officielle, et le libre exercice de toute religion n'a pour limite que le respect dû aux exigences de la morale. Toutefois, les manifestations publiques du culte doivent dans chaque cas être autorisées par le gouvernement. Afin d'éviter les vexations semblables à celles dont avaient parfois été l'objet les non-catholiques en matière d'enterrement, les cimetières sont soumis exclusivement à l'autorité civile et il ne peut y avoir de séparations établies pour des motifs religieux (art. 27).

Les dispositions vis-à-vis des confessions sont des plus sévères. Toutes les confessions religieuses seront considérées comme des associations soumises à une loi spéciale, et l'Etat ou l'autorité publique ne pourront entretenir, favoriser, ni fournir l'aide économique aux Eglises, confessions ou institutions religieuses. De plus, la Déclaration annonce la dissolution de certains ordres religieux; bien que le texte ne les désigne pas, celui des Jésuites est visé très ouvertement par le législateur. L'interdiction faite aux autres ordres religieux d'exercer l'enseignement déterminera l'abstention des catholiques¹⁷.

L'émotion fut vive dans les milieux catholiques à l'annonce de la décision prise par les Cortès. En violation du principe de la liberté des cultes, celle-ci ne peut se justifier que grâce à la doctrine selon laquelle l'Etat, bien que ne reconnaissant pas l'existence légale des vœux religieux, doit tenir compte de leurs effets pratiques, dans ce qu'ils demeurent contraires à la sûreté générale, donc à l'ordre public. Dans tous les pays, la liberté étant limitée par le respect de l'ordre public, l'Etat

16. Posada, *Nob. Von. Esp., op. cit.*, pp. 152, 153 et 154.

17. Posada, *op. cit.*, pp. 153-259 et 260.

aurait ainsi le droit de supprimer les ordres religieux quand ils sont nuisibles à l'intérêt du pays. Néanmoins, les Cortès se laissèrent entraîner par un certain esprit de revanche contre les traditionnelles intransigeances de l'Eglise en Espagne; elles ne surent pas dominer leur ardeur laïque pour se maintenir dans les limites d'une neutralité juridique conforme à la liberté des croyances religieuses et des cultes¹⁸.

5. *L'enseignement et les écoles.* — Les dispositions se rapportant à l'enseignement et aux écoles sont, dans la Déclaration espagnole, extrêmement détaillées. Elle proclame d'abord la gratuité de l'enseignement primaire qu'elle rend obligatoire, comme le font d'ailleurs toutes les Déclarations des Droits d'après guerre. Nous distinguerons seulement ici quelques-uns des points les plus importants des interventions qui se sont produites aux Cortès constituantes à cet égard. M. Botella, au nom de la Commission parlementaire, déclara que l'école unique laïque, gratuite et obligatoire était la seule qui permit à tous les enfants de recevoir l'enseignement. Mais, spécialiste en la matière, lona les avantages de l'école unique au point de vue technique¹⁹.

Malgré d'aussi puissantes influences, les Cortès n'en retinrent cependant qu'une partie. Elle proclame que l'Etat a à sa charge l'instruction des citoyens et y pourvoira au moyen d'institutions éducatives unies entre elles par le système de l'école unifiée. Unifiée ne veut pas dire unique. Des établissements privés pourront être créés, mais les méthodes d'enseignement devront être partout conformes à des règles uniformes tracées par l'Etat (art. 48). Elle ajoute que ce dernier exercera l'inspection suprême sur tout le territoire national, afin d'assurer l'accomplissement de ces dispositions (art. 50).

La Déclaration proclame la liberté de la chaire; elle déclare que l'enseignement sera laïque et fera du travail le but de son activité méthodologique et qu'il s'inspirera des idéals de solidarité humaine (art. 48, al. 5). Ainsi, le libéralisme qui l'inspire prend une teinte sociale.

Elle prévoit l'aide de l'Etat aux étudiants pauvres à tous les degrés de l'enseignement. Le principe ainsi énoncé avait

18. Marland, *op. cit.*, p. 87.

19. D'Ascoli, *op. cit.*, p. 194-195.

été déjà l'objet d'un décret du 13 mai, réorganisant provisoirement les établissements scolaires et universitaires; il est d'ailleurs conforme aux principes démocratiques, puisqu'il permet aux enfants les mieux doués, et non plus seulement aux plus riches, de recevoir une instruction conforme à leurs aptitudes.

Elle décide enfin que seul l'Etat délivrera des titres académiques et professionnels, même dans les établissements des régions autonomes; elle annonce une loi sur l'instruction publique qui fixera l'âge scolaire, la durée des périodes de scolarité, le contenu des programmes pédagogiques et les conditions auxquelles l'enseignement dans les établissements privés pourra être autorisé.

La Déclaration accorde que les régions autonomes pourront organiser l'enseignement dans leurs langues respectives, mais, pour la défense du grand instrument d'expansion intellectuelle qu'est la langue castillane, œuvre glorieuse de la race, elle ajoute que son étude sera partout rendue obligatoire et qu'elle devra être employée comme instrument de l'enseignement dans tous les centres d'instruction primaire et secondaire des régions autonomes. Elle énonce encore que l'Etat pourra maintenir ou créer dans les régions autonomes des centres d'enseignement à tous les degrés où l'instruction sera donnée dans la langue officielle de la République et que l'Etat organisera l'expansion du catillan non seulement à l'intérieur de l'Espagne, mais dans tous pays de même langue et spécialement dans les pays hispano-américains, en prévoyant la création de missions et de centres d'études²⁰ (art. 49).

IV. — Vie économique

Les tendances économiques et sociales de toutes les Déclarations des Droits d'après guerre en général et de la Déclaration espagnole en particulier se révèlent par l'apparition de nouveaux concepts entièrement étrangers aux déclarations de 1789 ou à peine esquissés dans ces déclarations. Il en est ainsi spécialement pour la question de la propriété et du travail. A ce point de vue, la Déclaration espagnole est plus socialisante

20. P. Marland, *op. cit.*, p. 106-109, et d'Ascoli, *op. cit.*, p. 194-195.

quant au droit de propriété et plus détaillée pour le droit du travail que toutes les nouvelles Déclarations des Droits; elle ne créa pas certains organismes économiques pour améliorer directement la vie économique par l'Etat, comme l'Allemagne, la Pologne et la Yougoslavie.

1. *Droit de propriété.* — En ce qui concerne la propriété, la conception traditionnelle du droit subjectif du propriétaire se transforme et fait place dans la Déclaration espagnole à la nouvelle conception de la propriété fonction sociale que consacrait déjà la Déclaration allemande de Weimar. Le parti socialiste fit sentir son influence sur les Cortès qui, sans accepter la formule du projet prévoyant la « socialisation graduelle de la propriété », adoptèrent cependant l'expropriation forcée pour cause d'utilité sociale, moyennant une indemnité adéquate; toutefois, les Cortès constituanes adoptèrent une solution intermédiaire entre celle de l'avant-projet de la Commission juridique, qui prévoyait toujours une indemnité, et celle du projet de la Commission parlementaire, qui n'en prévoyait jamais. Il fut décidé, en effet, qu'une loi approuvée par un vote de la majorité absolue des Cortès pourrait exproprier sans indemnité (art. 44, al. 2). La Déclaration espagnole paraît à ce point de vue la plus hardie de celles d'après guerre²¹.

La Déclaration proclame, en outre, que la socialisation de la propriété pourra être décidée dans les mêmes conditions. Cette disposition n'aura d'autre valeur pratique que celle que voudront bien lui donner les Cortès; elle est moins agressive que celle du projet prévoyant la socialisation graduelle de la terre, ce qui permettait de dire au rapporteur de la Commission parlementaire : « On fait au régime bourgeois la concession de reconnaître la propriété privée et à la classe ouvrière la concession de lui laisser la possibilité de socialiser peu à peu la terre²². » Le député socialiste Bujeda fit remarquer également aux Cortès que la solution proposée était acceptée par son parti dans un esprit de conciliation, mais qu'elle n'était pas l'expression de ses principes qui auraient exigé une socialisation générale, immédiate, de la propriété. D'après lui, les dispositions adoptées ne seraient que le point de départ d'un

21. P. Marland, *op. cit.*, p. 112-113.

22. Voir la citation de Marland, *op. cit.*, p. 114.

grand programme de réformes destiné à faire place à l'économie individualiste, cause de la crise actuelle dans le monde. Il termina en rappelant que les Déclarations non socialistes de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie limitaient le droit de propriété et déclara qu'il ne concevait pas une économie libérale, mais une économie soumise à sa fonction sociale²³.

Au sujet de la propriété industrielle et commerciale, la Déclaration prévoit à l'article 33 que la liberté de l'industrie et du commerce peut subir des restrictions en vertu de la loi pour « les raisons économiques et sociales d'intérêt général ». Faisant application de ce principe, elle soumet les volontés économiques individuelles à la volonté nationale, en prévoyant deux hypothèses : la transformation de la propriété privée en propriété collective et la participation de l'Etat à l'administration des entreprises.

La nationalisation des services publics et des exploitations qui affecte l'intérêt général (art. 44, al. 3) n'est que l'application au domaine industriel et commercial des mesures prises au sujet de la propriété foncière, alors que l'intervention de l'Etat dans l'exploitation et la coordination d'industries privées (art. 44, al. 4) relève au contraire du domaine commercial et industriel.

La Déclaration énonce enfin que toute la richesse artistique et historique du pays, quel qu'en soit le propriétaire, constitue le trésor culturel de la nation et qu'il est placé sous la sauvegarde de l'Etat; son exportation et son aliénation peuvent même être interdites (art. 45).

2. *Le droit au travail.* — La Déclaration espagnole a suivi exactement l'esprit de la Déclaration de Weimar, en proclamant que le travail sous ses formes diverses est une obligation sociale. En même temps, elle reconnaît que le travail jouira de la protection de l'Etat et que la République assurera à tout travailleur les conditions nécessaires à une existence digne (art. 46, al. 1 et 2). Sous l'effet de la conception de la solidarité sociale, elle confirme que l'individu a le devoir social du travail et que l'Etat a le nouveau devoir de protéger le travailleur et de lui assurer son existence à vie.

23. Cité par P. Marland, *op. cit.*, p. 114.

Les principes généraux établis, elle se procupe ensuite, par voie de conséquence, de déterminer une législation sociale devant régir les assurances pour maladie, accident, chômage, vieillesse, invalidité et mort; le travail des femmes et des enfants spécialement, la protection de la maternité; la journée de travail et le salaire minimum et familial; les vacances annuelles payées et enfin la situation du travailleur espagnol à l'étranger. Ces dispositions ont été tout au moins pour une grande partie incorporées dans le Code du travail en vigueur ou dans les traités et lois spéciales²⁴.

D'autre part, étant donné l'esprit des Cortès constituantes, et vu l'importance accordée par ses éléments prédominants au problème agraire et à la condition du paysan en Espagne, pays dans lequel l'agriculture occupe des millions de personnes, la Déclaration étend aussi sa protection tutélaire à la campagne, en déclarant qu'il faudra légiférer « sur le bien de famille insaisissable et exempt de toute catégorie d'impôt, sur le crédit agricole, l'indemnité pour perte de récoltes, les coopératives de production et de consommation, les caisses de prévoyance, les écoles pratiques d'agriculture et les fermes d'expériences d'agriculture et d'élevage, travaux d'irrigation et voies rurales de communication », ainsi que la protection légale des pêcheurs (art. 47).

La Déclaration énonce aussi que la législation sociale se préoccupera des institutions coopératives, des relations économiques et juridiques des facteurs concourant à la production, de la participation des ouvriers à la direction, à l'administration et aux bénéfices des entreprises, et de tout ce qui peut concerner la protection des travailleurs. Elle n'a pas cependant prévu d'organismes économiques commandant la direction de la vie économique ainsi que les relations économiques des individus.

24. Posada, *op. cit.*, pp. 161, 162, 163.

DEUXIEME PARTIE

ETUDE SYNTHETIQUE DES NOUVELLES DECLARATIONS DE DROITS

Nous venons d'analyser en détail les nouvelles Déclarations de Droits de neuf nations, Déclarations nées au lendemain de la guerre mondiale, à l'exception de celle de l'Espagne, issue de la Révolution de 1930-1931.

Nous pouvons établir les sources politiques directes de ces nouvelles Déclarations, d'après les grandes lignes suivantes :

1° La *Déclaration allemande*, sous le titre : « *Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands* », promulguée le 11 août 1919, est l'œuvre des social-démocrates, des centristes et des démocrates.

2° La *Déclaration techécoslovaque*, ou « *Droits, Libertés et Devoirs des Citoyens* », promulguée le 29 février 1920, fut votée par une coalition des social-démocrates, des socialistes nationaux et des agrariens, avec la collaboration des Slovaques, contre le Parti National démocratique et le Parti Catholique.

3° La *Déclaration yougoslave*, qui se présente comme un exposé des « *Droits et Devoirs fondamentaux des Citoyens* », promulguée le 28 juin 1921, fut votée par les Partis Démocrate, Radical, Yougoslave-Musulman et Parti Slovène, malgré l'opposition des Social-démocrates, des Paysans de Serbie et des Républicains.

4° La *Déclaration roumaine*, intitulée « *Droits des Roumains* », sanctionnée le 29 mars 1923, fut votée par 260 libéraux, en dépit de l'opposition des 62 nationaux paysans.

5° La *Déclaration polonaise* : « *Devoirs et Droits généraux des Citoyens* », promulguée le 17 mars 1921, fut élaborée par

les partis de la droite (Union nationale populaire et Nationaux démocrates), qui dominaient la Diète à une faible majorité.

6° La *Déclaration lithuanienne* : « *Citoyens Lithuaniens et leurs Droits* », promulguée le 3 août 1922, est l'œuvre des chrétiens démocrates qui dominaient nettement le Seimas constituant.

7° La *Déclaration esthonienne* : « *Droits des Citoyens esthoniens* », promulguée le 15 juin 1920, fut élaborée par les socialistes, plus nombreux dans la Constituante; elle subit la forte influence des partis du centre.

8° La *Déclaration de Dantzig* : « *Droits et Devoirs fondamentaux des Citoyens* », promulguée le 11 mars 1922, est l'œuvre des social-démocrates et des centristes, sous l'influence des nationalistes allemands.

9° La *Déclaration espagnole* : « *Droits et Devoirs des Espagnols* », promulguée le 9 décembre 1931, est l'œuvre des socialistes, radicaux et progressistes; elle fut influencée par les Catalans et l'Action nationale.

Ces différentes sources politiques n'altèrent en rien les nouvelles tendances générales distinguant ces Déclarations de Droits d'après guerre.

Aussi examinerons-nous maintenant, sous la forme synthétique, les idées directrices qui commandent ces Déclarations, en les groupant sous quatre divisions essentielles : le principe de l'égalité; les droits et devoirs de l'individu, ceux des collectivités, et enfin les dispositions ayant pour objet la vie économique.

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DE L'EGALITE

I. — Egalité de droits

L'égalité est un des principaux objets de la Déclaration des Droits classique. La Déclaration française de 1789 proclame en ces termes l'égalité de tous les membres de la société : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » (Art. 1^{er}.)

Dans la Déclaration de 1793, l'égalité figure au premier rang, parmi les autres droits naturels, et comme la première elle dit : « Ces droits sont : l'égalité, la liberté, la sûreté à la propriété. » Elle a ajouté : « Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi. » (Art. 2 et 3.) En l'an III encore, l'égalité est inscrite au nombre des droits de l'homme, mais au second rang, après la liberté (art. 1^{er}).

Il ne s'agit que d'une égalité en droit. L'égalité de fait n'existe pas et n'existera jamais, car, de par la nature, les hommes sont inégaux au point de vue intellectuel, moral et physique. La société elle-même a tout intérêt à donner aux meilleurs de ses membres un rôle correspondant à leurs facultés; il n'y a donc pas d'obligation pour l'Etat de faire disparaître les inégalités de fait, mais seulement d'assurer à tous une protection. Une application absolue et mathématique de l'égalité entre les hommes va à l'encontre de la réalité¹. Il est d'autre part difficile de concevoir l'égalité comme un droit, ou du moins comme un droit distinct des autres droits; elle est la résultante des droits dérivant pour les hommes de leur

1. L. Duguit, *Traité de Droit Constitutionnel*, T. 3, pp. 582 et suiv.

qualité d'hommes. Si l'on faisait de l'égalité un droit, on devrait en conclure que les individus auraient droit à ce que l'Etat fit, dans la mesure du possible, disparaître les inégalités existant en fait.

Ce que l'on appelle égalité n'est qu'une égalité devant la loi ou une égalité de droits légaux². Le principe est pour nous, que chacun dirige sa vie sociale en usant des mêmes droits et des mêmes devoirs. On se borne à donner à chaque individu les mêmes moyens juridiques d'action pour abattre les obstacles qui, dans les régimes aristocratiques, provenaient des privilèges de classe. On ne lui assure et on ne saurait lui assurer les mêmes résultats. C'est dans cet esprit que les nouvelles Déclarations des Droits plaçaient le principe de l'égalité, au début de chacune d'elles, en déclarant : « Tous les citoyens sont égaux devant la loi où tous les citoyens jouissent des mêmes droits et devoirs établis par les lois. » Elles n'ont aucunement considéré que l'égalité est un droit. (Allemagne, art. 109; Pologne, art. 96; Dantzig, art. 73; Tchécoslovaquie, art. 106; Yougoslavie, art. 4; Roumanie, art. 8, 10, 17; Esthonie, art. 6; Lithuanie, art. 40; Espagne, art. 25.)

Un certain nombre d'applications du principe de l'égalité ainsi compris par les Déclarations d'après-guerre doit spécialement retenir notre attention.

1° L'égalité sociale, c'est-à-dire la suppression des privilèges de naissance et de caste (Allemagne, Pologne, Dantzig, Yougoslavie, Roumanie) où l'abolition des distinctions de classes, de religions (Esthonie, Lithuanie), des professions (Tchécoslovaquie), de fortune et de filiations (Espagne).

2° L'égalité devant la jouissance des droits individuels (l'Espagne exceptée qui prit certaines mesures contre les congréganistes).

3° L'égalité devant la justice, l'égalité de peine pour un même délit;

4° L'égalité devant l'impôt;

5° L'égalité d'admission aux places et aux emplois;

6° L'égalité devant le service militaire.

La liste d'applications du principe de l'égalité est ainsi complète, mais nous faisons remarquer par la suite certaines

2. M. Hauriaut, *Précis de Droit Constitutionnel*, p. 638.

applications tout à fait ignorées des anciennes Déclarations du XVIII^e siècle.

Nous venons de vous signaler l'égalité des races et l'égalité des sexes qui constituent des problèmes nouveaux apportés dans les Déclarations des Droits d'après-guerre et appelant la protection des minorités et les droits politiques des femmes.

II. — Protection des droits des minorités

Apport nouveau dans les Déclarations des Droits d'après-guerre, venons-nous de dire.

La différence entre les Droits de l'Homme et ceux des minorités consiste essentiellement dans leur système de défense : les Droits de l'Homme sont protégés par la procédure du droit interne, alors que les Droits des minorités le sont par une procédure à la fois interne et internationale³. Au point de vue de leur substance, les droits des minorités sont une variante des Droits de l'Homme, avec fondement identique, mais application totalement différente.

Les principes de la protection des minorités sont imposés par les traités de paix de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon et par le traité entre les principales puissances alliées et associées et la Pologne (protection des minorités).

Les nouveaux Etats sont nés en effet du principe des peuples à disposer d'eux-mêmes; mais ils ont, du fait d'un long passé, possédé des peuples autres que les nationaux d'origine. Quelques statistiques dressées au lendemain de la formation de ces nouveaux Etats, font ressortir l'importance des dites minorités.

En Tchécoslovaquie⁴, le recensement du 1^{er} décembre 1930 donne les chiffres suivants : Tchécoslovaques 9.688.770, soit 66,9 %; Allemands 3.231.688, soit 22,3 %; Magyars 691.923, soit 4,8 %; Ruthènes 549.169, soit 3,8 %; Juifs 186.642, soit 1,3 %; Polonais 81.737, soit 0,6 %; divers 299.607.

Selon une statistique de 1921, la Yougoslavie se composait de 8.946.884 Serbes et Croates, 1.024.761 Slovènes, soit 79 % de

3. B. Mirkine-Guetzevitch, *Droit Constitutionnel International*, Sirey, Paris, 1933, pp. 178-19.

4. Tibal, *La Tchécoslovaquie*, p. 67.

la population totale (12.017.323). Il faut y ajouter Allemands 573.472, soit 4,8 %; Magyars 467.658 (3,9 %); Albanais 441.740 (3,7 %); Roumains, 229.398 (1,9 %) et Tchèques 117.000, soit 0,9 %⁶.

La Roumanie, d'après le recensement d'avril 1927, et à part 12.446.802 Roumains, soit 73,4 % de la population totale 16 millions 940.000, comptait : 1.307.543 Magyars (7,7 %), 779.993 Juifs (4,7 %), 723.000 Allemands (4,3 %), 448.336 Ukrainiens (2,6 %), 357.881 Bulgares (2,1 %), 308.102 Russes (1,3 %), 56.747 Serbes (0,3 %), 291.150 divers (1,7 %)⁵.

Sur une population de 32.132.936, la Pologne en 1931 apparaissait avec : Polonais 23.097.000, soit 75 %; Ruthènes 5.000.000 (14 %); Blanc-Ruthènes 1.500.000 (4,7 %); Juifs 3.000.000 (9,4 %); Allemands 1.100.000 (4,3 %); Russes 200.000 (0,56 %); Lithuaniens 100.000 (0,28 %) et Tchèques 30.000 (0,084 %)⁷.

En Lithanie, le premier recensement de la population effectué le 17 septembre 1923 dans la Lithuanie proprement dite et le 2 janvier 1925 sur le territoire de Klaipida (Memel) donna le chiffre global de 2.170.616 habitants. Les Lithuaniens, au nombre de 1.739.489, représentent 80,6 % de la population. Les minorités se répartissent ainsi : Juifs 154.321, soit 7,2 %; Allemands 88.568 (4,1 %); Polonais 65.628 (3 %); Russes et Blanc-Ruthènes 50.727 (2,4 %); autres nationalités 60.777, soit 2,7 %⁹.

L'Esthonie enfin, sur 1.228.903 citoyens, enregistrait en 1922 1.107.059 Esthoniens, soit 90 %; les minorités ressortaient avec : Russes 91.109 (7,4 %); Allemands 18.319 (1,5 %); Suédois 7.850 (0,7 %); Juifs 4.566 (0,3 %)¹⁰.

La ville de Dantzig, d'après la statistique de 1923, possède 366.730 Allemands, soit 97,8 % de la population et 12.627 Polonais (2,2 %)⁸.

Les minorités de ces divers pays, sont non seulement différentes d'origine et de race, mais surtout de langue et de religion. Au nom du principe des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'idée se dégage que l'on ne doit pas traiter les ressor-

5. Tibal, *La Roumanie*, p. 49.

6. C.-A. Macartney, *National States and National Minorities*, p. 517.

7. C.-A. Macartney, *op. cit.*, p. 514.

8. C.-A. Macartney, *op. cit.*, p. 514.

9. Bassin, *La Lithuanie*, p. 64.

10. Villecourt, *L'Esthonie*, p. 61 et C.-A. Macartney, *op. cit.*, p. 510.

fissants de ces minorités autrement ou plus mal que la majorité. Les principes de la protection des minorités sont ainsi imposés par les traités de paix de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon et par le traité dit des Minorités.

Conformément à ces traités, certaines déclarations affirment que tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race, de langue ou de religion, jouissent de toutes les libertés et de tous les droits établis par les lois et que la différence de race, de religion et de langue ne saurait constituer aucune entrave à l'obtention des droits civils et politiques, ainsi qu'à leur exercice (Roumanie, art. 5, Yougoslavie art. 4). D'autres vont plus loin et accordent constitutionnellement aux citoyens des minorités, le libre développement national et, en particulier, l'usage de leur langue maternelle en matière d'enseignement, d'administration et de justice (Tchécoslovaquie, art. 128 et 131; Pologne, art. 109 et 110; Esthonie, art. 21, 22, 23; Lithuanie, art. 73).

En matière d'enseignement, d'après ces Déclarations, les minorités nationales peuvent créer et diriger des institutions et des établissements à leurs propres frais; elles ont aussi le droit, dans des cas spéciaux, de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle. Par exemple, l'art. 131 de la Déclaration tchécoslovaque déclare : « Dans les limites fixées par la législation générale sur l'enseignement, dans les villes et districts habités par une proportion considérable de ressortissants parlant une langue autre que le tchécoslovaque, possibilité sera donnée aux enfants de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle. » Ce principe répond à l'article 9 du traité de Saint-Germain qui réclame des « facilités d'instruction pour les enfants dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants parlant une langue autre que le tchèque ».

Au sujet de l'usage de la langue, la Déclaration esthonienne, par exemple, dispose que si la langue officielle est « l'Esté », les citoyens de nationalité allemande, russe et suédoise ont le droit de s'adresser par écrit dans leur propre langue aux administrations centrales de l'Etat. Dans les localités où la majorité n'appartient pas aux Esthoniens, les organes de l'administration autonome pourront se servir de la

langue usuelle de la minorité ethnique la plus nombreuse, tout en réservant, bien entendu, aux citoyens le droit d'employer dans leurs rapports entre eux la langue d'Etat (art. 22 et 23).

Ces dispositions relatives aux droits des minorités sont, pour nous, conformes au principe de l'égalité.

En effet, l'affirmation de l'égalité entre les minorités et la majorité entraîne comme conséquence la jouissance des mêmes droits civils et politiques. D'autre part, certains droits spéciaux accordés aux minorités sont également une application organique de ce même principe d'égalité en tant qu'ils correspondent au libre développement national et en particulier à l'usage de la langue maternelle en matière d'enseignement, d'administration et de justice, ainsi qu'à la possibilité de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle.

De plus, si dans les nouvelles Déclarations, les droits de la majorité sont garantis — bien que soumis à des restrictions destinées à sauvegarder les intérêts de la collectivité, ils sont néanmoins accompagnés de devoirs spécifiques qui garantissent aussi, dans les mêmes conditions, les droits des minorités nationales.

La différence entre ces deux systèmes consiste seulement dans la procédure de la protection. L'infraction aux droits de la majorité du pays ne déclenche aucune protection internationale, alors que la violation des droits des minorités nationales découlant des traités internationaux, reçoit une protection spéciale internationale, soit de la Société des Nations, soit de la Cour permanente de Justice internationale¹¹.

En l'espèce, deux traits caractéristiques se dégagent donc : d'une part la protection des Droits de l'Homme a évolué du droit constitutionnel au droit international, de l'autre le rapport entre le droit interne et le droit des gens manifeste une tendance évoluant vers l'unité du droit.

III. — Droits politiques des femmes

La Déclaration des Droits de 1789 a proclamé que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit », mais

11. Voir A.-N. Mandelstam, *Les Droits Internationaux de l'Homme*, Edit. Internationales, Paris, 1931.

ni l'Assemblée nationale de 1789, ni la Convention de 1793 n'ont jamais songé à accorder des droits politiques aux femmes; les femmes françaises ne sont ni électrices, ni éligibles.

Au début du XVIII^e siècle où l'industrie commençait à se développer, le système économique gravite encore autour de la vie familiale; par sa vie familiale, la femme restait confinée au foyer domestique et n'était en rien associée à l'économie publique. Son incapacité à cet égard pouvait se comprendre du fait de son désintéressement de la vie politique. Depuis la guerre et par suite de la transformation de la structure économique et sociale, il n'en est plus ainsi. La femme est intimement mêlée à l'économie et à la vie publiques, elle travaille à l'atelier, à l'usine, dans les grands magasins, dans toutes les professions et tous les services publics. On peut dire qu'il n'y a pas un des rouages de la vie économique du pays à la marche duquel les femmes ne collaborent pas.

Les femmes paient les impôts aussi bien que les hommes; elles souffrent aussi bien que les hommes des conséquences de la législation et sont donc intéressées à la législation comme au développement de leur instruction.

Les Déclarations d'après-guerre ont suivi les tendances générales du droit public moderne et d'après le principe de l'égalité des sexes, ont accordé aux femmes les mêmes droits d'électorat et d'éligibilité que les hommes.

La Déclaration de Weimar du 11 août 1919, dont les auteurs prétendent qu'il n'en est pas de plus démocratique, a assimilé complètement les hommes et les femmes au point de vue des droits politiques en énonçant le principe général dans les termes suivants : « Tous les Allemands sont égaux devant la loi : hommes et femmes ont, en principe, les mêmes droits et les mêmes devoirs civiques (art. 109). Par application du principe, la Constitution proclama que les députés au Reichstag sont choisis au suffrage universel égal, direct et secret de tous les hommes et femmes de plus de 20 ans, sur la base de la représentation proportionnelle (art. 22) et impose à tous les pays dont la réunion forme le Reich « d'avoir une constitution d'Etat libre, la représentation du peuple devant être élue au suffrage universel égal, direct et secret par tous les Allemands

d'empire, hommes et femmes, selon le principe de la représentation proportionnelle » (art. 17).

En Tchécoslovaquie, l'égalité de sexe inscrite dans la Déclaration signifie que les hommes ne doivent pas jouir de privilèges politiques; la loi constitutionnelle n'établit aucune distinction entre les sexes ni pour l'électorat, ni pour l'éligibilité.

La Charte polonaise du 17 mars 1921 accorde l'électorat à tous les citoyens âgés de 21 ans accomplis, sans distinction de sexe (art. 12).

La Déclaration des Droits de la Ville libre de Dantzig reproduit à peu de chose près la formule de Weimar : « Tous les nationaux de la Ville libre sont égaux devant la loi. Hommes et femmes ont les mêmes droits et devoirs civiques » (art. 73).

La Lithuanie comme l'Esthonie ont, elles aussi, selon le principe qu'hommes et femmes sont égaux devant la loi, adopté le suffrage des femmes (Lithuanie, art. 21; Esthonie, art. 76).

La Déclaration des Droits des Roumains admet l'égalité des deux sexes, mais l'applique seulement aux droits civils des femmes; en ce qui concerne, pour elles, l'exercice des droits politiques, les conditions en seront déterminées par des lois spéciales votées à la majorité des deux tiers des suffrages (art. 6).

La Déclaration yougoslave, dite de Vidovdan, du 28 juin 1921 est la seule qui ait écarté le droit de vote des femmes¹².

Enfin, la Déclaration des Droits et Devoirs des Espagnols, en vertu du principe posé par elle-même que la distinction de sexe ne pourra servir de base à un privilège juridique, reconnaît les droits d'électorat et d'éligibilité aux femmes dans les mêmes conditions que les hommes (art. 36 et 53).

12. Voir première partie, chapitre II, *La Déclaration Yougoslave*, p.

CHAPITRE II

DROITS ET DEVOIRS DE L'INDIVIDU

I. — Conception de droit et devoir de l'individu

Dans les Déclarations classiques, la doctrine individualiste trouve son point de départ dans les « droits naturels ».

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit; le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme ». (Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, art. 1 et 2.)

« That all men are by nature equally free and independent, and have certain inherent right, of which when they enter into a state of society, they cannot, by any compact, deprive or divest their posterity. » (Bill of rights of Virginia.)

Exprimée en très peu de mots, la doctrine est fort nette. Sa conception s'appuie sur cette idée que l'homme, pré-existant à la société, a des droits naturels antérieurs à la société et qu'il apporte en entrant dans la société. De ce fait, découle une règle sociale dont le but est la protection de ces droits naturels.

Ces droits naturels sont des pouvoirs propres à la volonté des individus. Selon la doctrine individualiste, l'homme est, par nature, libre, indépendant, isolé, titulaire de droits dits naturels, indissolublement attachés à sa qualité d'homme. Lorsqu'il est entré dans la société, il y a conservé son autonomie, les pouvoirs propres qu'elle implique, ses droits naturels.

L'individualiste considère que la société s'est formée par le rapprochement volontaire et conscient des individus qui se sont réunis dans le but d'assurer la protection de leurs droits individuels naturels. Ainsi la formation de la société se présente comme le résultat d'une convention entre les hommes, d'un contrat social ou d'un contrat politique.

En fait, des restrictions sont apportées aux droits de chacun, mais seulement dans la mesure où elles sont rendues nécessaires pour assurer le libre exercice des droits de tous. L'Etat n'a d'autre but que de protéger, de sanctionner et de respecter les droits individuels de chacun¹.

C'est exactement dans cet esprit déjà décrit plus haut, que la Déclaration française de 1789 proclame : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui; ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi » (art. 4). « La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société » (art. 5). Un article inscrit non dans la Déclaration des Droits, mais dans le préambule de la Constitution de 1791, déclare : « Le pouvoir législatif ne pourra faire aucune loi qui porte atteinte et mette obstacle à l'exercice des droits naturels...¹ »

Incontestablement, cette doctrine individualiste ne peut être soutenue. Du point de vue théorique, un droit suppose forcément trois éléments : un sujet actif du droit, un objet de ce droit et enfin un sujet passif, c'est-à-dire un homme auquel le titulaire du droit peut l'opposer. Un homme isolé, sans relations avec ses semblables n'a pas, ne peut pas avoir de droits. Robinson, dans son île, n'a pas de droits. L'homme ne peut avoir de droits que lorsqu'il entre en relations avec d'autres hommes, c'est-à-dire lorsqu'il vit en société. Dès lors, on ne peut prétendre que l'homme, en entrant dans la société, apporte des droits qui s'imposent à elle, mais au contraire, c'est de la société seule qu'il tire tous ses droits².

Pratiquement, cette affirmation est aussi contredite par les faits. Toutes les études anthropologiques et sociologiques démontrent que l'homme, étant donné ses organes, sa constitution physiologique et psychologique, ne peut pas vivre seul, n'a jamais vécu seul, ne peut vivre qu'en société et n'a jamais vécu qu'en société. Toutes les sciences naturelles et les sciences sociales établissent d'une manière certaine que l'homme n'existait pas antérieurement à la société; il n'existe dans la

1. L. Duguit, *Souveraineté et Liberté*. Alcan, Paris, 1922, p. 129..

2. Duguit, *Souveraineté et Liberté*, p. 138.

société d'hommes qu'à partir du moment où il y a eu des hommes. Ainsi on ne peut pas poser l'homme naturel indépendant et isolé; on ne peut poser que l'homme social, ou plutôt on ne peut poser que la société³.

Cette conception individualiste des droits naturels réalisée par les Déclarations classique française et américaine, a été au contraire, par l'observation des faits, on affirme que l'homme rejetée par la plupart des juriconsultes contemporains. Tout me, à partir du moment où il fait partie de la société et devient un être social, est tenu par une série d'obligations, notamment celle de développer son activité physique, intellectuelle et morale et de ne rien faire qui entrave le développement de l'activité des autres, mais la favorise et l'aide dans la mesure où cela lui est possible⁴.

Cette doctrine était déjà, il y a plus d'un demi-siècle, exprimée par le célèbre sociologue Auguste Comte : « Le mot droit, dit-il, doit être autant écarté du vrai langage politique que le mot cause du vrai langage philosophique. De ces deux notions théologico-métaphysiques, l'une, celle du droit, est désormais immorale et anarchique, comme l'autre, celle de cause, est irrationnelle et sophistique... Il ne peut exister de droits véritables qu'autant que les pouvoirs réguliers émaneront de volontés surnaturelles. Pour lutter contre les autorités théologiques, la métaphysique des cinq derniers siècles introduisit de prétendus droits humains qui ne comportaient qu'un office négatif. Quand on a tenté de leur donner une destination vraiment organique, ils ont bientôt manifesté leur nature anti-sociale en tendant toujours à consacrer l'individualité. Dans l'Etat positif qui n'admet pas de titre céleste, l'idée de droit disparaît irrévocablement : chacun a des devoirs et envers tout, mais personne n'a aucun droit proprement dit. En d'autres termes, nul ne possède plus d'autres droits que celui de toujours faire son devoir⁵.

Mais quel est le fondement et quel est le contenu du devoir s'imposant à l'homme vivant en société?

Tous les hommes, dans la société, ont un double devoir à

3. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, p. 8, et Duguit, *Traité de Droit Constitutionnel*, T. I, p. 202-209.

4. Duguit, *Souveraineté et Liberté*, *op. cit.*, p. 142.

5. Auguste Comte, *Système de politique positive*, 4^e éd. 1899, p. 361.

remplir : un devoir négatif, celui de ne rien faire qui puisse empêcher les membres du groupe de développer leur activité physique, intellectuelle et morale et d'obtenir la réalisation des besoins communs à tous; un devoir positif, celui d'accomplir tout ce qui est en leur pouvoir, selon leurs aptitudes propres, pour assurer la réalisation et le développement de la solidarité sociale et organique, c'est-à-dire l'obligation de développer leur activité dans tous les domaines où elle est de nature à pouvoir s'exercer le plus efficacement et le plus utilement, suivant leur aptitude personnelle et leur situation spéciale dans la société⁶.

Cependant l'obligation pour l'homme de développer son activité dans tous les domaines, demeure plutôt une fonction sociale; le développement de cette activité lui donnera les pouvoirs d'assurer le mieux possible, par l'échange des services, la réalisation des besoins de tous. Ces pouvoirs, selon la terminologie juridique, s'appellent les libertés ou les droits; ainsi fondés sur la solidarité sociale, ils s'imposent à l'Etat qui se trouvera dans l'obligation de ne faire aucune loi susceptible de porter atteinte au libre développement de l'activité individuelle. Ces droits ou ces libertés, par leur fondement juridique, ne sont jamais absolus; l'Etat peut toutefois les limiter dans la mesure où il est nécessaire, soit pour protéger la liberté de tous, soit pour défendre l'intérêt de la collectivité. Autre conséquence pour l'Etat, celle de prendre certaines dispositions assurant à chacun la possibilité matérielle et morale de collaborer à la solidarité sociale. De ces dispositions naissent, d'une part les obligations positives de l'Etat, et de l'autre les devoirs fondamentaux de l'individu.

Cette conception nous apparaît aujourd'hui dominer la plupart des Déclarations d'après-guerre. Dans celles-ci, bien que la détermination des droits soit établie conformément aux formules des déclarations classiques, on la trouve encore accompagnée de la notion de devoir, soit que les devoirs fondamentaux y soient spécifiquement désignés et imposés aux individus, soit que les droits personnels apparaissent comme fondés et subordonnés à l'intérêt social et limités par eux.

Droits et devoirs fondamentaux reconnus ou imposés par

6. Duguît, *Souveraineté et Liberté*, op. cit., pp. 149-150.

les Déclarations ont donc pour but essentiel de répondre au développement de la solidarité.

II. — Liberté individuelle proprement dite

La liberté individuelle proprement dite, ou liberté physique, exprime la faculté que possède l'homme de pouvoir, à tous les moments de son existence, agir et se mouvoir librement sur le territoire de l'Etat. Juridiquement, aucune entrave ne doit être apportée par l'autorité à la liberté de ses mouvements et l'Etat lui-même doit la protéger contre tous les actes des particuliers ou des fonctionnaires susceptibles de le contrarier. Il ne peut exister de restriction à ces libertés que dans un but d'intérêt social, soit pour protéger les mêmes libertés chez autrui, soit pour maintenir l'ordre public. En droit positif, le système se manifeste par l'inviolabilité de la personne, l'inviolabilité du domicile, la liberté de la circulation et le secret des correspondances.

1. *L'inviolabilité de la personne.* — C'est la liberté fondamentale, car elle est condition essentielle de l'exercice de toutes les autres libertés; elle relève du système juridique où personne ne peut être arrêté, ou détenu ni soumis à toutes autres mesures de contrainte physique qu'en vertu d'une loi.

Toutes les nouvelles Déclarations d'après-guerre ont reconnu unanimement ces principes en déclarant que nul ne peut être soumis à un interrogatoire ou mis en état d'arrestation, ou privé de sa liberté de toute autre façon, hors les cas prévus par la loi (Yougoslavie art. 5, alin. 2; Allemagne art. 114, alin. 1; Dantzig art. 74, alin. 1; Lithuanie art. 11, alin. 1; Esthonie art. 8, alin. 1 et 2; Tchécoslovaquie art. 107, alin. 2; Pologne art. 97, alin. 1; Roumanie art. 11; alin. 1; Espagne art. 29, alin. 1).

La plupart de ces déclarations précisaient encore davantage et spécifiaient qu'aucune arrestation ne pouvait être opérée sans un ordre écrit, délivré par les autorités compétentes. Cet ordre doit être motivé et communiqué à la personne arrêtée au moment même de l'arrestation. S'il n'est pas possible, la Déclaration autorise les autorités chargées de l'instruction à communiquer l'ordre dans les vingt-quatre heures qui sui-

vent l'arrestation (Yougoslavie art. 5, alin. 3; Roumanie art. 11, alin. 3; Allemagne art. 114, alin. 2; Dantzig art. 74); seules, les Déclarations polonaise et lithuanienne accordaient un délai de quarante-huit heures (Pologne art. 97, alin. 2; Lithuanie art. 11, alin. 2) et la Déclaration esthonienne le fixait à trois jours (Esthonie art. 8, alin. 3).

Pour compléter ces garanties de l'inviolabilité de la personne, il eût été nécessaire, à notre avis, d'insérer dans la Déclaration certaines dispositions concernant la durée de la détention préventive ainsi que la mise en liberté provisoire. Il est vrai que de telles dispositions sont incluses au Code de Procédure criminelle, mais en raison de leur grande importance, nous eussions préféré que la Déclaration contînt des dispositions générales et qu'elle eût chargé le législateur de développer le principe consacré par elle.

Des Déclarations que nous étudions, seules celles de la Yougoslavie de 1921 et de l'Espagne de 1931, déterminent la durée de détention. La première dispose qu'un recours contre l'ordre d'arrestation peut être porté devant le tribunal compétent dans un délai de trois jours; si aucun recours n'a été soulevé dans ce délai, la décision doit être transmise d'office et dans les vingt-quatre heures au tribunal compétent; celui-ci est tenu de se prononcer sur le maintien ou l'annulation de l'arrestation dans le délai de deux jours; après six jours d'arrestation maximum, l'individu pourrait être mis en liberté (Yougoslavie art. 5, alin. 3).

La Déclaration espagnole décide que tout détenu sera mis en liberté ou remis à l'autorité judiciaire dans les vingt-quatre heures suivant la détention; toute détention cessera de produire effet ou sera transformée en emprisonnement soixante-douze heures après que le détenu aura été remis au juge compétent (Espagne art. 29, alin. 1 et 2), alors cela fera le délai maximum de quatre jours.

2. *L'inviolabilité du domicile.* — Toutes les Déclarations des Droits d'après-guerre ont reconnu l'inviolabilité du domicile. Celle de l'Espagne 1931 est la seule à mentionner et à spécifier que le domicile de l'étranger résidant en territoire espagnol est garanti de la même façon que celui des nationaux (Espagne art. 31, alin. 4).

Les autres ne font généralement aucune distinction et se bornent à déclarer que le domicile est inviolable (Estonie art. 10, Lituanie art. 12, Roumanie art. 13, Tchécoslovaquie art. 112, Yougoslavie art. 11, alin. 1; Pologne art. 100, Dantzig art. 75), ou même déterminent qu'il s'agit de celui des nationaux; la Déclaration de Weimar dit notamment : « Le domicile de tout Allemand est inviolable (Allemagne art. 115).

Toutefois les déclarations ménagent conformément au système juridique des Etats modernes, les intérêts de la société et apportent une restriction à cette inviolabilité; le juge compétent peut délivrer un mandat autorisant telle personne désignée à pénétrer dans un domicile. La Déclaration espagnole dispose spécialement que l'inventaire des papiers et des objets s'effectue toujours en présence de l'intéressé ou d'une personne de sa famille ou, à leur défaut, des deux voisins de la localité (Espagne art. 31, alin. 4).

3. *La liberté de circulation.* — Par voie de conséquence logique, toutes les déclarations garantissent la liberté de circulation. Sont reconnues libres la circulation dans le pays ou à l'étranger, ainsi que l'émigration et l'immigration. Cependant, une loi est prévue qui limitera cette liberté dans l'intérêt public (Allemagne art. 111 et 112; Dantzig art. 75 et 76; Espagne art. 31, alin. 1 et 2; Pologne art. 101; Tchécoslovaquie art. 108, alin. 1 et art. 110).

La Déclaration espagnole intervient en faveur de la liberté de circulation des délinquants politico-sociaux étrangers et interdit leur extradition (Espagne art. 30). Cette disposition fut introduite dans un esprit généreux en faveur des étrangers persécutés pour leurs idées politiques; mais elle allait à l'encontre des conventions existantes et violait certains traités d'extradition relevant du droit international.

4. *Le secret des correspondances.* — L'inviolabilité de la correspondance est comme les autres libertés individuelles, une adaptation du principe de déclarations classiques. Seulement, les Déclarations d'après-guerre se montrent sur ce point plus précises et peut-être plus démocratiques, ayant laissé à une loi le soin de fixer les exceptions à apporter au principe de l'inviolabilité de la correspondance (Allemagne art. 117; Dantzig art. 78; Pologne art. 106; Yougoslavie art. 17; Tchécoslovaquie

art. 116; Roumanie, art. 27; Lithuanie art. 17; Esthonie art. 14; Espagne art. 32).

Nous remarquons aussi que pour répondre aux réalités contemporaines, les Déclarations proclament le secret des correspondances non seulement postales, mais de formes analogues comme les correspondances téléphoniques et télégraphiques.

III. — Liberté de pensée

Le principe de la liberté de pensée, ou de la liberté d'opinion en général, est formulé dans la Déclaration française de 1789, en termes excellents : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi (art. 10).

Ainsi cette affirmation de la liberté de pensée donne à chacun, non seulement le droit intangible de penser et de croire intérieurement ce qu'il veut, mais encore le droit d'exprimer extérieurement et publiquement par la parole ou par l'écrit ce qu'il pense ou ce qu'il croit. La pensée doit être indépendante de toute règle établie par l'Etat; chacun doit pouvoir exprimer librement, sans autorisation préalable, tout ce qu'il pense, tout ce qu'il croit, mais cette liberté doit être limitée par le respect de la liberté d'autrui, ou par l'ordre public⁷.

La liberté de pensée comprend notamment, la liberté de la presse, la liberté du culte, la liberté d'enseignement, de droit, de réunion et le droit de pétition. Pour cette énumération, les Déclarations d'après-guerre ont encore suivi les Déclarations des Droits classiques.

1. *Liberté de la presse.* — Le principe de la liberté de presse est formulé expressément par les Déclarations françaises. C'est, d'une manière générale, le droit d'exprimer ses opinions et ses croyances par écrits imprimés, en quelque forme que ce soit, le livre, la brochure, la revue, le journal ou l'affiche, sans que ces publications soient soumises à aucune autorisation ou censure préalable et sauf, bien entendu, la responsabilité pénale et civile de leurs auteurs.

7. Duguît, *Traité, op. cit.*, T. V, p. 328.

Les Déclarations des Droits d'après-guerre ont généralement consacré le même principe en accordant à l'individu le droit d'exprimer sa pensée par écrits imprimés, images ou de toute autre manière; aucune condition de travail ou d'emploi ne peut le priver de ce droit et, partant, ni la censure, ni aucune autre mesure préventive ne pourra être établie pour l'apparition, la vente ou la distribution de toute publication (Allemagne art. 118; Dantzig art. 79; Esthonie art. 13; Lithuanie art. 15; Pologne art. 105; Roumanie art. 25; Yougoslavie art. 13; Tchécoslovaquie art. 113, alin. 1; Espagne art. 34).

Bien entendu, cette liberté, comme toutes les libertés, a pour limite la liberté d'autrui d'une part, l'ordre public et les bonnes mœurs d'autre part. La loi peut et doit donc intervenir pour prévoir et réprimer toute atteinte à la liberté d'autrui, de même que tout préjudice moral ou matériel occasionné à un individu par la voie de la presse. De même le législateur doit déterminer avec prudence les publications dangereuses pour la sécurité, pour la morale ou contenant provocation à des faits qualifiés crimes ou délits par la loi, mais cette intervention ne peut s'exercer que par voie de répression ou de réparation, non par voie préventive.

En ce sens, la Déclaration des Droits des Roumains et celle dite de Vidovdan de la Yougoslovaquie, nous témoignent que cette répression et cette réparation doivent être confiées à l'autorité judiciaire, soit devant les tribunaux ordinaires, soit devant les jurys (selon les cas déterminés par la loi (Roumanie art. 26, alin. 4; Yougoslavie art. 13, alin. 4).

Si la censure devait être établie, ce n'est seulement, comme le spécifie la Déclaration yougoslave, qu'en temps de guerre ou en cas de mobilisation et uniquement dans les cas prévus d'avance par la loi (art. 13, alin. 2).

Nous signalons une disposition particulière de la Déclaration de Weimar et de la Ville libre de Dantzig, soumettant le cinématographe à une censure spéciale (Allemagne art. 118, alin. 2; Dantzig art. 79, alin. 2). Cette disposition est, à notre avis, discutable, tout au moins théoriquement; si le cinématographe est considéré comme une forme de la manifestation de la pensée à l'instar de la presse, son exercice ne devrait

avoir pour limitation que l'ordre public ou le respect des bonnes mœurs.

2. *Liberté religieuse.* — La liberté religieuse, conséquence logique et directe de la liberté de pensée, est formellement reconnue par toutes les Déclarations d'après-guerre : elle permet à tout individu d'avoir sur les fins dernières de l'homme les conceptions qui lui paraissent justes et de manifester sa foi comme il l'entend.

Tout individu a incontestablement le droit de croire intérieurement ce qu'il veut en matière religieuse. La question de l'intervention de l'Etat ne peut se poser que lorsque les croyances religieuses se manifestent extérieurement, soit par un exposé verbal ou écrit, soit par la pratique du culte correspondant.

En effet, la liberté de conscience représente non seulement une liberté d'opinion, mais aussi la liberté du culte, la liberté pour le fidèle de pratiquer publiquement le culte correspondant à ses croyances.

De ce chef, il va sans dire que l'Etat a toujours le pouvoir et le devoir d'apporter certaines restrictions à la liberté de chacun, mais seulement dans la mesure où il est rendu nécessaire pour la protection de la liberté de tous, de l'ordre public et des bonnes mœurs du pays.

Dans cet esprit, les nouvelles Déclarations accordent à tous les habitants du pays une entière liberté de croyance et de conscience, et leur garantissent le libre exercice de la religion tant en public que dans le privé. Nul ne peut être astreint à une pratique ou à une cérémonie religieuse ne compromettant pas l'ordre public ni les bonnes mœurs (Allemagne art. 135 et 136; Dantzig art. 96; Esthonie art. 11; Lithuanie art. 13 et 84; Pologne art. 111 et 112; Roumanie art. 22; Yougoslavie art. 12; Tchécoslovaquie art. 122-125; Espagne art. 27).

3. *Liberté d'enseignement.* — De la liberté de pensée découle aussi la liberté d'enseignement, liberté reconnue par presque toutes les déclarations d'après-guerre.

Elles reconnaissent d'abord que l'art, la science et leur enseignement sont libres et imposent à l'Etat de les protéger et de les encourager (Allemagne art. 142; Dantzig art. 101; Esthonie art. 12; Pologne art. 16; Roumanie art. 24; Yougoslavie art. 16; Tchécoslovaquie art. 118).

Mais cette liberté elle-même soulève deux problèmes qui sont corrélatifs : droit d'enseigner et droit d'apprendre. Le droit d'enseigner est une manifestation de la liberté d'opinion, de la libre communication des pensées. Ainsi, tout individu a comme tel le droit d'enseigner aux autres, et publiquement, gratuitement ou non, ce qu'il sait ou croit savoir lui-même. L'Etat est-il obligé de ne faire aucune loi apportant des restrictions à ce droit des individus?

La Déclaration polonaise déclare que tout citoyen a le droit d'enseigner, mais à condition de satisfaire aux exigences de la loi en ce qui concerne la sécurité des enfants qui lui sont confiés. De ce fait, toutes les écoles privées sont soumises au contrôle des autorités de l'Etat dans les limites fixées par la loi (art. 116). La raison en est que l'enseignement ne s'adresse pas à des adultes dont la raison est formée, mais à des enfants qui n'ont pas encore leur liberté personnelle et dont l'instruction formera la pensée, à des enfants qui deviendront des citoyens. Or, l'Etat a le devoir, exigé par l'intérêt de la collectivité, de vouloir que ces enfants deviennent des citoyens capables de remplir les devoirs sociaux?

En ce qui concerne le droit d'apprendre, celui-ci ne saurait certainement se traduire par le droit pour tout individu de ne rien apprendre; l'obligation imposée à tous de recevoir au moins un enseignement primaire n'entrave pas la liberté individuelle, mais, au contraire, permet et assure le libre développement de l'activité de chacun. La question n'est pas de savoir si tout individu a le droit d'apprendre ce qu'il veut, principe incontestable, mais bien de tout savoir, si tout individu a le droit de choisir librement les maîtres qu'il lui plaît sans que le législateur puisse apporter aucune restriction. Aucune difficulté quand il s'agit d'individus adultes, celle-ci intervenant seulement au sujet de l'enfant mis dans l'impossibilité matérielle et morale de choisir lui-même ses maîtres.

La question se trouve tranchée par le droit du père de famille possédant en face des devoirs de l'Etat le devoir de nourrir, d'élever et d'instruire ses enfants, et dans lequel est inclus également le droit de choisir les maîtres qui dirigeront cette instruction.

Les deux questions, en apparence distinctes, sont, au fond,

étroitement liées l'une à l'autre. Les Déclarations d'après-guerre tenant compte de la réalité et de leur dépendance les ont réunies malgré leur complexité, en laissant au père de famille, pour ses enfants, la liberté d'enseignement, et en soumettant cet enseignement au contrôle de l'Etat.

IV. — Devoirs fondamentaux

Les anciennes Déclarations des Droits fondées sur la conception individualiste et sur la croyance à l'existence des droits naturels considéraient que l'homme a le droit de développer librement son activité physique, intellectuelle et morale. L'Etat ne saurait rien entreprendre qui soit susceptible de porter atteinte à ce droit, pour la même raison, l'Etat n'a pas à imposer d'autres obligations à l'individu que celles relatives aux charges contribuable et qui dérivent par des sous-entendus du principe de l'égalité.

Seule la Déclaration française de l'An III introduisit en regard des droits les devoirs de l'homme et du citoyen; l'énumération de ces devoirs, embrassant bien plus le domaine moral que le domaine juridique, ne saurait néanmoins exercer aucune influence restrictive sur les droits individuels⁸.

Les Déclarations d'après-guerre, par contre, adoptaient, nous le savons, une autre conception, la conception solidariste dans laquelle les droits individuels se trouvent limités par les devoirs passifs qui se traduisent par certaines restrictions au profit des intérêts de la collectivité. Davantage encore, elles contiennent, au regard des droits, une série spécifique de devoirs qui imposent à l'individu des obligations relatives, non seulement aux impôts, mais encore au service militaire et à l'instruction, toutes dispositions en contradiction absolue avec la conception individualiste et subjectiviste des droits naturels imprescriptibles et sacrés.

1. *Devoir de l'impôt.* — Le paiement de l'impôt est nécessaire pour l'organisation et la rémunération de tous les services publics dont tous profitent directement ou indirectement. Toute fraude fiscale constitue un manquement à ce devoir. Les déclarations classiques n'ont pas nié sa nécessité; bien qu'elles

8. Voir chapitre préliminaire : Les déclarations françaises..

ne l'aient pas érigé comme devoir de l'individu, elles l'incorporaient dans le principe de l'égalité.

Conformément aux réalités sociales, les Déclarations d'après-guerre proclament, elles, que tout citoyen, sans distinction, doit supporter les impôts et charges publiques (Allemagne art. 134, Dantzig art. 88, Pologne art. 92, Esthonie art. 83, Lithuanie art. 91, Yougoslavie art. 21, Tchécoslovaquie art. 111, Roumanie art. 8, Espagne art. 115). Le principe étant établi, on laissait l'Etat en régler les détails mais, afin de prévenir tout abus de pouvoir de l'Etat, il était spécifié que le citoyen ne devait l'impôt que conformément aux lois.

2. *Service militaire.* — Si regrettables que soient les guerres, on ne doit pas se dissimuler qu'elles seront toujours possibles jusqu'au jour où une organisation internationale aura à sa disposition une force militaire suffisante pour tenir en échec une puissance quelconque. Même elles seront d'autant plus fréquemment entreprises contre un pays, que celui-ci aura déclaré ne pas vouloir y recourir, ou ne s'y sera pas préparé, car ce pays sera le plus faible et l'on n'attaque que les faibles. Il peut donc être nécessaire d'assurer la sécurité extérieure du pays en demandant à chaque adulte de sacrifier quelques années de sa vie pour s'exercer dans le métier des armes en vue de défendre, le cas échéant, sa famille et sa nation.

Pour répondre à cette nécessité et conformément à l'idée du devoir de l'homme et du principe de l'égalité, les Déclarations d'après-guerre proclamaient l'obligation militaire pour tous les citoyens du pays, sans distinction d'origine, de classe, de religion et de race (Allemagne art. 133, Dantzig art. 89, Pologne art. 91, Lithuanie art. 75, Esthonie art. 78, Yougoslavie art. 21, Tchécoslovaquie art. 127, Roumanie art. 119, Espagne art. 37).

3. *L'obligation de l'instruction.* — L'obligation de l'instruction a fait longtemps l'objet de discussions très vives. L'Etat a-t-il le droit d'imposer à tous un minimum d'enseignement? Peut-il violer le principe de la liberté individuelle et déclarer l'enseignement primaire obligatoire pour tous?

De tout temps, les individualistes fervents ont repoussé l'obligation de l'enseignement comme contraire à la liberté, et particulièrement à la liberté du père de famille. Mais aujourd-

d'hui la conception solidariste de la liberté s'est substituée à la conception purement individualiste. De par la solidarité sociale, fondement du droit, ainsi que nous l'avons relaté plus haut, l'Etat comme les individus est obligé à la règle de droit de ne rien faire qui soit contraire à la solidarité sociale et d'accomplir tout ce qui peut développer l'activité individuelle permettant de répondre aux nécessités sociales. Or, il est de toute évidence que l'Etat ne viole pas ce principe en imposant à tous un minimum d'instruction, puisque cette instruction est la condition même du développement de l'activité individuelle.

De même l'enfant est une valeur sociale de premier ordre, peut-être la valeur sociale la plus élevée, et il n'est pas admissible qu'il puisse rester sans instruction, parce que la valeur sociale qu'il représente resterait alors inemployée et improductive. L'Etat a donc le droit d'exiger que chacun acquière un minimum d'instruction et il n'est pas permis à un père de famille de laisser ses enfants dans l'ignorance⁹.

C'est en s'inspirant de cette conception solidariste que les Déclarations de l'Allemagne (art. 120), de Dantzig (art. 81), de la Lithuanie (art. 78) et de l'Espagne (art. 43), proclament à peu près dans les mêmes termes que l'éducation des enfants, en vue de leur développement physique, intellectuel et social, est le premier devoir des parents.

L'obligation d'enseignement primaire est également établie par la plupart des nouvelles Déclarations des Droits (Allemagne art. 145, Dantzig art. 103, Pologne art. 118, Esthonie art. 12, Lithuanie art. 80, Yougoslavie art. 16, Roumanie art. 24, Espagne art. 48).

4. *Devoir social du travail.* — L'individu n'a plus seulement le droit de travailler; il en a le devoir. Cette obligation est pour la première fois affirmée dans la Déclaration des Droits.

Selon la conception individualiste, chacun a le droit d'agir, de travailler, d'employer son activité dans tous les domaines, mais personne n'y est obligé. Par conséquent, s'il plaît à quelqu'un de rester inactif, de n'accomplir aucun travail, nul n'a le droit de l'y contraindre. La conscience moderne s'élève énergiquement contre un pareil principe. Il n'est pas permis à un

9. Duguît, *Traité, op. cit.*, T. III, pp. 601 et 603; T. V, p. 350.

être, ayant la force physique nécessaire, de rester inactif. S'il ne travaille pas, s'il ne produit pas, il devient inutile pour la société, il manque au premier devoir que lui impose sa qualité d'homme social. Par application du principe de la solidarité sociale, chacun doit travailler suivant ses forces et ses aptitudes, et l'Etat peut et doit intervenir pour l'y contraindre, directement ou indirectement.

C'est dans cet esprit que la Déclaration des Droits et Devoirs des Allemands de 1919 déclare : « Tout Allemand a sans préjudice de sa liberté personnelle, le devoir moral d'employer ses forces intellectuelles et physiques conformément à l'intérêt de la collectivité » (art. 163) et que la Déclaration des Droits et Devoirs des Espagnols de 1931 proclame : « Le travail sous ses formes diverses, est une obligation sociale » (art. 46).

D'après ces dispositions, ce devoir de travailler n'est encore « qu'un devoir moral » ou « une obligation sociale » ; il n'est d'ailleurs prescrit aucune sanction pour le cas où ce devoir serait violé. Mais il peut être possible d'interpréter ces dispositions de telle sorte que la violation du devoir de travailler puisse entraîner des conséquences juridiques, ce qui aurait pour résultat de permettre une contrainte directe au cas de non exécution. Le citoyen qui ne travaille pas ou qui se laisse dominer dans son travail par des buts purement égoïstes ou contre l'intérêt de la collectivité, n'a plus droit à la protection de l'Etat.

Ces dispositions, d'autre part, présentent une grande importance du fait qu'elles sont devenues comme le point central de la loi et constituent véritablement dans la législation du travail une transition entre le monde ancien et le monde actuel. Auparavant, l'individu pouvait, sous la protection de la loi, aménager son travail à des fins purements égoïstes et pourvu que les formes extérieures de la loi fussent observées, n'avoir aucun égard aux intérêts de la collectivité. D'une façon générale, au siècle du libéralisme économique, dominait un égoïsme illimité appuyé sur la doctrine de l'individualisme pur. Désormais le travail étant devenu un devoir pour l'individu, chacun est obligé de fournir, dans l'intérêt de la collectivité, tout le travail productif dont il est capable, de même qu'il doit s'abste-

nir de toute action susceptible de nuire à l'intérêt social.

Ainsi peuvent se comprendre dans cet intérêt social, les limitations apportées à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, même à la propriété, appelée elle aussi, à remplir une fonction sociale.

CHAPITRE III

DROITS ET DEVOIRS DES COLLECTIVITES

I. — Famille

Les Déclarations d'après-guerre sont imprégnées des conceptions solidaristes proclamant après les droits et devoirs de l'individu, les droits et devoirs de certaines collectivités dont le rôle, particulièrement important dans la société avait été complètement négligé dans les Déclarations classiques.

Pour la première fois, la famille, fondement naturel de toute vie nationale ordonnée, se trouve mentionnée dans la Déclaration des Droits. Celle-ci formule les principes généraux qui doivent dominer la législation relative au mariage, à la protection de la maternité, à l'éducation de l'enfant, auxquels s'ajoutent les devoirs des parents.

1. *Législation du mariage.* — Le mariage, base de la vie de famille et d'où dépend le maintien de l'accroissement de la nation, est proclamé par les nouvelles Déclarations des Droits d'après-guerre, sous la protection particulière de l'Etat; il repose sur l'égalité des deux sexes (Allemagne, art. 119, al. 1; Dantzig, art. 80, al. 1; Lithuanie, art. 98; Yougoslavie, art. 28; Tchécoslovaquie, art. 126; Espagne, art. 43, al. 1). Sa dissolution pour raison de dissentiment réciproque ou sur la demande de l'un des conjoints avec allégation d'un juste motif, n'est pas exclue (Espagne, art. 43, al. 1).

2. *Protection de la famille.* — La Déclaration allemande et la Déclaration dantziquoise sont les plus détaillées en ce qui concerne la protection de la famille : elles reconnaissent

d'abord la famille comme base de la vie sociale et comme source primaire d'où découlent les mœurs et la culture du pays; aussi érigent-elles des directives législatives d'une portée sociale et politique considérable. D'un côté l'Etat a le droit et le devoir de veiller à l'hygiène, à la santé et à l'amélioration sociale de la famille; de l'autre, les familles nombreuses peuvent prétendre à des mesures de prévoyance compensatrices (Allemagne, art. 19, al. 2; Dantzig, art. 80, al. 2).

3. *Protection des enfants.* — Nous avons déjà indiqué l'importance des enfants dans la société. C'est ainsi que les Déclarations des Droits, notamment celles de l'Espagne, de l'Allemagne et de Dantzig imposent aux parents le devoir de nourrir, d'assister et d'instruire leurs enfants. Elles ajoutent que l'Etat veillera à l'accomplissement de ces devoirs et s'oblige subsidiairement à leur exécution (Espagne, art. 43, al. 2; Allemagne, art. 120; Dantzig, art. 81). L'Etat d'ailleurs a comme obligation générale de protéger la jeunesse, ce qui implique tout naturellement la protection et la sollicitude de la maternité (Espagne, art. 43, al. 5; Allemagne, art. 119, al. 3 et art. 122; Dantzig, art. 80, al. 3 et art. 83; Tchécoslovaquie, art. 126; Pologne, art. 103, al. 1; Yougoslavie, art. 27, al. 2).

Les Déclarations d'après-guerre proclament aussi que la Législation doit assurer aux enfants naturels, pour leur développement physique, intellectuel et social, les mêmes conditions qu'aux enfants légitimes (Allemagne, art. 121; Dantzig, art. 82; Espagne, art. 43, al. 3).

Ces dispositions sont tout à fait conformes aux réalités sociales, car l'enfant étant une valeur sociale de premier ordre, il ne peut être admissible s'il reste sans protection. D'où droits et devoirs des parents au regard des interventions et obligations positives de l'Etat.

II. — Associations et réunion

Les Déclarations françaises des Droits de l'homme de 1789 et de 1791, tout en proclamant le principe de la liberté individuelle avec ses diverses conséquences, liberté du travail, liberté de presse, liberté de réunion, ne reconnaissent point, cependant, la liberté d'association. Si l'homme a le droit de déve-

lopper librement son activité, il doit pourtant avoir celui de l'associer librement à celle des autres.

Pour adopter la terminologie déjà employée par les sociologues et les juristes contemporains, on dira que toute association est un état de solidarité par similitudes et par division du travail, unissant un certain nombre de personnes en vue d'un but déterminé. Tout groupe social, la nation elle-même est une association. Mais à l'intérieur même de l'association nationale, des groupements sociaux particuliers se forment et créent entre les personnes, membres de la nation, une solidarité particulière et plus étroite. De telles circonstances ne tendent point à diminuer ou à absorber la personnalité individuelle; elles favorisaient au contraire son plus large développement¹.

1. *Droit d'association.* — Non seulement les nouvelles Déclarations ont donné une énumération aussi complète que possible des droits sociaux, tels que le droit de réunion, le droit de pétition, inscrits dans les Déclarations classiques, mais toutes ont fait une part très étendue au droit d'association :

« Tous les Allemands ont le droit, dit l'article 124 de la Déclaration de Weimar, pour des buts qui ne sont pas contraires aux lois pénales, de former des sociétés ou associations. Ce droit ne peut être limité par des mesures préventives. » Le même article dispose expressément : « Toute association est libre d'acquérir la capacité juridique conformément aux prescriptions du droit civil. Cette capacité ne saurait lui être refusée pour le motif qu'elle poursuit un but politique, social ou religieux. »

Même énonciation dans la Déclaration de la Ville libre de Dantzig, art. 85.

La Déclaration polonaise de 1921 donne aussi aux citoyens le droit de constituer des sociétés et associations (art. 108).

La plupart des autres déclarations d'après-guerre, celles de Yougoslavie (art. 14), de Roumanie (art. 29), de Tchécoslovaquie (art. 113), de Lithuanie (art. 17) et d'Esthonie (art. 18), notamment, accordent aux citoyens, parmi les droits fondamentaux, celui d'association.

Par ailleurs, la liberté du travail et le droit d'association,

1. L. Duguit, *Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat*, édit. 1922, p. 121, et *Traité, op. cit.*, T. V, pp. 615-617.

impliquent logiquement que les individus peuvent librement s'associer ou, pour employer la terminologie courante, se *syndiquer*, pour travailler dans un but commun et défendre leurs intérêts professionnels. Conformément à ce principe, la Déclaration de Weimar et la Déclaration de Dantzig ont énoncé, dans des termes à peu près identiques, que la liberté de coalition pour la défense et l'amélioration des conditions du travail et de la vie économique, est garantie à chacun, ainsi qu'à toutes les professions : toutes conventions et dispositions tendant à limiter ou entraver cette liberté sont illicites (Allemagne, art. 159; Dantzig, art. 113).

La Déclaration des Droits espagnols de 1931 sur le même plan, garantit le droit de s'associer et de se syndiquer (art. 39).

2. *Droit de réunion.* — Le droit de réunion permet aux citoyens de s'assembler pour développer leur pensée, entendre exprimer une opinion, ou discuter d'un sujet quelconque. Le droit de réunion implique ainsi la liberté de pensée et d'opinion. S'il s'agit de réunion privée, il serait la conséquence même de la liberté individuelle et de l'inviolabilité du domicile, mais dès qu'il est parlé du droit de réunion, c'est toujours le droit de se réunir publiquement qui est envisagé.

Cette liberté de réunion était consacrée implicitement par la Déclaration des Droits de 1789 (art. 11) et était parfaitement définie par la Déclaration de 1791 : « La constitution garantit, dit-elle, comme droits naturels et civils... la liberté aux citoyens de s'assembler paisiblement et sans armes, en satisfaisant aux lois de police » (titre I^{er}, § 2^o).

D'après la conception solidariste, la liberté de réunion n'est plus un droit naturel de l'homme, mais l'une des conditions et conséquences naturelles de la vie en société. La garantie du droit de réunion repose, non pas sur la croyance à l'existence des droits naturels sacrés et imprescriptibles de l'homme, mais sur le développement de la solidarité sociale. Cette liberté doit donc, comme toutes les autres libertés, être limitée par l'intérêt social, l'ordre public et le respect des bonnes mœurs.

Conformément à cet esprit, les Déclarations d'après-guerre reconnaissent toutes le principe du droit de réunion, avec cette

2. L. Duguit, *Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat*, édit. 192, p. 121, et *Traité*, *op. cit.*, T. V, pp. 615-617.

restriction, que les citoyens doivent se réunir pacifiquement, sans armes, et ne pas troubler la tranquillité publique (Allemagne, art. 123; Dantzig, art. 84; Esthonie, art. 18, al. 1; Lithuanie, art. 16; Pologne, art. 108; Roumanie, art. 28; Yougoslavie, art. 14; Tchécoslovaquie, art. 113, al. 1 et 3; Espagne, art. 38).

Quant aux réunions en plein air et aux manifestations sur la voie publique qui entraveraient la circulation, elles sont soumises à la formalité d'une déclaration préalable et peuvent être interdites en cas de danger immédiat pour la sécurité publique.

3. *Droit de pétition.* — Le Droit de pétition est une forme à la fois de la liberté d'opinion et de la liberté individuelle, proprement dite, c'est le droit qui appartient à l'individu d'adresser aux organismes ou agents publics un écrit où il exprime des opinions, des demandes ou des plaintes.

Le Droit de pétition n'était pas expressément mentionné dans la Déclaration française des Droits de 1789, mais il était proclamé et garanti parmi les Droits naturels et civils de la Déclaration de 1791 : « La liberté d'adresser aux autorités constituées des pétitions signées individuellement » (titre I^{er}, § 3).

Les Déclarations des Droits d'après-guerre ont suivi l'exemple des Déclaration classiques, en accordant le droit de pétition, aux citoyens, avec un élargissement logique. La pétition peut être adressée à l'autorité compétente ou à l'Assemblée représentative, non seulement par des individus isolés, mais aussi par la collectivité ou une personne morale (Allemagne, art. 126; Pologne, art. 108; Yougoslavie, art. 15; Tchécoslovaquie, art. 115; Roumanie, art. 30; Espagne, art. 35; Esthonie, art. 15). C'est une conséquence naturelle du droit d'association; si des associations de formes diverses, telles associations, société et syndicat, ont obtenu la personnalité morale, elles peuvent exercer logiquement la défense de l'intérêt collectif ainsi que celle d'un de leurs membres, en adressant par écrit des pétitions ou réclamations aux autorités compétentes.

La Déclaration de la Lithuanie a admis le droit de pétition au Seimas, il serait mieux de dire : le droit d'initiative législative. C'est ainsi qu'elle dispose que 25.000 citoyens jouis-

sent du droit électoral au Seïmas, peuvent, suivant le mode prévu par la loi, soumettre au Seïmas un projet de loi que celui-ci est tenu de discuter (art. 19 et 20).

III. — Communautés confessionnelles

D'une manière générale, les Eglises ou les sociétés confessionnelles relèvent, à la fois de la liberté de pensée et du droit de réunion et d'association; la liberté des Eglises doit donc être sauvegardée.

En fait, la religion et les Eglises furent souvent un élément essentiel des formations politiques; même elles jouèrent un rôle de premier plan dans la vie politique de certaines puissances modernes. C'est pourquoi les dispositions relatives à la religion et aux Eglises proclamées par la Déclaration des Droits de divers pays, nous présentent des systèmes différents et offrent sous l'empire des circonstances sociales, des caractères propres à chacun d'eux.

1. *Eglise d'Etat*. — En Roumanie, la grande majorité de la population est orthodoxe et l'histoire nationale prouve que chez les Roumains, la nation et la religion ont toujours été étroitement unies. Aussi la Déclaration roumaine de 1923 proclame-t-elle que, seule la religion orthodoxe roumaine, constitue l'Eglise dominante dans l'Etat. L'Eglise gréco-catholique, ayant reconnu l'Eglise roumaine, a seulement la préséance vis-à-vis des autres cultes³. Pour les autres religions, la Déclaration énonce que la loi règlera leurs rapports avec l'Etat (art. 22).

La qualification d'Eglise dominante donnée par la Déclaration à l'Eglise orthodoxe, se traduit par certains faits : les descendants du roi doivent être élevés dans cette religion, le clergé orthodoxe est entièrement rémunéré par l'Etat, tous les évêques orthodoxes sont sénateurs de droit; les jours de fête de l'Eglise orthodoxe sont légalement jours fériés⁴.

Conformément au principe de la protection des droits des minorités, la Déclaration roumaine accorde aux autres cultes le droit de régler leurs affaires intérieures : droit de posséder, d'acquérir, de recevoir des biens; de fonder et d'administrer des

3. Voir première partie, chapitre II, La Déclaration des Droits de la Roumanie, pp.

4. Voir le chapitre de la Déclaration des Droits de la Roumanie.

écoles, des institutions de bienfaisance, droit de donner l'instruction religieuse dans les écoles de l'Etat. Ils pourront recevoir des subventions de l'Etat mais, en revanche, l'Etat a sur tous les cultes un droit de surveillance et de contrôle exercé par le ministère des cultes.

Ces dispositions ne violent pas les principes de la liberté religieuse, généralement reconnus par les Etats civilisés. Cependant en proclamant la religion orthodoxe, religion d'Etat et en lui accordant des privilèges à l'endroit des autres cultes, la Déclaration porte quelque atteinte à la fois au principe de l'égalité et à celui de la démocratie.

2. *Laïcité des Eglises.* — En Espagne, la religion catholique avait été proclamée religion d'Etat et se trouvait dans une situation privilégiée. La Déclaration espagnole de 1931 proclame la laïcité absolue de la religion. Toutes les confessions religieuses seront considérées comme des associations soumises à une loi spéciale et l'Etat ne pourra entretenir, favoriser, ni fournir aucune aide économique aux Eglises, confessions ou institutions religieuses⁵.

La Déclaration proclame même la dissolution de certains ordres religieux (Jésuites) et leur interdit d'acquérir ou de conserver directement les biens, d'en exercer le commerce et l'industrie, de pratiquer l'enseignement. Elle envisage même la possibilité de la nationalisation des biens religieux.

3. *Autonomie des Eglises.* — Entre ces deux systèmes de caractère opposé, un système transactionnel apparaît dans les autres Déclarations des Droits d'après-guerre, notamment dans celle d'Allemagne, Dantzig, Yougoslavie, Pologne, Lithuanie, Tchécoslovaquie et de l'Esthonie.

C'est celui de la reconnaissance aux Eglises d'une autonomie, mais qui, pour n'être pas complète, leur accorde des droits spéciaux.

Les Déclarations de l'Allemagne et de la Ville libre de Dantzig sont conçues dans les mêmes termes. Il n'y a pas de religion d'Etat; les Eglises sont libres. Pourtant, reconnaissant l'importance des forces morales et sociales que représentent les Eglises dans la vie de la société, la Déclaration leur accorde

5. De la page 11. Voir chapitre de la Déclaration espagnole.

les privilèges dont jouissent les corporations de droit public, ce qui leur donne le droit de percevoir sur leurs membres des impôts sur la base des rôles civils. Les Eglises peuvent acquérir la personnalité juridique d'après les prescriptions générales du droit civil. Toute communauté confessionnelle règle et administre librement ses affaires intérieures et remplit ses fonctions sans la participation de l'Etat. Le droit de propriété est garanti aux Eglises et aux communautés confessionnelles.

L'enseignement religieux est proclamé matière ordinaire du programme des écoles, mais est donné en harmonie avec les doctrines fondamentales des Eglises, sans préjudice du droit de surveillance de l'Etat.

Enfin, dans un esprit confessionnel, la Déclaration autorise les Eglises à accomplir les actes religieux dans les hôpitaux, les prisons et autres établissements publics, sans aucune contrainte s'il est nécessaire. Le dimanche et les jours fériés sont reconnus par l'Etat comme jours de repos physique et d'élévation spirituelle (Allemagne, art. 137, 138, 139 et 141; Dantzig, art. 97, 98, 99 et 100).

La Déclaration yougoslave proclame que les religions admises et reconnues peuvent entretenir et régler elles-mêmes leurs affaires intérieures et gérer leurs legs et fonds dans les limites de la loi. Mais les Eglises ne sont pas séparées totalement de l'Etat. L'Etat tient cependant à aider matériellement et à titre facultatif les confessions reconnues et conserve la faculté de contrôler les rapports des associations culturelles avec leur chef religieux suprême à l'étranger (art. 12). Les autres déclarations de la Pologne, de la Lithuanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Esthonie, accordent aussi aux communautés confessionnelles des droits spéciaux comme ceux d'organiser et de diriger indépendamment les affaires religieuses, de posséder et d'acquérir des biens mobiliers et immobiliers; ceux de gérer et fonder des établissements confessionnels de bienfaisance et d'éducation (Pologne, art. 113; Lithuanie, art. 83; Tchécoslovaquie, art. 130; Esthonie, art. 11).

Ce troisième système accepté par la plupart des Déclarations d'après-guerre, à de légères différences près, peut être considéré comme plus adapté aux réalités sociales.

La communauté religieuse, en effet, présente une grande

importance dans la vie en société; dans la limite de l'ordre public et des bonnes mœurs, certains droits spéciaux peuvent lui être reconnus.

IV. — Etablissements d'enseignement

Nous avons déjà dit au sujet de la liberté d'enseignement et du devoir d'instruction, que l'Etat n'excédait point ses pouvoirs en imposant à tous l'obligation d'acquérir un minimum d'instruction, l'enseignement se trouvant ainsi sous le contrôle d'Etat.

1. *Les écoles publiques.* — Si la conception solidariste de la liberté conduit à reconnaître à l'Etat des pouvoirs plus grands que la conception individualiste, elle conduit aussi à reconnaître à l'Etat des obligations d'ordre positif que la conception individualiste est impuissante à fonder.

En termes différents, il est en effet exprimé que les individus ont un droit à l'instruction; l'Etat se trouve donc en retour, dans l'obligation d'organiser un enseignement primaire gratuit.

Adoptant la conception solidariste, les nouvelles Déclarations des Droits proclament la gratuité dans les écoles publiques d'enseignement primaire (Allemagne, art. 145; Dantzig, art. 103; Esthonie, art. 12; Lithuanie, art. 81; Pologne, art. 119; Roumanie, art. 24; Yougoslavie, art. 16; Espagne, art. 48).

Certaines déclarations plus détaillées proclament la gratuité des fournitures scolaires dans les écoles primaires (Allemagne et Dantzig), alors que les écoles moyennes et supérieures, sont en principe payantes, l'Etat doit créer des ressources publiques pour donner des secours aux enfants capables n'ayant que des ressources insuffisantes. (Allemagne, art. 145; Dantzig, art. 104, al. 3; Roumanie, art. 24, al. 3; Pologne, art. 119, al. 2; Espagne, art. 48, al. 7).

L'ensemble du régime scolaire est sous le contrôle de l'Etat. Il est normal que l'enseignement primaire, moyen et supérieur qui distribue à tous les élèves le même enseignement tant au point de vue de sa durée que de sa substance, soit unifié.

Les maîtres d'écoles publiques ont enfin les droits et devoirs des fonctionnaires d'Etat (Allemagne, art. 143, al. 3; Dantzig, art. 95; Espagne, art. 48, al. 3).

2. *Les écoles privées.* — La plupart des Déclarations d'après-guerre reconnaissent aux écoles privées le principe de la liberté d'enseignement. Cependant, ces dernières considérées comme succédanées des écoles publiques, ont besoin de l'autorisation de l'Etat et sont soumises à ses lois. L'autorisation doit être accordée lorsque les écoles privées, dans leurs programmes et leurs organisations, de même que par la formation scientifique de leur personnel enseignant, ne sont pas inférieures aux écoles publiques et qu'elles n'établissent pas une division des élèves, en raison de la situation de fortune des parents. L'autorisation est refusée lorsque la situation économique et juridique du personnel enseignant n'est pas suffisamment assurée (Allemagne, art. 147; Dantzig, art. 105; Yougoslavie, art. 16). Les écoles privées sont sous le contrôle de l'Etat.

V. — Fonction publique

Les gouvernants ayant pour devoir essentiel d'assurer le fonctionnement des services publics, ont tout naturellement et logiquement le pouvoir de diriger et contrôler les fonctionnaires et de prendre toutes les mesures utiles pour qu'ils remplissent exactement les charges qui leur sont confiées. Il importait ici de concilier les pouvoirs des gouvernants avec les garanties qui leur sont offertes, pour qu'ils se trouvent prémunis contre un arbitraire toujours possible. Conformément à cet esprit, les Déclarations des Droits de l'Allemagne, de Dantzig et de l'Espagne déterminent spécifiquement les droits et les devoirs des fonctionnaires.

Dans son étude de la Constitution espagnole de 1931⁶, M. d'Ascoli ne voit pas pourquoi la question figure dans la Déclaration des Droits, alors qu'à son avis, elle devrait faire l'objet d'une loi spéciale; il considère en effet, que la déclaration des droits a place pour les droits de tous les citoyens et non de ceux appartenant à une catégorie particulière et, dans ces conditions, il estime que telles dispositions ne présentent pas un caractère constitutionnel.

Pour nous, vu l'importance qu'occupent les fonctionnaires dans la vie publique actuelle, la garantie de leurs droits, de même que l'énumération de leurs devoirs spéciaux, correspon-

6. D'Ascoli, *La Constitution espagnole de 1931*, Bossuet, Paris, 1932, p. 109.

dent à une nécessité. Au fond, ces garanties doivent leur être accordées, non pas, à vrai dire, dans leur intérêt personnel, mais surtout dans l'intérêt de la fonction publique. La fonction publique sera certainement mieux gérée si le fonctionnaire se sent protégé contre tout arbitraire et surtout s'il est intéressé à ce que le service public fonctionne bien.

1. *Situation juridique des fonctionnaires.* — En application du principe de l'égalité, les Déclarations proclament que tous les citoyens, indistinctement, peuvent être admis aux fonctions publiques, selon leurs aptitudes et leurs capacités. L'origine, la classe, la religion et le sexe ne peuvent être un obstacle pour l'admission aux emplois publics, toutes les dispositions d'exception contre les fonctionnaires du sexe féminin doivent être abolies (Allemagne, art. 129; Dantzig, art. 91; Espagne, art. 25). Ainsi, l'admissibilité aux fonctions publiques est ouverte à tous les citoyens et citoyennes, pourvu que leurs capacités et aptitudes puissent répondre aux services que l'en attend d'eux.

Quant à la garantie des fonctionnaires, les principes qui leur servent de point de départ sont : que les fonctionnaires sont les serviteurs, non point du parti qui gouverne, mais de la collectivité. Parlant, les fonctionnaires qui restent fidèles à la collectivité, ont droit à être maintenus en fonction toute leur vie et à avoir une situation pécuniaire garantie. Ainsi, en principe, les fonctionnaires sont nommés à vie et leurs allocations et pension de retraite sont reconnues. Les droits acquis des fonctionnaires doivent demeurer inviolables et leurs réclamations en matière pécuniaire doivent pouvoir être admises devant les tribunaux. Ils ne peuvent être provisoirement privés de leur fonction, mis temporairement ou définitivement à la retraite ou être investis d'une fonction nouvelle avec un traitement moindre que dans les conditions et sous les formes prévues par la loi et non pas par simple mesure administrative et arbitraire (Allemagne, art. 129, al. 1 et 2; Dantzig, art. 92, al. 1 et 2; Espagne, art. 41, al. 1).

Plus détaillées, la Déclaration allemande et la Déclaration de Dantzig, énoncent que contre toute mesure disciplinaire, les fonctionnaires peuvent élever une réclamation et introduire un recours en dédommagement. De plus, chaque fonctionnaire a le droit de consulter son dossier et des mentions défavorables

ne peuvent y être introduites que si la possibilité est donnée au fonctionnaire de s'expliquer à ce sujet (Allemagne, art. 129, al. 3; Dantzig, art. 92, al. 2 et 3).

La Déclaration espagnole au sujet de la responsabilité pécuniaire des fonctionnaires, spécifie que si un fonctionnaire public, dans l'exercice de sa charge, viole ses devoirs au préjudice d'un tiers, l'Etat ou la corporation au service desquels il appartient seront responsables subsidiairement des dommages et préjudices en résultant, suivant ce que fixe la loi (art. 41, al. 3).

De son côté la Déclaration allemande proclame qu'au cas où un fonctionnaire, dans l'exercice de ses fonctions, viole les obligations de sa charge, vis-à-vis d'un tiers, l'Etat ou la personne publique qui l'emploie sont en principe responsables, sauf leur recours contre lui. Le recours aux tribunaux de droit commun ne peut être exclu (art. 131).

2. Libertés d'opinion politique et droit d'association professionnelle. — Etant donné que les fonctionnaires sont les serviteurs de la collectivité, il s'ensuit naturellement qu'en dehors du service, tout fonctionnaire n'est ni plus ni moins qu'un simple citoyen, de sorte que lui sont reconnus les droits et les devoirs des citoyens. De toute évidence, le fonctionnaire possède la liberté d'opinion en général et la liberté d'association.

Mais un gouvernement sera toujours disposé à exiger la fidélité politique de tous ses agents, même des fonctionnaires techniques. Dès lors, un fonctionnaire peut-il attaquer par la parole ou par écrit et sans commettre une faute de discipline, la politique générale suivie par le gouvernement ou, plus exactement, par les hommes au pouvoir? L'idée s'est fait jour, cependant, que les fonctionnaires ne sont pas les serviteurs du gouvernement, ni les serviteurs d'un parti politique ou du parti politique au pouvoir, mais de la collectivité, ils doivent donc avoir le droit d'exprimer et de défendre librement leurs opinions politiques. Conformément à cet esprit, la Déclaration espagnole proclame spécialement qu'aucun fonctionnaire public ne pourra être molesté ni poursuivi en raison de ses opinions politiques (art. 41, al. 2). De même la Déclaration de l'Allemagne et de Dantzig ont reconnu la liberté d'opinion politique à tous.

les fonctionnaires (Allemagne, art. 130, al. 1 et 2; Dantzig, art. 93).

Une autre question a été également longtemps agitée dans les Etats modernes, celle de savoir si les fonctionnaires peuvent former entre eux des associations pour défendre, en tant que fonctionnaire et par les moyens légaux, leurs intérêts professionnels. Le problème est résolu dans les nouvelles déclarations par les mêmes raisons établissant que le fonctionnaire, en dehors de sa fonction, n'est ni plus ni moins qu'un citoyen. Par voie de conséquence, des libertés du travail et d'association, les fonctionnaires pourront constituer des associations professionnelles n'impliquant pas une ingérence dans le service public qui leur est confié (Allemagne, art. 130, al. 2; Dantzig, art. 93; Espagne, art. 41, al. 4).

CHAPITRE IV

VIE ECONOMIQUE

I. — Droit de propriété

La Déclaration française de 1789, proclame que le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; elle range la propriété au nombre de ces droits naturels dont l'homme se trouve investi au moment même de sa naissance, par cela même qu'il est homme. A l'article 17 est dit que : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

Mais il n'est pas fait mention des devoirs que le propriétaire a envers la société, en raison de sa propriété.

Il est évident que la définition de la propriété répond au sens romain du mot : c'est l'affectation exclusive d'une certaine richesse aux besoins d'un individu, avec le pouvoir de celui-ci d'user de la chose, d'en percevoir les fruits et d'en disposer. Ainsi, la Déclaration de 1791, précisait que « le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie » (art. 16¹).

La propriété était donc considérée comme un droit naturel et supérieur aux lois positives, échappant ainsi à l'atteinte du législateur ordinaire.

Cette conception individualiste de la propriété, fondée sur le droit de disposer du produit de son travail, est impuissante à se justifier dans les sociétés modernes. La conscience juridique

1. Duguît, *Traité, op. cit.*, T. III, pp. 607, 610.

contemporaine considère que la propriété doit être aussi conforme à l'utilité sociale. Le législateur peut donc apporter à la propriété individuelle toutes les restrictions répondant aux besoins sociaux. Cette conception de la propriété fonction sociale, nous apparaît dans les nouvelles Déclarations d'après-guerre pour remplacer la conception de la propriété du droit subjectif².

Dans les Déclarations de Weimar, cette conception apparaît avec évidence. La propriété entraîne des obligations, l'usage doit en être fait également dans l'intérêt général. Le propriétaire foncier a le devoir, vis-à-vis de la communauté, de cultiver et d'exploiter le sol (art. 153 et 155).

La Déclaration dite de Vidovdan, de la Yougoslavie, dit que « de la propriété découlent des obligations. L'usage de la propriété ne doit pas nuire aux intérêts de la collectivité » (art. 37).

La Déclaration espagnole de 1931 proclame enfin que toute la richesse du pays, quel que soit son propriétaire, est subordonnée aux intérêts de l'économie nationale » (art. 44).

En effet, tout individu a l'obligation d'accomplir dans la société une certaine fonction, en raison directe de la place qu'il y occupe. Or, le détenteur de la richesse, par cela seul qu'il la détient, peut seul remplir cette fonction. Seul, il peut augmenter la richesse générale, assurer la satisfaction des besoins généraux en faisant valoir le capital qu'il détient. Il est donc obligé socialement d'accomplir cette besogne et il ne sera protégé que s'il l'accomplit et dans la mesure où il l'accomplit³. La propriété est garantie par l'Etat, mais elle n'est jamais imprescriptible, inviolable, sacrée et supérieure à la loi positive. Au contraire, il peut être apporté des restrictions au profit de l'intérêt social par la voie législative. De plus, s'il arrive un moment où la propriété individuelle ne répond plus à un besoin social, le législateur doit intervenir pour organiser une autre forme d'appropriation des richesses.

Exactement dans cet esprit, la Déclaration allemande proclame que la propriété est garantie par l'Etat, mais son contenu et ses limites sont fixés par la loi; les expropriations.

2. Duguit, *op. cit.*, T. III, p. 608-610.

3. Duguit, *Traité, op. cit.*, T. III, pp. 618-619.

peuvent avoir lieu pour cause d'utilité publique et en vertu de dispositions législatives. Elles ont lieu, sauf disposition contraire d'une loi du Reich, contre juste indemnité (art. 153).

La Déclaration tchécoslovaque traduit aussi les tendances sociales sur la propriété; elle détermine d'abord que le droit d'acquérir des immeubles peut être limité dans l'intérêt public et conformément aux lois; elle proclame ensuite que l'expropriation n'est possible que conformément à la loi et moyennant indemnité, mais elle ajoute une phrase très significative : « sauf le cas où une loi dispose qu'il ne sera pas alloué d'indemnité » (art. 108 et 109).

La Déclaration espagnole étant l'œuvre des socialistes, proclame que la propriété de toute espèce de biens pourra faire l'objet d'une expropriation forcée pour cause d'utilité sociale, moyennant une indemnisation adéquate, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par une loi approuvée par un vote de la majorité absolue des Cortès (art. 44, al. 2).

Nous remarquerons que dans ces dispositions, non seulement la propriété peut être restreinte dans l'intérêt social, mais que l'expropriation est possible sans indemnité, dans des cas spéciaux.

Les autres Déclarations n'ont pas admis la possibilité de l'expropriation sans indemnité, mais elles traduisent la tendance nouvelle dirigée contre la conception de la propriété inviolable et sacrée.

La Déclaration yougoslave dit : « La propriété privée est garantie, mais la loi en détermine le contenu, la nature, l'étendue et les limites; l'expropriation est permise pour cause d'utilité publique, dans les cas et les formes prévus par la loi et moyennant une juste indemnité. » Aux termes de la Déclaration polonaise de 1921, la propriété individuelle des citoyens est reconnue, mais « l'abolition ou la limitation de la propriété individuelle... est admise dans les cas spécifiés par la loi, si une utilité supérieure l'exige et moyennant une indemnité »; la loi seule détermine dans quelle mesure l'Etat pourra se réserver la propriété exclusive de certains biens, dans l'intérêt de la collectivité (art. 99).

La Déclaration des Droits des Roumains, dit aussi qu'il ne peut y avoir expropriation que pour cause d'utilité publique

et moyennant une juste et préalable indemnité; une loi spéciale déterminera les cas d'utilité publique, la procédure et les moyens d'expropriation (art. 17).

Enfin, dans les Déclarations de Dantzig, de l'Esthonie et de la Lithuanie, nous ne trouvons pas non plus la conception de la propriété inviolable et sacrée; au contraire, par une tendance de la fonction sociale, elles sont arrêtées à la fixation plus claire d'une base nécessaire à la vie sociale, à l'exercice du droit de propriété dans la restriction pour cause d'utilité publique (Dantzig, art. 110 et 111; Esthonie, art. 24; Lithuanie, art. 21).

De la même conception, certaines déclarations plus détaillées, vont proclamer l'intervention de l'Etat d'une manière plus directe et plus active en ce qui regarde la propriété. La Déclaration de Weimar dit : « La réparation et l'utilisation du sol sont contrôlées par l'Etat de manière à empêcher les abus et en vue d'assurer à tout Allemand une habitation et une exploitation correspondant à leurs besoins : toutes les richesses du sol et toutes les forces naturelles économiquement utilisables sont placées sous le contrôle de l'Etat (155).

La Déclaration de la Roumanie proclame que les mines, ainsi que les différentes richesses du sous-sol sont propriété de l'Etat (art. 19).

La Déclaration yougoslave dit : « Les grands domaines forestiers privés sont expropriés d'après la loi et deviennent propriété de l'Etat ou des corps autonomes » (art. 41).

Enfin, la Déclaration de l'Espagne de 1931 énonce que les services publics et les exploitations qui affectent l'intérêt général peuvent être nationalisés dans les cas où la nécessité sociale l'exige; l'Etat peut intervenir par une loi pour l'exploitation et la rationalisation de la production au nom des intérêts de l'économie sociale (art. 44, al. 3 et 4).

L'idée essentielle de ces dispositions est, en somme, que l'individu doit user de sa propriété au service de la collectivité. La conception juridique du droit de propriété a subi de ce fait une profonde transformation, comparée à celle qu'admettent les déclarations classiques.

II. — Droit au travail

La doctrine individualiste classique limite les droits de l'Etat mais ne lui impose aucun service positif, aucune prestation au profit des citoyens. L'Etat doit s'abstenir de certaines immixtions, mais l'individu n'a rien de plus à réclamer. Les nouvelles Déclarations adoptent une autre conception, celle de la solidarité sociale, et, restreignant les droits individuels au profit de la collectivité, imposent à celle-ci des obligations au profit des individus. Par là naissent au profit de ces derniers des droits nouveaux correspondant aux restrictions qu'ils ont subies. Ces dispositions apparaissent notamment dans le problème du travail.

1. *Liberté du travail.* — Afin de remplir son devoir social, il est nécessaire à l'homme de posséder outre la liberté physique et la liberté de pensée, une liberté d'activité qui lui permette de satisfaire ses besoins individuels et de répondre à ceux de la collectivité. C'est la liberté du travail.

En effet, la liberté du travail en général et celle du commerce et de l'industrie en particulier, c'est-à-dire la liberté de profession, n'est que le prolongement naturel de la liberté physique. Le principe essentiel de cette liberté est que le travail, le commerce et l'industrie sont libres et que chacun peut travailler comme il l'entend, se livrer au genre de commerce et d'industrie qu'il lui plaît de choisir.

Conformément à ce principe, les Déclarations d'après guerre ont proclamé la liberté de choisir le métier ou la profession (Allemagne, art. 111; Pologne, art. 101; Esthonie, art. 19; Tchécoslovaquie, art. 108, al. 1; Espagne, art. 33); elles énoncent généralement que la liberté du travail est sous la protection de l'Etat (Roumanie, art. 21, al. 3; Yougoslavie, art. 23, al. 1; Lithuanie, art. 88) et elles disposent que spécialement la liberté du commerce et de l'industrie est garantie (Allemagne, art. 151, al. 2; Esthonie, art. 19; Espagne, art. 33). Mais bien entendu cette liberté n'exclut pas une certaine réglementation fondée sur l'idée générale à laquelle se rattachent toutes les limitations apportées à la liberté : la nécessité de restreindre la liberté de chacun dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la liberté de tous. Par ailleurs, et sans que l'on puisse dire qu'il

porte atteinte à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, du commerce et de l'industrie, le législateur doit interdire certains travaux prohibés, par eux-mêmes dangereux pour la morale, la sécurité ou la salubrité publiques⁴.

C'est dans ce sens que certaines déclarations, comme celles de l'Esthonie, de la Pologne et de l'Allemagne, ayant reconnu la garantie de la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, ajoutaient ensuite que seule la loi peut autoriser la restriction ou la privation de cette liberté (Esthonie, art. 19, al. 2; Lithuanie, art. 88; Pologne, art. 101, al. 2; Allemagne, art. 151). La Déclaration espagnole est également en ce sens en proclamant que les restrictions pourront être établies par les lois pour des raisons économiques et sociales d'intérêt général (Espagne, art. 33).

2. *Protection du travail.* — Si, comme nous l'avons indiqué, l'individu a le devoir de travailler, l'Etat, à son tour, doit lui donner du travail, protéger son travail et, le cas échéant, lui fournir les moyens d'existence nécessaires.

La Déclaration de Weimar dispose : « La possibilité doit être donnée à tout Allemand de gagner sa vie par un travail productif (art. 163, al. 2). Cet exemple n'est pas entièrement suivi par les autres Déclarations, encore que la plupart des Déclarations d'après guerre proclament que l'Etat doit protéger le travail.

« Le travail, dit la Déclaration polonaise, source principale de richesse pour la République, doit être l'objet d'une sollicitude spéciale de l'Etat » (art. 102, al. 1).

La Déclaration yougoslave dit : « Le travail est sous la protection de l'Etat » (art. 23, al. 1).

La Déclaration des Droits des Roumains proclame : « Tous les facteurs de production jouissent d'une égale protection » (art. 21, al. 1).

Enfin la Déclaration espagnole considère aussi que le travail sous ses formes diverses jouira de la protection de l'Etat » (art. 46, al. 1).

Quant aux mesures de protection du travail, les déclarations prescrivent d'abord la création d'une législation du travail uniforme (Allemagne, art. 157).

4. Duguît, *op. cit.*, T. V, pp. 134-136.

En outre, elles garantissent à leurs citoyens la liberté de coalition pour la défense et le progrès des conditions du travail et la vie économique; elles imposent enfin à l'Etat d'organiser un système complet d'assurances sociales pour cause de maladie, accident, chômage, vieillesse et pour le maintien de la santé et de l'aptitude au travail (Allemagne, 159, 161 et 165; Dantzig, art. 113-114; Esthonie, art. 25; Pologne, art. 102, al. 2; Roumanie, art. 21, l. 4; Yougoslavie, art. 31, 33 et 34; Espagne, art. 46, al. 2).

Cette protection du travail, la Déclaration de Weimar l'a introduite dans les relations internationales, en imposant à l'Etat l'obligation de protéger à l'étranger les créations de la science, de l'art et de la technique allemande, et de s'employer en faveur d'une réglementation internationale de la situation juridique des ouvriers (art. 158, al. 2).

De telles dispositions relatives à la protection du travail et qui révèlent de nouvelles tendances sont tout à fait ignorées des anciennes Déclarations des Droits du XVIII^e siècle, ou tout au moins à peine indiquées dans celles-ci, représentent ici un trait des plus caractéristiques des nouvelles.

Bien que la protection du travail fût réglée par la législation ordinaire de certains pays dès avant la guerre, ce ne fut qu'après la guerre, à propos des questions d'ordre constitutionnel, qu'elles furent incorporées dans la Déclaration des Droits.

3. *Liberté des contrats.* — La liberté des contrats est un principe juridique fondamental dans toute société civilisée, elle dérive en droite ligne de la liberté individuelle. Elle est, d'autre part, la condition même pour qu'existe la liberté du travail, du commerce et de l'industrie en même temps qu'elle en est la conséquence.

La formule du principe de la liberté des contrats laisse l'homme libre de conclure avec d'autres tel contrat qu'il lui plaît. Ce n'est point dire que les hommes peuvent conclure des contrats quelconques. Quelque étendue que doive être la liberté contractuelle, elle a cependant des limites que les législateurs peuvent apporter à raison de l'intérêt social de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Ainsi la Déclaration yougoslave, dite de Vidovdan, proclame : « La liberté de passer des contrats dans les rapports.

économiques est reconnue dans la mesure où elle n'est pas en opposition avec l'intérêt social » (art. 26). La Déclaration de Weimar ayant reconnu le principe de cette liberté, dans les termes des lois, ajoute que l'usure est interdite et les actes juridiques immoraux sont nuls (art. 152). Dans un même esprit, ces deux déclarations suppriment les fideicommiss (Allemagne, art. 155, al. 2; Yougoslavie, art. 38).

III. — Organisation de la vie économique

Les nouvelles Déclarations des Droits imposent à l'individu le devoir de travailler. Il ne suffit point cependant dans les Etats modernes, surtout quand il s'agit d'un peuple au lendemain de la guerre, que tout le monde y travaille, si ce travail n'est point dirigé dans un certain esprit, suivant un plan donné, vers un but déterminé. L'idée fondamentale qui va inspirer les constituants dans leurs uvres est avant tout celle-ci : toute l'économie nationale, publique et privée est détruite par la guerre, l'Etat ne peut songer à se relever de ses ruines que s'il réalise un nouveau système, selon la terminologie courante de la rationalisation économique, transformant complètement son système économique antérieur. Il faut que le pays entier devienne une immense entreprise dirigée par une volonté consciente du but à atteindre et que toutes les forces, solidement rassemblées et scientifiquement utilisées, soient aménagées pour fournir le maximum de production.

A cet effet, la Déclaration de Weimar nous a donné un système très caractéristique : les Conseils.

Ces Conseils se composent de deux sortes d'organes : les Conseils d'ouvriers et les Conseils économiques; les premiers ont pour mission de sauvegarder les intérêts sociaux et économiques des ouvriers; ils sont composés par des ouvriers. Les deuxièmes sont composés par la réunion des Conseils d'ouvriers avec la représentation correspondante des entrepreneurs et des autres parties intéressées de la population, en vue de l'accomplissement de toutes les tâches économiques et pour collaborer à l'exécution des lois économiques⁵ (art. 165).

Par l'adoption du système des Conseils, on détermine le

5. Pour le détail, voir le chapitre de la Déclaration allemande, IV, Vie économique, § 4, Les Conseils.

schéma d'une Constitution économique, dont les organes sont destinés à se juxtaposer progressivement à ceux de la Constitution politique. D'autre part, par leur moyen, on s'efforce de réaliser, dans l'organisation de la production et de la répartition, un système économique intermédiaire entre l'économie privée et le pur régime socialiste.

Les autres Déclarations d'après guerre ont également envisagé des organisations de la vie économique.

La Déclaration polonaise de 1921 a institué une Chambre Economique Suprême de la République, formée par la réunion des Chambres d'agriculture, de commerce, d'industrie, des métiers, de placement et autres, et dans un but de collaborer avec les autorités dans la direction de la vie économique (art. 68).

La Déclaration dite de Vidovdan de la Yougoslavie de 1921, à l'instar de la Déclaration de Weimar, a institué un Conseil Economique pour l'élaboration d'une législation sociale et économique. D'autre part, elle impose à l'Etat d'assister matériellement l'organisation coopérative nationale et les associations nationales économiques ne travaillant pas pour un gain (art. 22 et 4?).

Enfin la Déclaration de Dantzig, plus proche de celle de Weimar, établit deux sortes d'organes : Commissions d'Exploitation et Chambre du Travail.

Des Commissions d'Exploitation constituées par les ouvriers et employés dans leur sein, séparément pour les ouvriers et employés. Ces Commissions sont appelées à collaborer en commun et sur un pied d'égalité avec les employeurs à la réglementation des conditions de salaire et de travail.

La Chambre du Travail est formée par les ouvriers et employés pour la défense de leurs intérêts économiques et sociaux et pour favoriser l'ensemble du développement économique des forces productives (art. 115).

Ces organisations économiques des divers pays, malgré leur composition et leur attribution, sont différentes l'une à l'autre; elles présentent une des nouveautés incorporées dans le droit public des Etats modernes; leur but est le même : celui de diriger la vie économique pour répondre aux réalités contemporaines.

Conclusion

Nous avons, dans les pages précédentes, envisagé les tendances générales d'évolution des Déclarations de Droits. Celles-ci peuvent se caractériser de la manière suivante :

Extension matérielle de la liste habituelle des droits et des devoirs de l'individu;

Apparition des droits et devoirs de certaines collectivités;

Limitation des droits individuels vis-à-vis de la collectivité;

Enfin, imposition des obligations positives de l'Etat au profit des individus.

A ce qu'il nous apparaît, ces tendances se sont développées suivant un processus comprenant trois stades : droits et devoirs existant d'abord dans la Déclaration de 1789; élargissement ou transformation ensuite de certains d'entre eux en raison des nécessités de la vie moderne; nouveautés du fait des exigences des réalités sociales contemporaines.

C'est pourquoi nous croyons devoir résumer ici leur contenu par comparaison avec la Déclaration française de 1789, considérée par nous comme demeurant le modèle de toutes les déclarations classiques.

A. — DROITS ET DEVOIRS DE L'INDIVIDU

1. PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ.

a) *Egalité devant la loi.* — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

b) *Protection des droits des minorités.* — Nouveauté de Déclaration d'après guerre. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Lithuanie, Roumanie.

c) *Droits politiques des femmes.* — Nouveauté. —

Reconnu par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Dantzig, Lithuanie, Espagne, (Roumanie avec condition spéciale).

2. LIBERTÉ INDIVIDUELLE PROPREMENT DITE.

a) *Inviolabilité de la personne*. — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

b) *Inviolabilité du domicile*. — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

c) *Liberté de circulation*. — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

d) *Secret des correspondances*. — Existe dans la Déclaration de 1789, mais avec l'élargissement pour les correspondances télégraphiques et téléphoniques. — Adopté par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

3. LIBERTÉ DE PENSÉE.

a) *Liberté de presse*. — Existe dans la Déclaration de 1789 (et surtout dans celle de 1791). — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

b) *Liberté religieuse*. — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

c) *Liberté d'enseignement*. — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie.

4. DEVOIRS FONDAMENTAUX.

a) *Devoir de l'impôt*. — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adopté par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Estho-

nie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

b) *Service militaire*. — Nouveauté. — Adopté par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

c) *Obligation à l'instruction*. — Nouveauté. — Adoptée par : Allemagne, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

d) *Devoir social du travail*. — Nouveauté. — Adopté par : Allemagne et Espagne.

B. — DROITS ET DEVOIRS DES COLLECTIVITES

1. FAMILLE.

a) *Protection du mariage*. — Nouveauté. — Allemagne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Espagne.

b) *Protection de la famille*. — Nouveauté. — Allemagne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Dantzig.

c) *Protection des enfants et de la maternité*. — Nouveauté. — Allemagne, Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Espagne.

d) *Protection des enfants naturels*. — Nouveauté. — Allemagne, Dantzig, Espagne.

f) *Droits et devoirs des parents*. — Nouveauté. — Allemagne, Dantzig, Lithuanie, Espagne.

2. ASSOCIATIONS.

a) *Droit de réunion*. — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adopté par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

b) *Droit d'association*. — Nouveauté. — Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

c) *Droit de pétition*. — Existe dans la Déclaration de 1791 pour être exercé individuellement. — Adopté par les nouvelles Déclarations avec possibilité d'être exercé collectivement : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Espagne.

3. ÉGLISE.

- Eglise d'Etat : Roumanie.
- Laïcité absolue des Eglises : Espagne.
- Autonomie de l'Eglise : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie.

4. ÉCOLES.

a) *Ecoles publiques.*

— Enseignement primaire gratuit. — Nouveauté. — Allemagne, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

— Bourses et aide pour l'enseignement secondaire et supérieur. — Nouveauté. — Allemagne, Pologne, Dantzig, Roumanie, Espagne.

— Personnel enseignant fonctionnaire. — Nouveauté. — Allemagne, Dantzig, Espagne.

b) *Ecoles privées.*

— Autorisation nécessaire. — Nouveauté. — Allemagne, Dantzig, Espagne.

5. FONCTION PUBLIQUE.

a) *Garantie des fonctionnaires.* — Nouveauté. — Allemagne, Dantzig, Espagne.

b) *Droit d'opinion politique et d'association professionnelle.* — Nouveauté. — Allemagne, Dantzig, Espagne.

C. — VIE ECONOMIQUE

1. DROIT DE PROPRIÉTÉ.

Existe dans la Déclaration de 1789, mais évolué, par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Dantzig, Lithuanie, Roumanie, Espagne.

2. DROIT AU TRAVAIL.

a) *Liberté du travail, du commerce et de l'industrie.* — Existe dans la Déclaration de 1789. — Adoptée par : Allemagne, Tchécoslovaquie, Esthonie, Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Espagne.

b) *Protection du travail.* — Nouveauté. — Allemagne, Esthonie, Yougoslavie, Dantzig, Roumanie, Espagne.

c) *Liberté des contrats.* — Existe dans la Déclaration

de 1789. — Adoptée, avec limitation, par : Allemagne et Yougoslavie.

3. ORGANISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE.

Nouveauté. — Allemagne, Pologne, Yougoslavie, Dantzig.

Il ressort de l'examen de ce tableau que l'égalité devant la loi, l'inviolabilité de l'individu et du domicile, la liberté de la circulation, le secret de la correspondance, la liberté religieuse de l'enseignement et de la presse, le devoir de l'impôt, les droits de réunion, de pétition, de propriété, du travail, du commerce et de l'industrie, ainsi que la liberté des contrats, figurent déjà dans la Déclaration française de la Révolution.

Cependant, à bien les observer au fond, ces droits et devoirs ne sont plus les mêmes. Ils sont adoptés, soit par élargissement, comme, par exemple, le *secret de la correspondance*, reconnu non seulement pour les *lettres*, mais aussi pour les correspondances *télégraphique* et *téléphonique*, ou comme le *droit de pétition* pouvant être exercé non seulement *individuellement*, mais aussi *collectivement*; soit par transformation radicale : c'est ainsi que la propriété n'est plus *sacrée* et *inviolable*, *droit naturel de l'homme*, mais plutôt une *fonction sociale* de l'individu; soit, enfin, accompagnés de limitations spécifiques à l'en-droit de la collectivité, où entrent en jeu l'ordre public, les bonnes mœurs et avant tout l'intérêt social.

Ainsi, ces libertés ne sont plus absolues et ne représentent plus des droits subjectifs de l'individu. Elles visent plutôt au développement des activités physique, intellectuelle et morale de l'individu, lui permettant d'accomplir le devoir social qui lui est imposé par la règle sociale de la collectivité dont il est membre.

D'autre part, les Déclarations d'après guerre nous apportent des nouveautés qui sont complètement ignorées des Déclarations classiques du XVIII^e siècle. La Déclaration de 1789 nous a donné le principe de l'égalité à l'encontre de la primauté des privilèges de la noblesse et du clergé en affirmant l'égalité sociale des classes et des religions. La vie contemporaine, dans son évolution sociale, exige l'égalité de droit entre les hommes et les femmes; d'autre part, par suite de l'incorporation dans

les nouveaux Etats à minorités par la langue et le passé historique, une application du principe de l'égalité des droits entre les nationaux de la majorité et les nationaux des minorités, a été aussi rendu nécessaire. D'où l'affirmation dans les nouvelles Déclarations de l'égalité des sexes et des races, concrétisée dans les *Droits des minorités* et les *Droits politiques des femmes*.

Une autre série de nouveautés découle des devoirs de l'individu, parmi lesquels celui de contribuer aux charges publiques et au service de la défense de la patrie (impôt du sang). L'individu possède la liberté d'enseignement, mais, avant tout, il doit avoir un minimum d'instruction. L'individu a la liberté du travail, mais la société ne l'autorise pas à ne pas travailler. En effet, l'individu, être social, ne peut vivre qu'en société et suivant les conditions de la solidarité sociale; il est au service de la collectivité. C'est ainsi que les devoirs de l'impôt, du service militaire, de l'instruction et du travail sont déterminés par les nouvelles Déclarations afin de répondre aux exigences des réalités modernes.

Dans les dispositions concernant la vie sociale et économique, les nouvelles Déclarations apportaient enfin de dernières nouveautés. Telles sont les dispositions concernant certaines collectivités comme la Famille, les Associations, l'Eglise, les Ecoles et la Fonction publique, qui ont une grande importance dans la vie sociale. D'autre part, elles imposaient à l'Etat d'intervenir dans les relations économiques des individus au moyen de certains organismes réglant la vie économique comme elles lui commandèrent de protéger les activités des individus, leur travail.

Ces prescriptions sociales et économiques constituent les obligations positives de l'Etat au profit de l'individu. Les Déclarations classiques limitent les pouvoirs de l'Etat, mais ne lui demandent rien en retour. Nous sommes en présence ici d'une transformation radicale de la conception de l'Etat.

Selon ces dispositions générales, il semble qu'on peut considérer que l'autorité dans l'Etat et l'Etat lui-même sont des institutions faites dans l'intérêt solidaire de la communauté, des facteurs de la vie commune et des organes de la conscience juridique; il ne peut donc plus être question de souveraineté ou de caractère absolu de l'Etat. L'Etat, comme les individus,

est obligé par la règle de droit d'accomplir sa fonction sociale. L'Etat a ainsi le devoir de protéger le mariage, la famille, les femmes, les enfants et la maternité; il doit fournir un minimum d'instruction à tout l'individu et lui assurer le travail et les conditions nécessaires à une existence digne. De même, l'Etat doit organiser l'assurance sociale pour la maladie, les accidents, le chômage, la vieillesse, l'invalidité et la mort, et instituer des organismes économiques pour défendre et améliorer la vie économique et sociale. Dès lors, les garanties négatives des droits subjectifs — fondées sur le libéralisme de la célèbre Déclaration française des Droits de l'Homme — ne suffisent plus aux visées et aux exigences de l'humanité moderne. La vie sociale veut des garanties positives dans tous les domaines. Le but de l'Etat est modifié du tout au tout. Au lieu d'être la seule et unique forme de la vie en commun, fondée sur une entente conclue pour la sauvegarde des droits subjectifs de l'homme, l'Etat devient une des formes de l'association tendant à donner des garanties positives au libre développement des activités physique, intellectuelle et morale de l'individu.

Ces trois catégories de dispositions des nouvelles Déclarations de Droits nous révèlent ainsi des tendances générales qui constituent une transformation profonde de la conception juridique de la Déclaration de Droits : par l'extension des droits et devoirs de l'individu et leur limitation dans l'intérêt de la collectivité; par les obligations positives dévolues à l'Etat, bien que celui-ci ait le droit d'intervenir dans les activités des individus et aussi dans leurs rapports réciproques. Or, ces changements affectent avant tout la fonction sociale du droit, c'est-à-dire le rôle social que les nécessités de la vie donnent aux formules juridiques. Le caractère général de cette transformation se ramène donc, à notre sens, à l'opposition de deux systèmes : l'individualisme et le solidarisme.

Une explication sur cette transformation nous paraît nécessaire.

Pourquoi a-t-on fait la Déclaration de 1789? Parce que, dans l'esprit de la génération du XVIII^e siècle, elle devait répondre aux nécessités de la vie sociale; parce que c'est, précisément, à la fin de ce siècle, qu'une découverte capitale avait

eu lieu, base profonde de la révolution sociale d'alors --- celle de l'homme moyen.

L'Etat se composait alors d'états. De même que dans la Rome antique il fallait, pour pouvoir conserver des droits parmi les membres de la collectivité humaine, appartenir à une famille ou être pour le moins son client, de même dans l'Etat médiéval et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle il était nécessaire d'appartenir à un état.

Le tiers-état, étant donné l'évolution sociale, devenait, peu à peu, le plus puissant et le plus important dans la société, non seulement par le nombre, mais aussi au point de vue économique et intellectuel. Ne possédant pas, dans l'ensemble, des droits et des privilèges reconnus à cette époque, la part qui lui était due en raison du rôle social qu'il exerçait; ne pouvant pas combler cette lacune par d'autres méthodes et se trouvant dans l'impossibilité de donner une extension aux privilèges qui lui étaient échus, il choisit une autre voie --- celle de combattre par principe tous privilèges et proclamer l'égalité entre les hommes, quel que fût l'état auquel ils appartinssent, et enfin de provoquer la Déclaration des Droits de l'Homme.

C'est au sein de ce tiers-état qu'au moment de la Révolution française, l'homme s'est révélé à lui-même : l'homme moyen était né.

Jusque-là, l'existence humaine en dehors de la collectivité avait été considérée comme la peine la plus grave, la plus grande dégradation et la plus sévère condamnation; or, voici que cette conception se transforme, grâce à Locke, Blackstone, Rousseau, Montesquieu, Voltaire, sous l'influence des philosophes de l'école de droit naturel et des écrivains qui célèbrent les bienfaits de l'état de nature et que sont reconnus à l'individu, du fait de sa naissance même, des droits inviolables et sacrés. Ces Droits de l'Homme, par la forme du contrat social ou politique, peuvent lui être enlevés en partie, mais il n'en reste pas moins vrai qu'au sein de la collectivité, ils lui sont désormais garantis. De théorique, le libéralisme individualiste est entré dans les faits.

A l'époque contemporaine, par suite du progrès de la science et de l'évolution sociale et économique, la structure de

la société est devenue plus complexe; de cette complexité de la structure sociale est sortie une masse importante et puissante dans la vie moderne — la classe des travailleurs. En raison de son ascension politique, l'ascendant pris par elle dans la société moderne est devenu considérable.

C'est dans cette atmosphère que la révolution dans ces nouveaux Etats prit, au lendemain de la guerre, un caractère à la fois politique et social, et que se poursuivit la lutte politique non seulement entre les nouveaux et les anciens régimes, mais aussi et de façon acharnée entre le libéralisme et le bolchevisme nouveau. L'Espagne n'a rien emprunté à la guerre mondiale, mais les mobiles de sa Révolution de 1930-31 sont les mêmes.

Par l'observation de la vie sociale, on remarque deux facteurs : le capital et le travail formant deux classes ne possèdent pas le même intérêt : la classe capitaliste et le prolétariat. Cependant ces deux classes ont un même lien, celui de collaborer solidairement pour le développement des activités économiques. C'est ce lien de solidarité qui intéresse la société tout entière, et non plus les intérêts égoïstes de chaque classe.

Les constituants des nouveaux pays ainsi que la masse du peuple se sont imprégnés de la conscience juridique de la société pour établir un système plus conforme aux réalités de la vie moderne. Le désir des différents partis politiques représentés à l'Assemblée de faire triompher leurs conceptions et par suite les transactions et compromis inévitables en résultant, ont souvent donné lieu à un texte bigamé. Remarquons cependant que, même dans les pays où le pouvoir constituant a été confié à des éléments modérés et très éloignés de la doctrine socialiste, on a pu voir s'affirmer dans le texte de la Déclaration de Droits l'existence des droits sociaux. De même, là où les socialistes formaient une majorité écrasante dans la Constituante, on voit qu'ils n'ont pas détruit cependant la propriété et la liberté individuelle.

Parmi ces nouvelles Déclarations, celle de Weimar nous apparaît le vrai prototype de toutes les autres, qui reflète, à l'image des constituants, un système nouveau tenant à la fois de la démocratie occidentale et du bolchevisme russe, et jugé

par certains juristes comme un dosage du libéralisme individualiste et du socialisme.

Dans notre étude, nous avons analysé la Déclaration des Droits de chaque pays et avons aussi étudié synthétiquement ces nouvelles Déclarations, ainsi nous avons pu juger que leurs tendances générales, à de légères différences près, étaient plus ou moins basées sur la conception de la solidarité. De même les droits individuels doivent être considérés aujourd'hui non comme des droits subjectifs de l'individu, mais comme des normes objectives dirigeant l'activité de tous. D'autre part, les droits de l'Etat ne sont plus des principes moraux, mais deviennent des règles de droit; fondés autrefois sur l'individualisme, ils reposent désormais sur la solidarité.

La Déclaration française de 1789 nous a apporté deux devises glorieuses : *Liberté* et *Egalité*. Les nouvelles Déclarations les ont complétées par celle plus positive : *Solidarité*. Par suite d'une évolution où le droit individuel devient droit social, un renouveau de la vie juridique s'accomplit devant nous, qui aura une très grande importance pour l'*Humanité*.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Généralité

- Annales Sociologiques*, Alcan, Paris, 1935-1938.
Annuaire Interparlementaire, Delagrave, Paris, 1931 et 1932.
Archives de Philosophie du Droit et de Sociologie juridique, Sirey, Paris, 1931 et 1932.
AULARD et MIRKINE-GUETZÉVITCH. — *Les Déclarations des Droits de l'Homme*, Payot, Paris, 1929.
G. BARTHÉLEMY. — *Valeur de la liberté et Adaptation de la République*, Sirey, Paris, 1935.
— *Précis de Droit constitutionnel*, Dalloz, Paris, 1936.
— *Précis de Droit public*, Dalloz, Paris, 1937.
G. BARTHÉLEMY et P. DUEZ. — *Traité de Droit constitutionnel*, Dalloz, Paris, 1933.
BÉMONT. — *Les Chartes de Libertés anglaises*, Alph. Picard, Paris, 1892.
E. BOUTMY. — *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et M. Jellinek (Annales des Sciences politiques, 1902)*.
F. DARESTE et P. DARESTE. — *Les Constitutions modernes*, 3^e éd., 1910, et 5^e éd., 1928-1934, Sirey, Paris.
C. DAY. — *Economic development in modern Europe*, Macmillan, New-York, 1933.
L. DUGUIT. — *Traité de Droit constitutionnel*, 3^e éd., 5 vol., Boccard, Paris, 1927.
— *L'Etat, le droit objectif et la loi positive*, 2 vol., éd. Fontemoing, Paris, 1901.
— *Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat*, 2^e éd., Alcan, Paris, 1911.
— *Souveraineté et liberté*, Alcan, Paris, 1922.

170 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

- *Les transformations générales du droit privé depuis le Code Napoléon*, Alcan, Paris, 1911.
- *Les transformations du droit public*, Colin, Paris, 1913.
- *Leçon de droit public général*, Bocard, Paris, 1926.
- L. DUGUIT et H. MONNIER. — *Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789*, Librairie génér. de Dr., Paris, 1908.
- E. DURKHEIM. — *De la division du travail social*, Alcan, Paris, 1926.
- A. ESMEIN. — *Éléments de droit constitutionnel français et étranger*, 5^e édit., Sirey, Paris, 1909.
- GASCON-Y. MARIN. — *Le droit de propriété selon la déclaration des droits de 1789 et le droit contemporain* (*Annuaire de l'Institut international du Droit public*, 1930).
- G. GIDEL. — *Cours de droit constitutionnel comparé* (pour le doctorat à la Faculté de Droit de Paris, 1934-1935).
- G. GURVITCH. — *L'Idée du Droit social*, Sirey, Paris, 1932.
- *Le temps présent et l'idée du droit social*, Vrin, Paris, 1932.
- M. HALBWACHS. — *L'évolution des besoins dans les classes sociales et ouvrières*, Alcan, Paris, 1933.
- *Budget de famille aux Etats-Unis et en Allemagne*, Alcan, Paris, 1933.
- M. HAURICU. — *Précis de droit constitutionnel*, 2^e édit., Sirey, Paris, 1929.
- *La théorie de l'institution et de la fondation* (*Cahier de la Nouvelle Journée*, n^o 23, Paris, 1933).
- *Principes du droit public*, 1^{re} et 2^e édit., Sirey, Paris, 1910 et 1920.
- *Précis de droit administratif et de droit public*, 12^e édit., Sirey, Paris, 1933.
- JELLINEK. — *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*; préface de Larnaud, A. Fontemoing, Paris, 1902.
- G. JÈZE. — *Les libertés individuelles* (*Annuaire de l'Institut International de Droit public*, 1929).
- *Principes généraux de droit administratif*, 3 vol., Giard, Paris, 1925-1929.
- H. KELSEN. — *Aperçu d'une théorie spéciale de l'Etat*, Giard, Paris, 1926.

- *La garantie juridictionnelle de la Constitution*, Giard, Paris, 1928.
- *La Démocratie, sa nature, sa valeur*, Sirey, Paris, 1932.
- La Nationalité dans la science sociale et dans le droit contemporain* (publication de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris), Sirey, Paris, 1933.
- J.-H. LASKI. — *Grammar of politics*, Allen, London, 1926.
- *Liberty in the modern state*, London, 1930.
- M. LEROY. — *Les techniques nouvelles du syndicalisme*, Rivière, Paris, 1928.
- *Syndicats et services publics*, Colin, Paris, 1909.
- *La loi, Essai sur la théorie de l'autorité dans la démocratie*, Giard et Brière, Paris, 1908.
- *Le Code civil et le droit nouveau*, Rieder, Paris, 1904.
- *La coutume ouvrière*, Giard et Brière, Paris, 1913.
- *Descartes social*, Vrin, Paris, 1931.
- Les Applications sociales de la solidarité* (ouvrage collectif), Alcan, Paris.
- Les transformations du droit dans les principaux pays depuis cinquante ans*, Edit. Libr. génér. de droit, Paris, 1923.
- C. A. MACARTNEY. — *National States and Minorities*, Oxford University press, London, 1934.
- A. N. MANDELSTAM. — *Les droits internationaux de l'Homme*, Edit. Internationale, Paris, 1931.
- E. MILHAUD. — *L'organisation économique de la Paix* (cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1927).
- B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. — *Les nouvelles tendances du droit constitutionnel*, Giard, Paris, 1931.
- *Les nouvelles tendances des Déclarations des Droits* (Annuaire de l'Institut International du Droit public, 1930).
- *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*, 2^e et 3^e édit., Delagrave, 1930-1937.
- *Droit constitutionnel international*, Sirey, Paris, 1933.
- F. NITTI. — *La Démocratie*, 2 vol., Alcan, Paris, 1933.
- P. POUND. — *Interpretation of legal history*, Macmillan, New-York, 1923.
- *An Introduction to the philosophy of law*, Yale University Press, 1922.

- *Law and Morals*, The University of North Caroline Press, 1926.
- G. RENARD et L. TROTABAS. — *La fonction sociale de la propriété privée*, Sirey, Paris, 1930.
- W. STUBBS. — *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, avec introduction, notes et études historiques inédites de Ch. Petit-Dutaillis, Girad, Paris, 1907.
- Travaux pratiques de droit public comparé* (publié par l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, sous la direction de M. Gidel), Edit. Domat-Montchrestien, Paris, 1936.

Allemagne

- ANTONOPOULO. — *Des dispositions constitutionnelles allemandes relatives à la socialisation des entreprises économiques*, thèse de Paris, 1928.
- E. BERNSTEIN. — *La loi allemande sur les conseils d'usine et sa portée* (*Revue Internationale du Travail*, 1921, févr.).
- M. BERTHELOT. — *Les conseils d'entreprise en Allemagne* (Bureau International du Travail, Etudes et Documents), Genève, 1924.
- *La loi de travail en Allemagne*, Crès, Paris, 1924.
- A. BOURCERET. — *Les associations professionnelles ouvrières en Allemagne depuis 1914*, thèse de Paris, 1933.
- R. BRUNET. — *La Constitution allemande du 11 août 1919*, Payot, Paris, 1921.
- *Le principe démocratique dans la Constitution allemande*, Giard, Paris, 1921.
- R. CARRÉ DE MALBERG. — *La question de la délégation de puissance législative et les rapports entre la loi et l'ordonnance selon la Constitution de Weimar* (*Bull. de la Sovi. Légis. comp.*, 1926).
- H. CAZELLES. — *Eglise et Etat en Allemagne, de Weimar aux premières années du III^e Reich*, thèse de Paris, 1936.
- H. DERSCH. — *La nature juridique et l'importance des conseils d'usines en Allemagne* (*Revue Internationale du Travail*, 1924, févr.).
- W. DROIN. — *La Démocratie de l'Empire allemand, étude de droit constitutionnel*, Rousseau, Paris, 1922.

- L. FAURE. — *Les institutions de gouvernement direct en Allemagne depuis la guerre*, Jouve, Paris, 1926.
- R. GOETZ-GIREY. — *Les syndicats ouvriers allemands après la guerre*, thèse de Lyon, 1936.
- Gueydan DE ROUSSEL. — *L'évolution du pouvoir exécutif en Allemagne (1919-1934)*, Libr. génér. de dr., Paris, 1935.
- O. HESNARD. — *Les partis politiques en Allemagne*, avant-propos de M. H. Lichtenberger, Crès, Paris, 1923.
- H. LAUFENBURGER. — *La vie économique en Allemagne*, Sirey, Paris, 1927.
- E. MILHAUD. — *La Démocratie allemande*, Alcan, Paris, 1903.
- P. MUSAT. — *L'évolution du syndicalisme allemand depuis la guerre*, thèse de Paris, 1932.
- G. SIGWALT. — *Les conseils d'usine en Allemagne*, Rousseau, Paris, 1922.
- M. TARDY. — *Le problème de socialisation en Allemagne*, Rière, Paris, 1921.
- A. TIBAL. — *Histoire des institutions, évolution constitutionnelle et parlementaire des Etats européens depuis 1918, Allemagne et Autriche* (cours de l'Institut des Hautes Etudes Internationales, 1930-1931).
- E. VERMEIL. — *La Constitution de Weimar et le principe de la démocratie allemande*, Istra, Strasbourg, 1923.
- *L'Allemagne contemporaine*, Alcan, Paris, 1925.
- *Les conseils d'entreprises en Allemagne* (*Revue d'Etudes coopératives*, 1923 et 1924).
- P. WIDER. — *La loi allemande sur les conseils d'entreprise*, thèse de Genève, 1923.

Tchécoslovaquie

- J. BLOCISZEWSKI. — *La Constitution tchécoslovaque* (*Revue des Sciences politiques*, 1930).
- J. EISENMANN. — *La Tchécoslovaquie*, Rieder, Paris, 1921.
- HOETZEL et JOACHIM. — *La Constitution de la République tchécoslovaque*, Prague, 1920.
- B. MIRKINE-GUETZÉVITCH et A. TIBAL. — *La Tchécoslovaquie*, Delagrave, Paris, 1929.
- Z. PESKA. — *Après dix années, le développement de la Consti-*

tution tchécoslovaque, 1920-1930 (Revue du Droit public et de la Science politique, 1930).

SETON-WASTON. — *The New Slovaquia*, London, 1924.

A. TIBAL. — *La Tchécoslovaquie*, Colin, Paris, 1935.

— *La Constitution Tchécoslovaque* (cours de l'Institut des Hautes Etudes internationales, 1927-1928).

F. WEYR. — *La Constitution et le Régime politique* (dans *la Vie juridique des Peuples : II. Tchécoslovaquie*, publié sous la direction de Lévy-Ullmann et Mirkine-Guetzévitch), Delagrave, Paris, 1932.

Yougoslavie

J. AUGARDE et E. SICARD. — *Yougoslavie*, préface de A. Millerand, édit. des Portiques, Paris, 1934.

V. GIVOTITCH. — *Minorités nationales en Yougoslavie (Annuaire du Droit international, Paris, 1931).*

M. HORVATSKI. — *La Constitution de Vivovdan*, Aubert, Grenoble, 1923.

D. LOUTZITCH. — *La Constitution du Royaume de Yougoslavie du 3 septembre 1931*, Bossuet, Paris, 1933.

Y. MARKOVITCH. — *L'Organisation administrative de la Yougoslavie*, Bossuet, Paris, 1931.

J. PÉRITCH. — *Principaux traits caractéristiques de la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du 28 juin 1921* (extrait du *Bulletin de la Société de Législation comparée*, Paris, 1929).

— *Dispositions sociales et économiques de la Constitution yougoslave du 28 juin 1921* (*Revue Internationale de Sociologie*, Paris, 1929).

— *La Nouvelle Constitution du Royaume de Serbie de 1901* (*Bulletin de la Société de Législation comparée*, Paris, 1903).

M. SOUPITCH. — *Les Libertés publiques d'après la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, Jouve, Paris, 1927.

Z. TOMITCH. — *La Formation de l'Etat yougoslave*, Presses Modernes, Paris, 1927.

M. YOVANOVITCH. — *Le Régime absolu yougoslave, institué le 6 janvier 1929*, Bossuet, Paris, 1930.

N. YVANOVITCH. — *Etude sur la Constitution du Royaume des*

Serbes, Croates et Slovènes du 28 juin 1921, Sagot, Paris, 1924.

Roumanie

V. BERCARU. — *La Réforme agraire en Roumanie*, Ganber, Paris, 1924.
 CORNISH. — *The Religion Minorities in Transylvania*, London, 1924.

EVANS. — *The Agrarian Revolution in Roumania*, London, 1924.

M. GILLARD. — *La Roumanie nouvelle*, Alcan, Paris, 1923.

N. JORGA. — *La Situation politique de la Roumanie d'après sa Constitution (Années Politiques, Paris, 1926.)*

— *La Politique des Minorités en Roumanie (Le Monde Slave, 1926).*

P. NÉGULESCO. — *La Constitution et le Régime politique (dans la Vie juridique des Peuples : IV. Roumanie, publié sous la direction de Lévy-Ullmann et Mirkine-Guetzévitch, Paris, 1933.*

A. TEODORESCO. — *La Nouvelle Constitution du 29 mars 1923 (Bulletin de la Société de Législation comparée, 1926).*

A. TIBAL. — *La Roumanie*, avec préface d'Auguste Gauvain, Rieder, Paris, 1930.

Pologne

J. BLOCISZEWSKI. — *La Restauration de la Pologne et la Diplo-*
 Ch. CROZAT. — *Les Constitutions de la Pologne et de Dantzig*
 (thèse de Toulouse, 1923).

G. DATY. — *La Constitution de la Pologne*, préface de Bonfils-Lapouzarde, Huffel, Colmar, 1933.

H. GRAPPIN. — *Les Organisations polonaises* (extrait du *Monde Slave*, Paris, 1921).

W. MAKOWSKI. — *La Pologne nouvelle dans l'Europe nouvelle*, Sirey, Paris, 1931.

B. MIRKINE-GUETZÉVITCH et A. TIBAL. — *La Pologne*, Delagrave, Paris, 1930.

A. PERETIATKOWICZ. — *La Constitution polonaise* (extrait de la *Revue du Droit public*, 1922).

M. POTULISKI. — *Constitution de la République de Pologne*, avant-propos par J. Barthélemy, Paris et Varsovie, 1926.

S. ROZYCKI. — *L'Influence du Constitutionnalisme français sur*

176 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

la Constitution polonaise du 19 mars 1921 (thèse de Paris, 1930).

Lithuanie

- A. BASSIN. — *La Lithuanie*, préface de M. Lhéritier, Rieder, Paris, 1935.
R. BATILLIAT. — *Origine et Développement des Institutions politiques en Lithuanie*, Valentin-Bresle, Paris, 1932.
F. CAUSSY. — *La Lithuanie et Memel (l'Europe Nouvelle*, 18 novembre 1922).
EHRET. — *La Lithuanie : passé, présent, avenir*, Atar, Genève, 1919.
A. ROUZIER. — *La Constitution de la Lithuanie et le Statut de Memel*, Douladoure, Toulouse, 1926.

Esthonie

- KORSAKOFF. — *La Constitution de la République d'Esthonie*, Bucarest, 1928.
— *Le Système constitutionnel de la République d'Esthonie*, Agen, 1930.
— *La Constitution de la République d'Esthonie* (extrait de la *Revista de Drept public*, anul III, n° 4).
H. KRUUS. — *Histoire de l'Esthonie*, Payot, Paris, 1935.
A. PULLERITS. — *The Estonian Year Book*, Tallinn, 1927.
J. ULUOTS. — *Constitution de la République d'Esthonie*, Tallin, 1937.
L. VILLECOURT. — *L'Esthonie*, avec préface de A. Millerand, Rieder, Paris, 1932.

Dantzig

- Ch. CROZAT. — *Les Constitutions de la Pologne et de Dantzig* (thèse de Toulouse, 1923).
LANNON. — *Le Règlement de la Question de Dantzig* (*Revue de Droit international*, 1921).
ZUNDELEWIEZ. — *Les Rapports entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig* (thèse de Paris, 1935).

Espagne

- N. ALCALA ZAMORA. — *L'Elaboration de la Constitution espagnole*

du 10 décembre 1931 (*Revue d'Histoire politique et constitutionnelle*, n° 1, 1937).

- R. ALTAMIRA. — *La Constitution et le Régime politique* (dans la *Vie juridique des Peuples : V. Espagne*, publié sous la direction de Lévy-Ullmann et Mirkine-Guetzévitch), Paris, 1934.
- C. A. d'ASCOLI. — *La Constitution espagnole de 1931*, Pedone, Paris, 1932.
- A. GUILLERM. — *La Constitution républicaine espagnole du 9 décembre 1931*, Duchemin, Paris, 1933.
- P. MARLAND. — *Les Principes de la Constitution espagnole de 1931*, Pedone, Paris, 1935.
- B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. — *La Nouvelle Constitution espagnole* (*Revue Politique et Parlementaire*, janvier 1932).
- B. MIRKINE-GUETZÉVITCH et E. REALE. — *L'Espagne*, Delagrave, Paris, 1933.
- A. PERDON. — *La Constitution espagnole de 1931 et ses précédents*, Les Presses Modernes, Paris, 1933.
- A. POSADA. — *La Nouvelle Constitution espagnole*, préface de MM. J. Barthélemy et Mirkine-Guetzévitch, Sirey, Paris, 1932
- *Avant-projet de Constitution espagnole*, Giard, Paris, 1931.
- *La Constitution de la République espagnole*, Giard, Paris, 1932.

Vu : le 7 janvier 1939
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :
VENDRYES.

Vu et Permís d'Imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
ROUSSY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
PRÉLIMINAIRES. — Aperçu sur les Anciennes Déclarations des Droits	9

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DES NOUVELLES DECLARATIONS DES DROITS

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'ALLEMAGNE DU 11 AOÛT 1919

I. — Origines et tendances générales	23
II. — Droits et Devoirs de l'Individu	29
III. — Droits et Devoirs des Collectivités	31
IV. — Vie économique	39

CHAPITRE II

LES DÉCLARATIONS DES DROITS DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE, DE LA YOUGOSLAVIE, DE LA ROUMANIE ET DE LA POLOGNE

I. — La Déclaration des Droits de la Tchécoslovaquie du 29 février 1920	48
II. — La Déclaration des Droits de la Yougoslavie du 28 juin 1921	54
III. — La Déclaration de la Roumanie du 29 mars 1923.	63
IV. — La Déclaration des Droits de la Pologne du 17 mars 1921	70

CHAPITRE III

LES DÉCLARATIONS DES DROITS DE LA LITHUANIE, DE L'ESTHONIE ET DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG

I. — La Déclaration des Droits de la Lithuanie du 6 août 1922	79
II. — La Déclaration des Droits de l'Esthonie du 15 juin 1920	85
III. — La Déclaration des Droits de la Ville libre de Dantzig	90

180 LES NOUVELLES DÉCLARATIONS

CHAPITRE IV

LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'ESPAGNE DU 9 DÉCEMBRE 1931

I. — Origines et tendances générales	93
II. — Droits et Devoirs de l'Individu	98
III. — Droits et Devoirs des Collectivités	100
IV. — Vie économique	106

DEUXIEME PARTIE

ETUDE SYNTHETIQUE

DES NOUVELLES DECLARATIONS DES DROITS

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ

I. — Egalité de Droit	113
II. — Protection des Minorités	115
III. — Droits politiques des Femmes	118

CHAPITRE II

DROITS ET DEVOIRS DE L'INDIVIDU

I. — Conception de Droit et Devoir de l'Individu....	121
II. — Liberté individuelle proprement dite	125
III. — Liberté de Pensée	128
IV. — Devoirs fondamentaux	132

CHAPITRE III

DROITS ET DEVOIRS DES COLLECTIVITÉS

I. — Famille	137
II. — Associations et Réunions	138
III. — Communautés confessionnelles	142
IV. — Etablissements d'Enseignement	145
V. — Fonction publique	146

CHAPITRE IV

VIE ÉCONOMIQUE

I. — Droit de Propriété	150
II. — Droit au Travail	154
III. — Organisation de la vie économique	157
CONCLUSION	159
BIBLIOGRAPHIE	169

